

# COMMUNE DE DEVELIER



## Règlement communal sur les constructions

### AUTORITE COMMUNALE

DEPOT PUBLIC

DU 28 JUIN 2021 AU 13 AOUT 2021

ADOpte PAR L'ASSEMBLEE COMMUNALE LE

25 OCTOBRE 2021

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

LE PRESIDENT

LE SECRETAIRE

  
.....

LE SECRETAIRE COMMUNAL SOUSSIGNE CERTIFIE  
L'EXACTITUDE DES INDICATIONS CI-DESSUS

DEVELIER, LE 10 JAN. 2022

.....  
SIGNATURE

**Secrétariat communal**  
**2802 DEVELIER**  
TIMBRE

### AUTORITE CANTONALE

EXAMEN PREALABLE DU

26 NOVEMBRE 2020

APPROUVE PAR DECISION DU

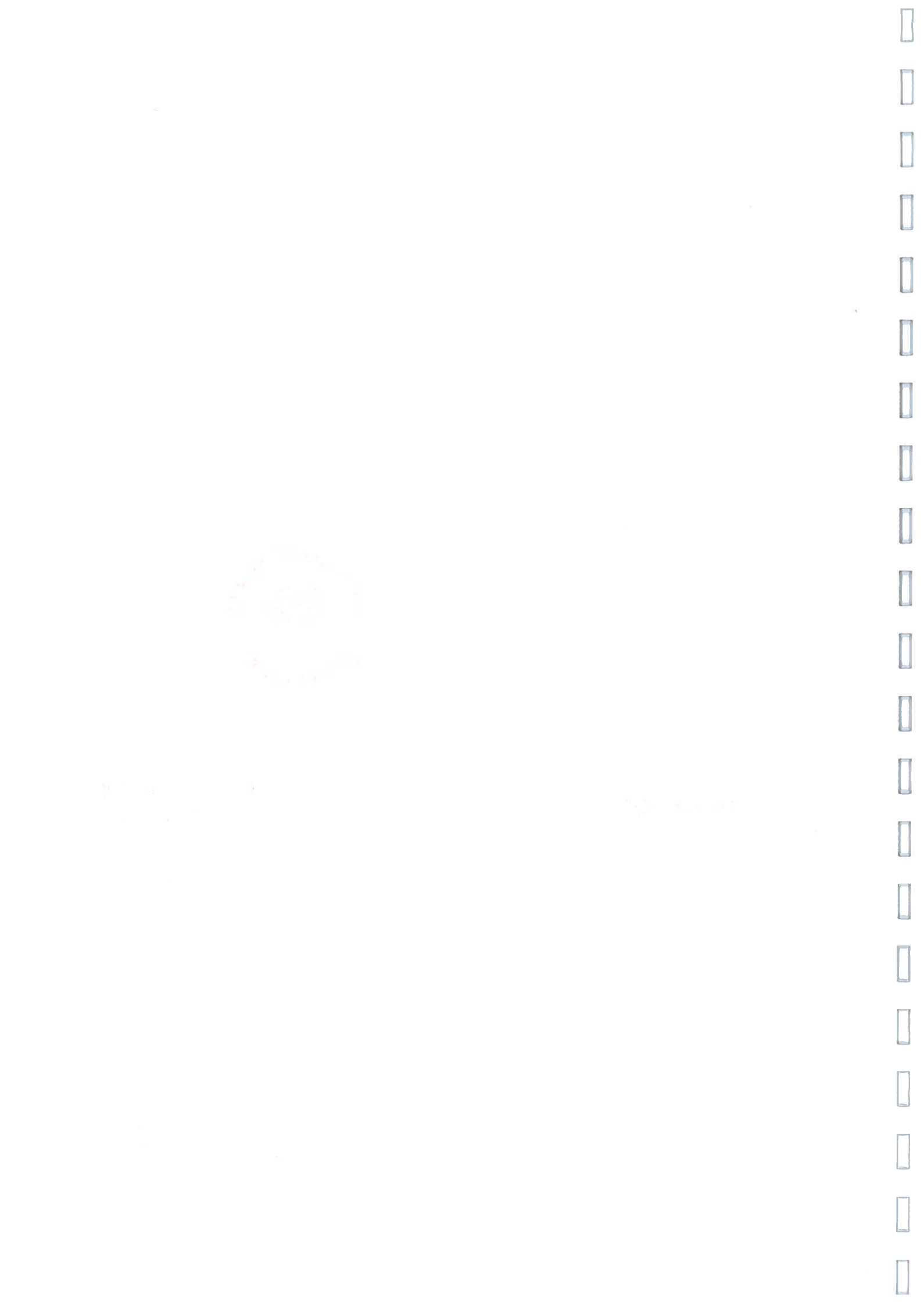
24 JAN. 2022

SERVICE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL  
SECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE  
LA CHEFFE DE SECTION

.....  
SIGNATURE

TIMBRE





# Table des matières et index chronologiques

## Table des matières

### TITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

#### CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION

1. Présentation.....	1
2. Portée.....	1
3. Plan directeur communal.....	1
4. Programme d'équipement.....	1
5. Définition et modes de calculs.....	1

#### CHAPITRE II : POLICE DES CONSTRUCTIONS

1. Compétences.....	1
2. Peines.....	1

#### CHAPITRE III : ORGANES COMMUNAUX

1. Assemblée communale.....	2
2. Conseil communal.....	2
3. Commission d'urbanisme.....	2

#### CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

1. Entrée en vigueur.....	2
2. Procédures en cours.....	2
3. Documents abrogés.....	2
4. Documents maintenus en vigueur.....	3

### TITRE DEUXIÈME : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES

#### CHAPITRE I : ZONES A BATIR

Section 1 : Préambule.....	4
Section 2 : Zone centre A (Zone CA).....	4
Section 3 : Zone mixte A (Zone MA).....	6
Section 4 : Zone d'habitation A (Zone HA).....	9
Section 5 : Zone d'habitation B (Zone HB).....	10
Section 6 : Zone d'activités A (Zone AA).....	13
Section 7 : Zone d'utilité publique A (Zone UA).....	15
Section 8 : Zone de sport et de loisirs A (Zone SA).....	17

#### CHAPITRE II : ZONES AGRICOLES

Section 1 : Préambule.....	18
Section 2 : Zone agricole A (Zone ZA).....	18
Section 3 : Zone agricole B (Zone ZB).....	20

#### CHAPITRE III : ZONES PARTICULIERES

Section 1 : Préambule.....	22
Section 2 : Zone verte A (Zone ZVA).....	22
Section 3 : Zone de transport (Zone ZT).....	23

**TITRE TROISIÈME : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONTENUS SUPERPOSES****CHAPITRE I : PERIMETRES PARTICULIERS**

Section 1 : Préambule.....	23
Section 2 : Périmètre de protection archéologique et paléontologique (Périmètre PA) .....	23
Section 3 : Périmètre de protection de la nature (Périmètre PN) .....	23
Section 4 : Périmètre de protection du paysage (Périmètre PP) .....	24
Section 5 : Périmètre de protection des vergers (Périmètre PV).....	25
Section 6 : Périmètre réservé aux eaux (Périmètre PRE) .....	25
Section 7 : Périmètre de dangers naturels (Périmètre PDN).....	26

**CHAPITRE II : INFORMATIONS INDICATIVES**

Section 1 : Préambule.....	29
Section 2 : Aire forestière.....	29
Section 3 : Périmètre de protection des eaux (Périmètre PE) .....	29
Section 4 : Chemins de randonnée pédestre .....	30
Section 5 : Itinéraires cyclables .....	30

**CHAPITRE III : PATRIMOINE ARCHITECTURAL, HISTORIQUE, ARCHEOLOGIQUE ET PALEONTOLOGIQUE**

1. Bâtiments protégés .....	30
2. Objets protégés.....	31
3. Vestiges historiques, archéologiques et paléontologiques .....	31
4. Voies de communication historiques .....	31

**CHAPITRE IV : PATRIMOINE NATUREL**

1. Généralités.....	32
2. Bosquets, haies .....	32
3. Arbres isolés et allées d'arbres.....	33
4. Dolines / Emposieux .....	34
5. Grottes .....	34
6. Eaux de surface .....	34
7. Berges.....	35

**TITRE QUATRIÈME : PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE CONSTRUCTIONS****CHAPITRE I : CONSTRUCTIONS**

1. Alignements et distances .....	35
2. Caractéristiques des parcelles.....	36
3. Constructions dans les terrains en pente .....	36
4. Toiture plate .....	36
5. Attique .....	36
6. Antennes extérieures .....	36
7. Sites pollués.....	36

**CHAPITRE II : AMENAGEMENT DES ESPACES**

1. Aménagement des espaces publics .....	36
2. Aménagement extérieurs.....	37
3. Plan d'aménagement des abords .....	37
4. Terrain de référence .....	37
5. Topographie.....	37
6. Petites constructions et constructions annexes.....	37



### **CHAPITRE III : EQUIPEMENTS ET RESEAUX**

1. Réseaux d'alimentation et d'évacuation .....	37
2. Réalisation des équipements.....	38
3. Contribution des propriétaires fonciers .....	38
4. Stationnement.....	38

### **CHAPITRE IV : ENERGIE**

1. Sondages géologiques et sondes géothermiques.....	38
2. Installations solaires.....	38
3. Assainissement énergétique et distances aux limites .....	38

### **Liste des annexes**

Annexe I :	Répertoire des biens culturels de la République et Canton du Jura
Annexe II :	Croquis (AIHC)
Annexe III :	Alignements par rapport à l'A16
Annexe IV :	Limite forestière constatée
Annexe V :	Aires d'implantation dans le sous-secteur HAa
Annexe VI :	Inventaire du petit patrimoine

## Index des textes de loi

<b>LCAT</b>	Loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (RSJU 701.1) .....	1
<b>OCAT</b>	Ordonnance cantonale du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire (RSJU 701.11) .....	1
<b>LFOR</b>	Loi cantonale du 20 mai 1998 sur les forêts (RSJU 921.11) .....	1
<b>OISOS</b>	Ordonnance fédérale du 13 novembre 2019 concernant l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (RS 451.12) .....	4
<b>OPB</b>	Ordonnance fédérale du 15 décembre 1986 sur la protection contre le bruit (RS 814.41) ...	5
<b>LAT</b>	Loi fédérale du 22 juin 1979 sur les constructions et l'aménagement du territoire (RS 700) .....	18
<b>LPPAP</b>	Loi cantonale du 27 mai 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (RSJU 445.4) .....	23
<b>LEaux</b>	Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (RS 814.20) .....	26
<b>OEaux</b>	Ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (RS 814.201) .....	26
<b>LGEaux</b>	Loi cantonale du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (RSJU 814.21) .....	30
-	Loi cantonale du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (RSJU 722.41) .....	30
-	Loi cantonale du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables (RSJU 722.31) .....	30
<b>OIVS</b>	Ordonnance fédérale du 14 avril 2010 concernant l'inventaire fédérale des voies de communication historiques de la Suisse (RS 451.13) .....	32
<b>LPNP</b>	Loi cantonale du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (RSJU 451) ...	32
<b>OLEI</b>	Ordonnance fédérale du 30 mars 1994 sur les lignes électriques (RS 734.31) .....	35
<b>DCPF</b>	Décret cantonal du 11 décembre 1992 concernant sur les contributions des propriétaires fonciers (RSJU 701.71) .....	38
<b>OEN</b>	Ordonnance cantonale du 24 août 1993 sur l'énergie (RS 730.11) .....	38
<b>LEne</b>	Loi fédérale du 30 septembre 2016 sur l'énergie (RS 730.0) .....	38

## Index des acronymes

<b>RCC</b>	Règlement communal sur les constructions .....	1
<b>ENV</b>	Office de l'environnement .....	1
<b>SAM</b>	Section de l'aménagement du territoire .....	2
<b>SDT</b>	Service du développement territorial .....	2
<b>SAT</b>	ex-Service de l'aménagement du territoire .....	2
<b>ISOS</b>	Inventaire des sites construits à protéger en Suisse .....	4
<b>OCC</b>	Office cantonal de la culture .....	6
<b>ECA Jura</b>	Etablissement cantonal d'assurance Jura .....	28
<b>RBC</b>	Répertoire des biens culturels .....	30
<b>IVS</b>	Inventaire des voies historiques de la Suisse .....	32
<b>RGES</b>	Règlement communal sur la gestion des eaux de surface .....	34
<b>PGA</b>	Plan général d'alimentation en eau potable .....	37
<b>PGEE</b>	Plan général d'évacuation des eaux .....	38

## TITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

### CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION

#### 1. Présentation

**Article premier** <sup>1</sup>Le présent règlement communal sur les constructions fait partie de l'aménagement local et complète le plan de zones et le plan des dangers naturels. Il est désigné ci-après par RCC.

<sup>2</sup>Ce règlement s'applique à la totalité du territoire communal. Il définit l'usage du sol et établit les règles de constructions.

<sup>3</sup>Le RCC constitue le droit applicable en matière d'aménagement du territoire et de constructions sur le territoire communal. L'application de toute autre disposition de droit fédéral, cantonal ou communal relative à l'aménagement du territoire ou à la construction demeure réservée.

#### 2. Portée

**Art. 2** <sup>1</sup>Le RCC ainsi que le plan de zones et le plan des dangers naturels constituent la réglementation de la commune en matière de construction et d'utilisation du sol au sens de la loi cantonale du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>1</sup>.

<sup>2</sup>Les limites forestières constatées, portées au plan de zones et données en annexe IV ainsi que les annexes III et V ont force obligatoire pour chacun.

<sup>3</sup>Les annexes I, II et VI du présent règlement découlent d'autres dispositions légales et sont données à titre indicatif.

#### 3. Plan directeur communal

**Art. 3** <sup>1</sup>Le plan directeur communal lie les autorités pour toutes les décisions prises en matière d'aménagement local.

<sup>2</sup>Il sert, d'une part, de référence pour tout projet d'aménagement ou de construction et, d'autre part, d'instrument de gestion du territoire.

#### 4. Programme d'équipement

**Art. 4** Le programme d'équipement lie les autorités communales pour l'équipement de la zone à bâtir. Il sert de référence pour la planification, la construction et le financement des secteurs à équiper.

#### 5. Définition et modes de calculs

**Art. 5** Les définitions et modes de calculs utilisés dans le présent règlement sont conformes à ceux définis par l'ordonnance cantonale du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire (OCAT)<sup>2</sup>.

### CHAPITRE II : POLICE DES CONSTRUCTIONS

#### 1. Compétences

**Art. 6** <sup>1</sup>La police des constructions est exercée par le Conseil communal en application des articles 34 à 40 LCAT.

<sup>2</sup>A l'intérieur de l'aire forestière, l'autorité de police est l'Office de l'environnement (ENV) en application de l'article 76 de la loi cantonale du 20 mai 1998 sur les forêts (LFOR)<sup>3</sup>.

#### 2. Peines

**Art. 7** <sup>1</sup>Tout contrevenant aux dispositions du présent règlement sera

---

<sup>1</sup> RSJU 701.1

<sup>2</sup> RSJU 701.11

<sup>3</sup> RSJU 921.11

poursuivi.

<sup>2</sup>Il sera passible des peines énoncées par l'art. 40 LCAT.

<sup>3</sup>L'application de toute autre disposition pénale demeure réservée.

### CHAPITRE III : ORGANES COMMUNAUX

- |                                  |   |
|----------------------------------|---|
| <b>1. Assemblée communale</b>    | <b>Art. 8</b> L'Assemblée communale est compétente pour adopter ou modifier le plan de zones et la réglementation y afférente ainsi que les plans spéciaux qui ne relèvent pas de la compétence du Conseil communal (art. 46, al. 2 LCAT).  |
| <b>2. Conseil communal</b>       | <b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Le Conseil communal est l'Autorité responsable de l'aménagement local.<br><br><sup>2</sup> Il est compétent pour :<br><ul style="list-style-type: none"><li>a) adopter et modifier le plan directeur communal ;</li><li>b) adopter et modifier un plan spécial défini au sens de l'article 46 alinéa 4 LCAT (plan spécial obligatoire ou concernant avant tout l'équipement de détail).</li></ul><br><sup>3</sup> Le Conseil communal peut, avec l'accord du SDT, renoncer à l'établissement d'un plan spécial, si la procédure de permis de construire peut assurer une maîtrise satisfaisante du projet. |
| <b>3. Commission d'urbanisme</b> | <b>Art. 10</b> Le règlement d'organisation et d'administration de la commune peut prévoir la désignation d'une Commission d'urbanisme et définir ses tâches.  |

### CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

- |                               |   |
|-------------------------------|---|
| <b>1. Entrée en vigueur</b>   | <b>Art. 11</b> <sup>1</sup> Le présent plan d'aménagement local comprenant :<br><ul style="list-style-type: none"><li>a) le règlement communal sur les constructions ;</li><li>b) le plan de zones ;</li><li>c) le plan des dangers naturels ;</li></ul><br>est opposable aux tiers dès l'entrée en vigueur de la décision d'approbation de la Section de l'aménagement du territoire (SAM) du Service du développement territorial (SDT).<br><br><sup>2</sup> Celle-ci entre en vigueur 30 jours après sa notification ou, en cas de recours, après l'entrée en force du jugement. |
| <b>2. Procédures en cours</b> | <b>Art. 12</b> Les procédures engagées avant l'entrée en vigueur des documents constituant le présent plan d'aménagement local sont traitées conformément à l'ancienne législation, sous réserve des art. 20 et 21 LCAT.  |
| <b>3. Documents abrogés</b>   | <b>Art. 13</b> Les documents suivants sont abrogés :<br><ul style="list-style-type: none"><li>a) Plan de zones adopté par l'Assemblée communale le 6 mai 1992 et approuvé par le Service de l'aménagement du territoire (SAT) le 20 octobre 1992 ;</li><li>b) Règlement communal sur les constructions adopté par l'Assemblée communale le 6 mai 1992 et approuvé par le SAT le 20 octobre 1992 ;</li><li>c) Plan des zones de protection adopté par l'Assemblée communale le 6</li></ul>   |

- mai 1992 et approuvé par le SAT le 20 octobre 1992 ;
- d) Modification du plan de zones adoptée par l'Assemblée communale le 6 mai 1992 et approuvée par le SAT le 11 janvier 1994 ;
  - e) Modification de peu d'importance du plan de zones « Pertuis de la Fin » adoptée par le Conseil communal le 8 mai 1995 et approuvée par le SAT le 2 novembre 1995 ;
  - f) Modification du plan de zones « secteur Est – zone industrielle Les Maïchieres » adoptée par l'Assemblée communale le 30 juin 2008 et approuvée par le SAT le 13 novembre 2008 ;
  - g) Modification de peu d'importance du plan de zones « parcelle 1436 » adoptée par le Conseil communal le 9 janvier 2012 et approuvée par le SAT le 17 avril 2012 ;
  - h) Modification de peu d'importance du plan de zones « parcelles 1609 et 3322 » adoptée par le Conseil communal le 20 novembre 2017 et approuvée par le SDT le 1<sup>er</sup> décembre 2017 ;
  - i) Plan spécial « La Communance » adopté par l'Assemblée communale le 15 décembre 1970 et approuvé par la Direction des travaux publics du canton de Berne le 21 juin 1971 ;
  - j) Plan d'alignement au quartier des Maïchières adopté par l'Assemblée communale le 21 septembre 1970 et approuvé par la Direction des travaux publics du canton de Berne le 22 juin 1971 ;
  - k) Plan spécial « Sur Cré – La Monte » adopté par l'Assemblée communale le 28 novembre 1972 et approuvé par la Direction des travaux publics du canton de Berne le 8 avril 1974 ;
  - l) Plan spécial « Clos Es Caques » adopté par l'Assemblée communale le 8 mars 1988 et approuvé par le SAT le 13 septembre 1988 ;
  - m) Plan spécial « Haut des Maïchières » adopté par l'Assemblée communale le 12 juillet 1994 et approuvé par le SAT le 22 août 1994 ;
  - n) Plan spécial « La Sacie » adopté par l'Assemblée communale le 12 juillet 1994 et approuvé par le SAT le 30 novembre 1994 ;
  - o) Modification du plan spécial « La Sacie » adoptée par le Conseil communal le 13 novembre 1995 et approuvée par le SAT le 30 novembre 1995 ;
  - p) Modification de peu d'importance du plan spécial « La Sacie » adoptée par le Conseil communal le 3 octobre 1996 et approuvée par le SAT le 11 novembre 1996 ;
  - q) Modification de peu d'importance du plan spécial « La Sacie », équipement de détail, adoptée par le Conseil communal le 13 mars 2000 et approuvée par le SAT le 31 mars 2000 ;
  - r) Plan spécial « Champs de Val » adopté par le Conseil communal le 3 février 1997 et le 21 avril 1997 et approuvé par le SAT le 1<sup>er</sup> septembre 1997 ;
  - s) Plan spécial « Pré Saint-Imier » adopté par le Conseil communal le 8 mai 2000 et approuvé par le SAT le 19 mai 2000 ;
  - t) Plan spécial « Sur la Lave » adopté par le Conseil communal le 17 octobre 2005 et approuvé par le SAT le 3 novembre 2005 ;
  - u) Modification de peu d'importance du plan spécial « Sur la Lave » adoptée par le Conseil communal le 10 décembre 2007 et approuvée par le SAT le 22 janvier 2008.

**4. Documents maintenus en vigueur**

**Art. 14** Les documents suivants sont maintenus en vigueur :

- a) Plan spécial « Les Quatre-Faulx » adopté par l'Assemblée communale le 5 novembre 2012 et approuvé par le SAT le 11 décembre 2012 ;
- b) Plan de zones de protection des sources adopté par le Conseil communal en juillet 1978 et approuvé par le Conseil exécutif du

Canton de Berne le 14 novembre 1978.

## **TITRE DEUXIÈME : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES**

### **CHAPITRE I : ZONES A BATIR**

#### **SECTION 1 : PREAMBULE**

##### **Généralités**

**Art. 15** <sup>1</sup>Le territoire communal comporte sept types de zones à bâtir représentés graphiquement sur le plan de zones.

<sup>2</sup>Les zones à bâtir délimitent les terrains propres à la construction qui répondent aux besoins prévisibles pour les 15 prochaines années.

**Art. 16** Les installations ou équipements techniques nécessaires à la collectivité sont admis dans les différentes zones à bâtir sous réserve que toutes les dispositions soient prises pour les rendre compatibles avec l'environnement et qu'ils n'occasionnent pas de nuisances ou de dangers excessifs.

#### **SECTION 2 : ZONE CENTRE A (ZONE CA)**

##### **A. DEFINITION**

**Art. 17** <sup>1</sup>La zone centre A délimite la zone la plus ancienne de Develier. Elle est destinée à l'habitat ainsi qu'aux activités.

<sup>2</sup>Elle comporte les secteurs spécifiques suivants :

- a) CAa correspondant à un ensemble d'importance locale inscrit à l'Inventaire des sites construits à protéger en Suisse (ISOS) avec un objectif de sauvegarde A dont le but est d'en préserver la substance, conformément à l'art. 9 al.4 let.a de l'Ordonnance fédérale du 13 novembre 2019 concernant l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (OISOS)<sup>4</sup> ;
- b) CAb correspondant à un ensemble d'importance locale inscrit à l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS) avec un objectif de sauvegarde B dont le but est d'en préserver la structure, conformément à l'art. 9 al.4 let.b de l'OISOS.

##### **B. USAGE DU SOL** **CA 1. Affectation du sol** a) utilisations autorisées

**Art. 18** L'habitat, les activités engendrant des nuisances faibles à moyennement gênantes, les exploitations agricoles et les services publics sont autorisés.

##### b) utilisations interdites

**Art. 19** <sup>1</sup>Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites ainsi que les activités, les installations et les ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules hors d'usage ;
- b) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd et

---

<sup>4</sup> RS 451.12



- léger ;  
c) les stations de distribution de carburant et les stations de lavage de véhicules à moteur.

**CA 2. Indice brut d'utilisation du sol**

**Art. 20** L'indice brut d'utilisation de la zone CA ainsi que des secteurs CAa et CAb est :

- a) au minimum : 0.53  
b) au maximum : sans objet

**CA 3. Plan spécial**

**Art. 21** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46, al. 4 et 66 LCAT) s'applique à tout projet respectant les dispositions applicables à la zone concernée et réglant avant tout l'équipement de détail.

<sup>2</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée à l'Assemblée communale s'applique à tout projet d'aménagement important qui respecte les dispositions applicables à la zone concernée en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qui ne s'en écarte que de manière peu importante.

**C. MESURES DE PROTECTION**  
**CA 4. Sensibilité au bruit**

**Art. 22** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB)<sup>5</sup>.

**D. AMENAGEMENT**  
**CA 5. Espaces et voies publics**

**Art. 23** Cf. art. 252.

**CA 6. Caractéristiques des parcelles**

**Art. 24** Cf. art. 246.

**CA 7. Aménagements extérieurs**

**Art. 25** Cf. art. 253.

**E. EQUIPEMENTS**  
**CA 8. Réseaux**

**Art. 26** Cf. art. 258.

**CA 9. Stationnement**

**Art. 27** Cf. art. 261.

**F. CONSTRUCTIONS**  
**CA 10. Structure du cadre bâti**

**Art. 28** La structure est basée sur l'ordre contigu, semi-contigu ou non-contigu.

**CA 11. Orientation**

**Art. 29** L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon le tissu bâti existant.

**CA 12. Alignements**

**Art. 30** Les alignements respectent la structure du site bâti existant.

**CA 13. Distances et longueurs**

**Art. 31** Les distances aux limites et entre bâtiments ainsi que les longueurs des bâtiments sont définies selon le tissu bâti existant.

**CA 14. Hauteurs**

**Art. 32** Les hauteurs des constructions, reconstructions et rénovations sont

---

<sup>5</sup> RS 814.41



définies selon le tissu bâti existant.

**CA 15. Aspect architectural**  
a) procédure

**Art. 33** Tout projet de nouvelle construction, de démolition, de modification ou d'aménagement touchant ou avoisinant un bâtiment protégé est soumis à l'Office cantonal de la culture (OCC).

b) volumes et façades

**Art. 34** <sup>1</sup>Tout projet de construction, rénovation ou modification doit respecter la volumétrie du site bâti environnant.

<sup>2</sup>Lors de modifications de volume ou de façade, l'unité du bâtiment doit être respectée (rapport des pleins et des vides, composition des façades, proportion et groupement des ouvertures, etc.).

<sup>3</sup>Les fenêtres doivent être conformes à l'architecture du bâtiment. Cette règle n'est toutefois pas applicable aux rez-de-chaussée aménagés en commerces ou services.

c) toitures

**Art. 35** <sup>1</sup>Les matériaux et les couleurs sont à choisir pour garantir une bonne intégration au site. Les toitures sont généralement couvertes de tuiles dont la teinte correspond à celle des toitures traditionnelles du lieu.

<sup>2</sup>Lors de transformations de bâtiments, les pentes et orientations de la toiture ne sont pas modifiées. Des modifications peuvent être admises pour améliorer des constructions mal intégrées.

<sup>3</sup>Dans les secteurs CAa et CAb, le volume de la toiture des nouvelles constructions doit respecter l'échelle, la forme et la pente de la majorité des toits avoisinants. Les toitures plates y sont interdites.

<sup>4</sup>Hors des secteurs CAa et CAb, les toitures plates sont autorisées.

d) ouvertures en toitures dans les secteurs CAa et CAb

**Art. 36** <sup>1</sup>Tout projet d'ouverture en toiture dans les secteurs CAa et CAb doit être lié à un aménagement intérieur et démontrer que l'éclairage indispensable ne peut pas être fourni par la création d'ouvertures en pignon ou sous les avant-toits.

<sup>2</sup>Le volume et l'harmonie générale de la toiture doivent être préservés. Les ouvertures en toiture sur les pans peu visibles depuis l'espace-rue sont à privilégier.

e) couleurs et matériaux

**Art. 37** <sup>1</sup>Les matériaux et les couleurs (toitures, tuiles, revêtement de façades, enduits, menuiserie, garde-corps, etc.) doivent être déterminés en respectant la palette locale.

<sup>2</sup>L'ensemble sera cohérent avec le site. Les matériaux brillants et réfléchissants ainsi que les couleurs excessivement vives sont interdits.

### SECTION 3 : ZONE MIXTE A (ZONE MA)

#### A. DEFINITION

**Art. 38** <sup>1</sup>La zone mixte A est destinée à l'habitat de faible à moyenne densité ainsi qu'aux activités.

<sup>2</sup>Elle comporte les secteurs spécifiques suivants :

- a) MAa « Les Quatre-Faulx » avec plan spécial en vigueur ;
- b) MAb « Route de Delémont » destiné à l'habitat collectif et aux activités artisanales et commerciales de moyenne densité, à développer par

plan spécial ;

- c) M<sup>Ac</sup> destiné aux activités de valorisation, de distribution et de commercialisation de produits laitiers ou d'autres produits régionaux.

## B. USAGE DU SOL

### MA 1. Affectation du sol

#### a) utilisations autorisées

**Art. 39** <sup>1</sup>Dans la zone MA, les secteurs MA<sup>a</sup> et MA<sup>b</sup>, l'habitat, les activités engendrant des nuisances faibles à moyennement gênantes (services, artisanat, petites industries, petits commerces en relation avec une activité artisanale, petits commerces de quartier) et les services publics sont autorisés.

<sup>2</sup>Dans le secteur M<sup>Ac</sup> seules sont autorisées les activités de valorisation, de distribution et de commercialisation de produits laitiers ou d'autres produits régionaux et l'habitat si une présence continue en lien avec ces activités est requise. Conformément à l'art. 74a LCAT, si les travaux de construction d'un projet conforme aux utilisations autorisées ne débutent pas dans les trois ans suivant l'entrée en force de la décision d'approbation du présent plan d'aménagement local, le secteur M<sup>Ac</sup> retournera à la zone agricole. Demeure réservée une éventuelle prolongation de délai pour de justes motifs prononcée par le Service du développement territorial.

#### b) utilisations interdites

**Art. 40** <sup>1</sup>Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites ainsi que les activités, les installations et les ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules hors d'usage ;
- b) les stations de distribution de carburant et les stations de lavage de véhicules à moteur.

### MA 2. Indice brut d'utilisation du sol (IBUS)

**Art. 41** L'indice brut d'utilisation du sol est :

- a) Zone MA, secteurs MA<sup>b</sup> et M<sup>Ac</sup> :
  - 1. au minimum : 0.53
  - 2. au maximum : sans objet
- b) Secteur MA<sup>a</sup>
  - 1. au minimum : 0.80
  - 2. au maximum : 1.07

### MA 3. Plan spécial

**Art. 42** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46, al. 4 et 66 LCAT) s'applique à tout projet respectant les dispositions applicables à la zone concernée et réglant avant tout l'équipement de détail.

<sup>2</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée à l'Assemblée communale s'applique à tout projet d'aménagement important qui respecte les dispositions applicables à la zone concernée en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qui ne s'en écarte que de manière peu importante.

<sup>3</sup>Le secteur MA<sup>b</sup> est soumis à la procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal.

## C. MESURES DE PROTECTION

### MA 4. Sensibilité au bruit

**Art. 43** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

<b>D. AMENAGEMENT</b>	<b>Art. 44</b> Cf. art. 252.
<b>MA 5. Espaces et voies publics</b>	
<b>MA 6. Caractéristiques des parcelles</b>	<b>Art. 45</b> Cf. art. 246.
<b>MA 7. Aménagements extérieurs</b>	<b>Art. 46</b> Cf. art. 253.
<b>E. EQUIPEMENTS</b>	<b>Art. 47</b> Cf. art. 258.
<b>MA 8. Réseaux</b>	
<b>MA 9. Stationnement</b>	<b>Art. 48</b> Cf. art. 261.
<b>F. CONSTRUCTIONS</b>	<b>Art. 49</b> La structure est basée sur l'ordre non contigu. Dans les limites de la longueur des bâtiments autorisée, la construction de bâtiments accolés est permise, à condition que le groupe de maisons se réalise en même temps ou en étapes successives planifiées.
<b>MA 10. Structure du cadre bâti</b>	
<b>MA 11. Orientation</b>	<b>Art. 50</b> L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon le tissu bâti existant.
<b>MA 12. Alignements</b>	Sans objet.
<b>MA 13. Distances et longueurs</b>	<b>Art. 51</b> Les distances et les longueurs sont les suivantes : a) Zone MA : 1. grande distance : 6.00 m 2. petite distance : 3.00 m 3. longueur des bâtiments : 30.00 m b) Secteur MAa : Les distances et les longueurs sont définies par le plan spécial en vigueur. c) Secteur MAb : Les distances et les longueurs sont à définir par le plan spécial. d) Secteur MAc : 1. grande distance : 8.00 m 2. petite distance : 4.00 m 3. longueur des bâtiments : 50.00 m
<b>MA 14. Hauteurs</b>	<b>Art. 52</b> Les hauteurs sont les suivantes : a) Zone MA : 1. hauteur totale : 10.50 m 2. hauteur de façade à la gouttière : 7.50 m b) Secteur MAa : Les hauteurs sont définies par le plan spécial en vigueur. c) Secteur MAb : Les hauteurs sont à définir par le plan spécial. d) Secteur MAc : 1. hauteur totale : 13.50 m 2. hauteur de façade à la gouttière : 10.50 m
<b>MA 15. Aspect architectural</b>	<b>Art. 53</b> <sup>1</sup> Tout projet de construction doit prendre en considération les caractéristiques préexistantes du contexte environnant afin de favoriser

l'harmonie générale du quartier.

<sup>2</sup>L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et des toitures, les matériaux et les couleurs de bâtiments et d'installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.

<sup>3</sup>Les couleurs excessivement vives sur des surfaces importantes, ainsi que les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

## SECTION 4 : ZONE D'HABITATION A (ZONE HA)

### A. DEFINITION

**Art. 54** <sup>1</sup>La zone d'habitation A est destinée essentiellement à l'habitat de faible densité.

<sup>2</sup>Elle comporte le secteur spécifique HAa, « Clos es Caques » comprenant des maisons jumelées avec des règles d'implantation particulières.

### B. USAGE DU SOL

#### HA 1. Affectation du sol a) utilisations autorisées

**Art. 55** L'habitat, les activités engendrant des nuisances faibles (services, petit artisanat), et les services publics sont autorisés.

#### b) utilisations interdites

**Art. 56** <sup>1</sup>Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites ainsi que les activités, les installations et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules hors d'usage ;
- b) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd et régulier ;
- c) les stations de distribution de carburant et les stations de lavage de véhicules à moteur.

#### HA 2. Indice brut d'utilisation du sol

**Art. 57** L'indice brut d'utilisation du sol de la zone HA et du secteur HAa est :

- a) au minimum : 0.33
- b) au maximum : sans objet

#### HA 3. Plan spécial

**Art. 58** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46, al. 4 et 66 LCAT) s'applique à tout projet respectant les dispositions applicables à la zone concernée et réglant avant tout l'équipement de détail.

<sup>2</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée à l'Assemblée communale s'applique à tout projet d'aménagement important qui respecte les dispositions applicables à la zone concernée en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qui ne s'en écarte que de manière peu importante.

### C. MESURES DE PROTECTION

#### HA 4. Sensibilité au bruit

**Art. 59** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à II au sens de l'OPB.

### D. AMENAGEMENT

#### HA 5. Espaces et voies publics

**Art. 60** Cf. art. 252.

<b>HA 6. Caractéristiques des parcelles</b>	<b>Art. 61</b> Cf. art. 246.
<b>HA 7. Aménagements extérieurs</b>	<b>Art. 62</b> Cf. art. 253.
<b>E. EQUIPEMENTS</b> <b>HA 8. Réseaux</b>	<b>Art. 63</b> Cf. art. 258.
<b>HA 9. Stationnement</b>	<b>Art. 64</b> Cf. art. 261.
<b>F. CONSTRUCTIONS</b> <b>HA 10. Structure du cadre bâti</b>	<b>Art. 65</b> La structure est basée sur l'ordre non contigu.
<b>HA 11. Orientation</b>	<b>Art. 66</b> L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon le tissu bâti existant.
<b>HA 12. Alignements</b>	Sans objet.
<b>HA 13. Distances et longueurs</b>	<b>Art. 67</b> Les distances et les longueurs sont les suivantes : a) Zone HA : 1. grande distance : 6.00 m 2. petite distance : 3.00 m 3. longueur des bâtiments : 30.00 m b) Secteur HAa : Les aires d'implantation reportées sur le plan de l'annexe V définissent les surfaces à l'intérieur desquelles toute construction principale ou annexe doit s'insérer.
<b>HA 14. Hauteurs</b>	<b>Art. 68</b> Les hauteurs de la zone HA et du secteur HAa sont les suivantes : a) hauteur totale : 10.50 m b) hauteur de façade à la gouttière : 7.50 m
<b>HA 15. Aspect architectural</b>	<b>Art. 69</b> <sup>1</sup> Tout projet de construction doit prendre en considération les caractéristiques du contexte environnant afin de favoriser l'harmonie générale du quartier.  <sup>2</sup> L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et des toitures, les matériaux et les couleurs de bâtiments et d'installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.  <sup>3</sup> Les couleurs excessivement vives sur des surfaces importantes, ainsi que les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

## **SECTION 5 : ZONE D'HABITATION B (ZONE HB)**

### **A. DEFINITION**

**Art. 70** <sup>1</sup>La zone d'habitation B délimite la zone essentiellement destinée à l'habitat de moyenne densité.

<sup>2</sup>Elle comporte les secteurs spécifiques suivants :

- a) HBa, « Sur la Lave », destiné à l'habitat individuel, jumelé ou collectif à développer par plan spécial obligatoire ;

- b) HBb, « Les Chauxfours », comprenant des immeubles destinés à l'habitat collectif ;
- c) HBc, « La Monte II » destiné à l'habitat individuel, jumelé ou collectif, à développer par plan spécial obligatoire.

## **B. USAGE DU SOL**

### **HB 1. Affectation du sol**

#### **a) utilisations autorisées**

**Art. 71** L'habitat, les activités engendrant des nuisances faibles (services, petit artisanat), et les services publics sont autorisés.

#### **b) utilisations interdites**

**Art. 72** <sup>1</sup>Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites ainsi que les activités, les installations et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules hors d'usage ;
- b) les constructions ou installations qui peuvent induire un trafic lourd et régulier ;
- c) les stations de distribution de carburant et les stations de lavage de véhicules à moteur.

### **HB 2. Indice brut d'utilisation du sol**

**Art. 73** L'indice brut d'utilisation du sol de la zone HB et des secteurs HBa, HBb et HBc est :

- a) au minimum : 0.53
- b) au maximum : sans objet

### **HB 3. Plan spécial**

**Art. 74** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46, al. 4 et 66 LCAT) s'applique à tout projet respectant les dispositions applicables à la zone concernée et réglant avant tout l'équipement de détail.

<sup>2</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée à l'Assemblée communale s'applique à tout projet d'aménagement important qui respecte les dispositions applicables à la zone concernée en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qui ne s'en écarte que de manière peu importante.

<sup>3</sup>Les secteurs HBa et HBc sont soumis à la procédure de plan spécial obligatoire dont la compétence est attribuée au Conseil communal.

## **C. MESURES DE PROTECTION**

### **HB 4. Sensibilité au bruit**

**Art. 75** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à II au sens de l'OPB.

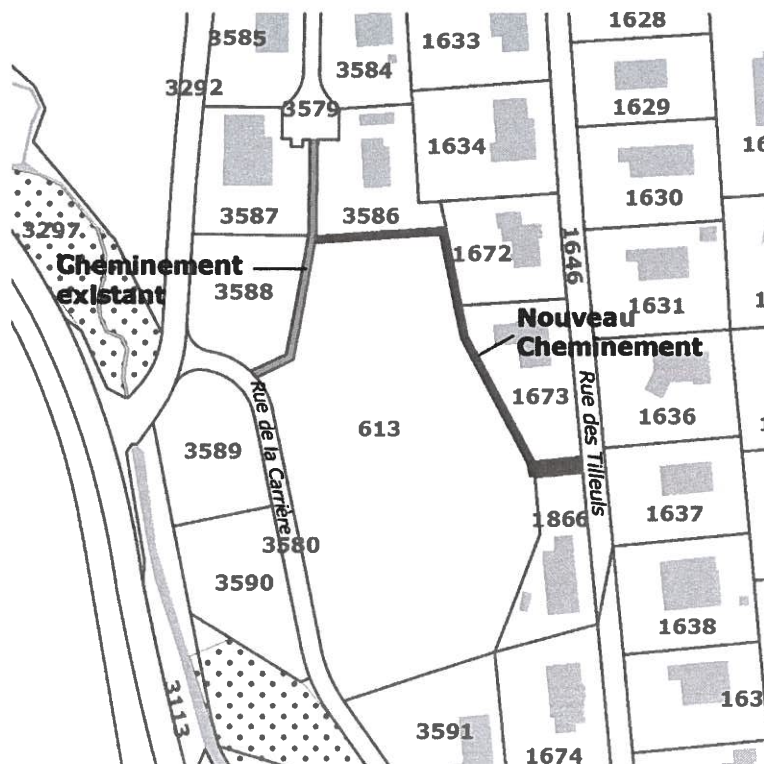
## **D. AMENAGEMENT**

### **HB 5. Espaces et voies publics**

**Art. 76** <sup>1</sup>Les dispositions de l'art. 252 sont applicables pour la zone HB et les secteurs HBb et HBc.

<sup>2</sup>Dans le secteur HBa, un cheminement piétonnier ceinturant la partie nord de la parcelle 613 et la rue des Tilleuls à la rue des Carrières est à aménager conformément au schéma ci-dessous :





**HB 6. Caractéristiques des parcelles**

**Art. 77** <sup>1</sup>Les dispositions de l'art. 246 sont applicables.

<sup>2</sup>Dans le secteur HBb, le terrain de référence peut être surélevé de 3m au maximum sur une surface maximale de 50m<sup>2</sup>. Le reste de la parcelle ne peut être surélevé de plus de 1.20m. Les murs de soutènement dont la hauteur dépasse 1.50m doivent être décalés horizontalement.

**HB 7. Aménagements extérieurs**

**Art. 78** Cf. art. 253.

**E. EQUIPEMENTS  
HB 8. Réseaux**

**Art. 79** Cf. art. 258.

**HB 9. Stationnement**

**Art. 80** Cf. art. 261.

**F. CONSTRUCTIONS  
HB 10. Structure du cadre bâti**

**Art. 81** La structure est basée sur l'ordre non contigu.

**HB 11. Orientation**

**Art. 82** L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon le tissu bâti existant.

**HB 12. Alignements**

**Art. 83** Dans le secteur HBb où la limite forestière a été constatée (cf. annexe IV) un alignement à la forêt de 15m doit être respecté.

**HB 13. Distances et longueurs**

**Art. 84** Les distances et les longueurs sont les suivantes :

- a) Zone HB et secteur HBb
  - 1. grande distance : 8.00 m
  - 2. petite distance : 4.00 m



3. longueur des bâtiments : 40.00 m

Dans le secteur HBb, la distance entre deux petits côtés de bâtiments situés sur un même bien-fonds peut être réduite à 6m.

b) Secteurs HBa et HBc :

Les distances et les longueurs sont à définir par le plan spécial.

#### HB 14. Hauteurs

**Art. 85** Les hauteurs sont les suivantes :

a) Zone HB et secteur HBb :

1. hauteur totale : 13.50 m

2. hauteur de façade à la gouttière : 10.50 m

b) Secteurs HBa et HBc :

Les hauteurs sont à définir par le plan spécial.

#### HB 15. Aspect architectural

**Art. 86** <sup>1</sup>Tout projet de construction doit prendre en considération les caractéristiques du contexte environnant afin de favoriser l'harmonie générale du quartier.

<sup>2</sup>L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et des toitures, les matériaux et les couleurs de bâtiments et d'installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.

<sup>3</sup>Les couleurs excessivement vives sur des surfaces importantes, ainsi que les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

### SECTION 6 : Zone d'activités A (Zone AA)

#### A. DEFINITION

**Art. 87** <sup>1</sup>La zone d'activités A délimite la zone destinée aux activités incompatibles avec la fonction résidentielle.

<sup>2</sup>Elle comporte le secteur spécifique AAa, destiné aux bâtiments artisanaux, aux petites industries et aux immeubles de bureaux.

#### B. USAGE DU SOL

##### AA 1. Affectation du sol

a) utilisations autorisées

**Art. 88** <sup>1</sup>Les activités industrielles et artisanales sont autorisées.

<sup>2</sup>Dans le secteur AAa, les immeubles de bureaux sont également autorisés.

<sup>3</sup>L'habitat, à titre exceptionnel peut être autorisé lorsqu'une présence continue est indispensable au bon fonctionnement d'une activité industrielle ou artisanale.

b) utilisations interdites

**Art. 89** <sup>1</sup>Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites ainsi que les activités, les installations et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

a) les dépôts de véhicules hors d'usage ;

b) les surfaces commerciales dont l'assortiment couvre les besoins quotidiens (alimentation, tabac, journaux, produits de nettoyage, etc.) et périodiques (habillement, soins corporels, livres, papeterie, disques, etc.).

##### AA 2. Indice brut d'utilisation du sol

**Art. 90** L'indice brut d'utilisation du sol de la zone AA et du secteur AAa est :

- a) au minimum : 0.67
- b) au maximum : sans objet

**AA 3. Plan spécial**

**Art. 91** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46, al. 4 et 66 LCAT) s'applique à tout projet respectant les dispositions applicables à la zone concernée et réglant avant tout l'équipement de détail.

<sup>2</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée à l'Assemblée communale s'applique à tout projet d'aménagement important qui respecte les dispositions applicables à la zone concernée en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qui ne s'en écarte que de manière peu importante.

**A. MESURES DE PROTECTION**  
**AA 4. Sensibilité au bruit**

**Art. 92** <sup>1</sup>Le degré de sensibilité au bruit est fixé à IV au sens de l'OPB dans la zone AA.

<sup>2</sup>Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB dans le secteur AAa.

**B. AMENAGEMENT**  
**AA 5. Espaces et voies publics**

**Art. 93** Cf. art. 252.

**AA 6. Caractéristiques des parcelles**

**Art. 94** Cf. art. 246.

**AA 7. Aménagements extérieurs**

**Art. 95** Cf. art. 253.

**C. EQUIPEMENTS**  
**AA 8. Réseaux**

**Art. 96** Cf. art. 258.

**AA 9. Stationnement**

**Art. 97** <sup>1</sup>Les dispositions de art. 261 s'appliquent ici.

<sup>2</sup>Un plan de mobilité est exigé pour les entreprises employant plus de 20 EPT lors de toute demande de permis de construire selon la procédure ordinaire (grand permis).

**D. CONSTRUCTIONS**  
**AA 10. Structure du cadre bâti**

**Art. 98** La structure est basée sur l'ordre non contigu.

**AA 11. Orientation**

**Art. 99** L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon le tissu bâti existant.

**AA 12. Alignements**

Sans objet.

**AA 13. Distances et longueurs**

**Art. 100** Les distances et les longueurs sont les suivantes :

- a) Zone AA :
  - 1. grande et petite distance :  $\frac{1}{2}$  de la hauteur totale du bâtiment, au minimum 4m
  - 2. longueur des bâtiments : sans objet
- b) Secteur AAa :
  - 1. grande distance : sans objet
  - 2. petite distance : 4.00 m

3. longueur des bâtiments : 40.00 m

**AA 14. Hauteurs**

**Art. 101** Les hauteurs sont les suivantes :

- a) Zone AA :
  - 1. hauteur totale : 15.00 m
  - 2. hauteur de façade à la gouttière : 12.00 m
- b) Secteur AAa :
  - 1. hauteur totale : 13.00 m
  - 2. hauteur de façade à la gouttière : 10.00 m

**AA 15. Aspect architectural**

**Art. 102** <sup>1</sup>Tout projet de construction doit prendre en considération les caractéristiques du contexte environnant afin de favoriser l'harmonie générale du quartier.

<sup>2</sup>L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et des toitures, les matériaux et les couleurs de bâtiments et d'installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.

**SECTION 7 : ZONE D'UTILITE PUBLIQUE A (ZONE UA)**

**A. DEFINITION**

**Art. 103** <sup>1</sup>La zone d'utilité publique délimite la zone réservée à l'usage de la collectivité.

<sup>2</sup>Elle comporte les secteurs spécifiques suivants :

- a) UAa : église, cimetière et administration communale ;
- b) UAb : école et UAPE ;
- c) UAc : monastère du Carmel Notre Dame de l'Unité ;
- d) UAd : services techniques.

**B. USAGE DU SOL**  
**UA 1. Affectation du sol**  
a) utilisations autorisées

**Art. 104** <sup>1</sup>Les bâtiments, équipements, installations et ouvrages publics, conformément à l'art. 53 LCAT, sont autorisés.

<sup>2</sup>L'habitat, à titre exceptionnel, peut être autorisé lorsqu'une présence continue est indispensable au bon fonctionnement d'une installation ou d'un équipement public.

<sup>3</sup>Dans les secteurs spécifiques, les utilisations suivantes sont autorisées :

- a) UAa : église paroissiale, cimetière, administration communale, salles de réunion, stationnement lié à ces usages ;
- b) UAb : école primaire et enfantine, unité d'accueil de la petite enfance, terrain de jeux ;
- c) UAc : lieux de prière, de travail et d'hébergement des carmélites ;
- d) UAd : entrepôt du matériel et des véhicules des services techniques.

b) utilisations interdites

**Art. 105** <sup>1</sup>Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites ainsi que les activités, les installations et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules hors d'usage ;
- b) les stations de distribution de carburant et les stations de lavage de véhicules à moteur.

<b>UA 2. Indice brut d'utilisation du sol (IBUS)</b>	Sans objet.
<b>UA 3. Plan spécial</b>	<p><b>Art. 106</b> <sup>1</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46, al. 4 et 66 LCAT) s'applique à tout projet respectant les dispositions applicables à la zone concernée et réglant avant tout l'équipement de détail.</p> <p><sup>2</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée à l'Assemblée communale s'applique à tout projet d'aménagement important qui respecte les dispositions applicables à la zone concernée en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qui ne s'en écarte que de manière peu importante.</p>
<b>C. MESURES DE PROTECTION</b>	
<b>UA 4. Sensibilité au bruit</b>	<b>Art. 107</b> Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.
<b>D. AMENAGEMENT</b>	
<b>UA 5. Espaces et voies publics</b>	<b>Art. 108</b> Cf. art. 252.
<b>UA 6. Caractéristiques des parcelles</b>	<b>Art. 109</b> Cf. art. 246.
<b>UA 7. Aménagements extérieurs</b>	<b>Art. 110</b> Cf. art. 253.
<b>E. EQUIPEMENTS</b>	
<b>UA 8. Réseaux</b>	<b>Art. 111</b> Cf. art. 258.
<b>UA 9. Stationnement</b>	<b>Art. 112</b> Cf. art. 261.
<b>F. CONSTRUCTIONS</b>	
<b>UA 10. Structure du cadre bâti</b>	<b>Art. 113</b> La structure est basée sur l'ordre contigu, semi-contigu ou non-contigu.
<b>UA 11. Orientation</b>	<b>Art. 114</b> L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon le tissu bâti existant.
<b>UA 12. Alignements</b>	Sans objet.
<b>UA 13. Distances et longueurs</b>	Sans objet.
<b>UA 14. Hauteurs</b>	<b>Art. 115</b> Les hauteurs sont définies selon le tissu bâti existant.
<b>UA 15. Aspect architectural</b>	<p><b>Art. 116</b> <sup>1</sup>Tout projet de construction doit prendre en considération les caractéristiques du contexte environnant afin de favoriser l'harmonie générale du quartier.</p> <p><sup>2</sup>L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et des toitures, les matériaux et les couleurs de bâtiments et d'installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.</p> <p><sup>3</sup>Les couleurs excessivement vives sur des surfaces importantes, ainsi que les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.</p>

## SECTION 8 : ZONE DE SPORT ET DE LOISIRS (ZONE SA)

### A. DEFINITION

**Art. 117** La zone de sport et de loisirs délimite la zone réservée aux activités sportives et de loisirs.

### B. USAGE DU SOL

#### SA 1. Affectation du sol

##### a) utilisations autorisées

**Art. 118** <sup>1</sup>Les bâtiments, équipements, installations et ouvrages publics destinés aux sports et aux loisirs, ainsi que leurs annexes, conformément à l'article 55 LCAT sont autorisés.

<sup>2</sup>L'habitat, à titre exceptionnel, peut être autorisé lorsqu'une présence continue est indispensable au bon fonctionnement d'une installation ou d'un équipement de sports et de loisirs.

##### b) utilisations interdites

**Art. 119** <sup>1</sup>Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites ainsi que les activités, les installations et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) Les dépôts de véhicules hors d'usage ;
- b) les stations de distribution de carburant et les stations de lavage de véhicules à moteur.

#### SA 2. Indice brut d'utilisation du sol (IBUS)

Sans objet.

#### SA 3. Plan spécial

**Art. 120** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46, al. 4 et 66 LCAT) s'applique à tout projet respectant les dispositions applicables à la zone concernée et réglant avant tout l'équipement de détail.

<sup>2</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée à l'Assemblée communale s'applique à tout projet d'aménagement important qui respecte les dispositions applicables à la zone concernée en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qui ne s'en écarte que de manière peu importante.

### C. MESURES DE PROTECTION

#### SA 4. Sensibilité au bruit

**Art. 121** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

#### A. AMENAGEMENT

##### SA 5. Espaces et voies publics

**Art. 122** Cf. art. 252.

##### SA 6. Caractéristiques des parcelles

**Art. 123** Cf. art. 246.

##### SA 7. Aménagements extérieurs

**Art. 124** Cf. art. 253.

#### B. EQUIPEMENTS

##### SA 8. Réseaux

**Art. 125** Cf. art. 258.

##### SA 9. Stationnement

**Art. 126** Cf. art. 261.

**C. CONSTRUCTIONS**

**SA 10. Structure du cadre bâti**

Sans objet.

**SA 11. Orientation**

**Art. 127** L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon le tissu bâti existant.

**SA 12. Alignements**

Sans objet.

**SA 13. Distances et longueurs**

**Art. 128** Les distances aux limites et entre bâtiments ainsi que les longueurs des bâtiments sont définies selon le tissu bâti existant.

**SA 14. Hauteurs**

**Art. 129** Les hauteurs sont définies selon le tissu bâti existant.

**SA 15. Aspect architectural**

**Art. 130** <sup>1</sup>Tout projet de construction doit prendre en considération les caractéristiques du contexte environnant afin de favoriser l'harmonie générale du quartier.

<sup>2</sup>L'aspect d'ensemble, les proportions, la conception des façades et des toitures, les matériaux et les couleurs de bâtiments et d'installations doivent être choisis de manière à s'intégrer dans le site.

<sup>3</sup>Les couleurs excessivement vives sur des surfaces importantes, ainsi que les matériaux brillants et réfléchissants sont interdits, sous réserve des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire.

## **CHAPITRE II : ZONES AGRICOLES**

### **SECTION 1 : PREAMBULE**

**Généralités**

**Art. 131** Le territoire communal comporte deux types de zones agricoles représentés graphiquement sur le plan de zones.

### **SECTION 2 : ZONE AGRICOLE A (ZONE ZA)**

**A. DEFINITION**

**Art. 132** La zone ZA désigne au sens de l'art. 16 de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT)<sup>6</sup> :

- a) les terrains qui se prêtent à l'exploitation agricole et horticole;
- b) les terrains qui, dans l'intérêt général, doivent être utilisés par l'agriculture.

**B. USAGE DU SOL**

**ZA 1. Affectation du sol**

a) utilisations autorisées

**Art. 133** Sont autorisées :

- a) les constructions et installations conformes à l'affectation de la zone au sens de l'art. 16 LAT ;
- b) les constructions et installations bénéficiant d'une dérogation au sens de l'art. 24 LAT.

b) utilisations interdites

**Art. 134** <sup>1</sup>Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites ainsi que les activités, les installations et ouvrages incompatibles

---

<sup>6</sup> RS 700



avec le caractère de la zone.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les dépôts de véhicules et d'engins hors d'usage ;
- b) les terrassements, remblayages et fouilles non liés à des travaux de construction sous réserve d'une autorisation de l'ENV ou d'un permis de construire selon l'article 4, al. 2, let. b DPC ;
- c) le dépôt et l'incinération de déchets.

**ZA 2. Indice brute d'utilisation du sol (IBUS)**

Sans objet.

**ZA 3. Plan spécial**

**Art. 135** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46, al. 4 et 66 LCAT) s'applique à tout projet respectant les dispositions applicables à la zone concernée et réglant avant tout l'équipement de détail.

<sup>2</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée à l'Assemblée communale s'applique à tout projet d'aménagement important qui respecte les dispositions applicables à la zone concernée en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qui ne s'en écarte que de manière peu importante.

**C. MESURES DE PROTECTION**

**ZA 4. Sensibilité au bruit**

**Art. 136** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

**D. AMENAGEMENT**

**ZA 5. Espaces et voies publics**

**Art. 137** Cf. art. 252.

**ZA 6. Caractéristiques des parcelles**

**Art. 138** Cf. art. 246.

**ZA 7. Aménagements extérieurs**

**Art. 139** Cf. art. 253.

**E. EQUIPEMENTS**

**ZA 8. Réseaux**

**Art. 140** Cf. art. 258.

**ZA 9. Stationnement**

**Art. 141** Cf. art. 261.

**F. CONSTRUCTIONS**

**ZA 10. Structure du cadre bâti**

**Art. 142** La structure est basée sur l'ordre non contigu.

**ZA 11. Orientation**

**Art. 143** L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon le tissu bâti existant.

**ZA 12. Alignements**

Sans objet.

**ZA 13. Distances et longueurs**

Sans objet.

**ZA 14. Hauteurs**

Sans objet.

**ZA 15. Aspect architectural**

**Art. 144** <sup>1</sup>Tout projet de construction (l'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception des façades et toitures, les matériaux et les couleurs du bâtiment et des installations) doit prendre en compte



l'environnement bâti et naturel afin de s'intégrer dans le site et le paysage.

<sup>2</sup>Il doit satisfaire aux exigences d'une utilisation rationnelle du sol.

### SECTION 3 : ZONE AGRICOLE B (ZONE ZB)

#### A. DEFINITION

**Art. 145** La zone ZB désigne le hameau de « Develier-Dessus » répondant aux critères fixés par le plan directeur cantonal.

#### B. USAGE DU SOL

##### ZB 1. Affectation du sol

###### a) utilisations autorisées

**Art. 146** <sup>1</sup>Sont autorisées :

- a) les constructions et installations conformes à l'affectation de la zone au sens de l'art. 16 LAT ;
- b) les changements partiels ou totaux d'affectation, les transformations, les agrandissements et les reconstructions des bâtiments existants, protégés ou non, à condition que l'aspect extérieur et la structure de ces bâtiments demeurent, pour l'essentiel, inchangés par les transformations.

<sup>2</sup>Sont autorisées exceptionnellement :

- a) les nouvelles constructions telles que remises, garages ou bûchers, pour autant qu'elles restent proches des constructions principales (accolées ou non) et qu'elles ne fassent pas obstacle aux vues intéressantes depuis l'espace public ;
- b) les constructions répondant au développement d'une structure touristique existante.

<sup>3</sup>Aucun intérêt prépondérant ne doit s'opposer à la réalisation du projet.

###### b) utilisations interdites

**Art. 147** <sup>1</sup>Les utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites ainsi que les activités, les installations et ouvrages incompatibles avec le caractère de la zone.

<sup>2</sup>Sont en particulier interdits :

- a) les nouvelles constructions de bâtiments principaux, notamment d'habitation ;
- b) les changements d'affectation entraînant la construction de bâtiments agricoles de remplacement ;
- c) les nouvelles affectations et constructions entraînant des nuisances importantes du point de vue environnemental ou pour la population résidente (bruit, odeurs, etc.) provoquant un trafic élevé de clients, portant atteinte à la structure du bâti ou à la qualité du site, au point que le hameau perde ses caractéristiques remarquables ;
- d) les dépôts de véhicules hors d'usage ;
- e) les terrassements, remblayages et fouilles non liés à des travaux de construction sous réserve d'une autorisation de l'ENV ou d'un permis de construire selon l'article 4, al. 2, let. b DPC ;
- f) l'extraction de matériaux ;
- g) le dépôt et l'incinération de déchets.

##### ZB 2. Indice brute d'utilisation du sol (IBUS)

Sans objet.

##### ZB 3. Plan spécial

**Art. 148** <sup>1</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée au Conseil communal (art. 46, al. 4 et 66 LCAT) s'applique à tout projet respectant les dispositions applicables à la zone concernée et réglant avant

tout l'équipement de détail.

<sup>2</sup>La procédure de plan spécial dont la compétence est attribuée à l'Assemblée communale s'applique à tout projet d'aménagement important qui respecte les dispositions applicables à la zone concernée en ce qui concerne le genre et le degré d'affectation ou qui ne s'en écarte que de manière peu importante.

**C. MESURES DE PROTECTION**

**ZB 4. Sensibilité au bruit**

**Art. 149** Le degré de sensibilité au bruit est fixé à III au sens de l'OPB.

**D. AMENAGEMENT**

**1. ZB 5. Espaces et voies publics**

**Art. 150** Cf. art. 252.

**ZB 6. Caractéristiques des parcelles**

**Art. 151** Cf. art. 246.

**ZB 7. Aménagements extérieurs**

**Art. 152** Cf. art. 253.

**E. EQUIPEMENTS**

**ZB 8. Réseaux**

**Art. 153** Cf. art. 258.

**ZB 9. Stationnement**

**Art. 154** Cf. art. 261.

**F. CONSTRUCTIONS**

**ZB 10. Structure du cadre bâti**

**Art. 155** <sup>1</sup>La structure est basée sur l'ordre non contigu.

<sup>2</sup>L'ensemble bâti doit être préservé, notamment l'ordonnancement des constructions et des espaces libres, la volumétrie générale, les caractéristiques architecturales et construites des bâtiments ainsi que les qualités spécifiques des espaces libres.

**ZB 11. Orientation**

**Art. 156** L'orientation générale des bâtiments et des toitures est définie selon les caractéristiques du lieu en respectant l'image du site.

**ZB 12. Alignements**

Sans objet.

**ZB 13. Distances et longueurs**

**Art. 157** Les distances aux limites et entre bâtiments ainsi que les longueurs des bâtiments sont définies selon le tissu bâti existant.

**ZB 14. Hauteurs**

**Art. 158** Les hauteurs des constructions, reconstructions et rénovations sont définies selon le tissu bâti existant.

**ZB 15. Aspect architectural**  
a) procédure

**Art. 159** Tout projet est soumis au Conseil communal sous forme d'avant-projet ou d'esquisse pour préavis, avant dépôt de la demande de permis de construire.

b) traitement architectural, volume et façades

**Art. 160** <sup>1</sup>L'aspect d'ensemble, l'implantation, les proportions, la conception de façades et des toitures, les matériaux, les couleurs des bâtiments et installations doivent être choisis afin d'assurer une intégration optimale dans le site et le paysage et doivent satisfaire aux exigences d'une exploitation rationnelle du sol.

<sup>2</sup>Lors de modifications de volume ou de façade, l'unité du bâtiment doit être

respectée (rapport des pleins et des vides, composition des façades, proportion et groupement des ouvertures, etc.).

c) toitures

**Art. 161** <sup>1</sup>Les matériaux et les couleurs sont à choisir pour garantir une bonne intégration au site. Les toitures sont généralement couvertes de tuiles dont la teinte correspond à celle des toitures traditionnelles du lieu.

<sup>2</sup>Lors de transformations de bâtiments, les pentes et orientations de la toiture ne seront pas modifiées. Des modifications peuvent être admises pour améliorer des constructions mal intégrées.

<sup>3</sup>Lors de nouvelles constructions, le volume de la toiture doit respecter l'échelle, la forme et la pente de la majorité des toits avoisinants.

<sup>4</sup>Les toitures plates sont interdites pour les bâtiments principaux.

d) ouvertures en toitures

**Art. 162** <sup>1</sup>Tout projet d'ouverture en toiture doit être lié à un aménagement intérieur et démontrer que l'éclairage indispensable ne peut pas être fourni par la création d'ouvertures en pignon ou sous les avant-toits.

<sup>2</sup>Le volume et l'harmonie générale de la toiture doivent être préservés. Les ouvertures en toiture sur les pans peu visibles sont à privilégier.

e) couleurs et matériaux

**Art. 163** Les couleurs et matériaux (tuiles, revêtements façades, enduits, menuiserie, garde-corps, etc.) sont à déterminer en respectant la palette locale. L'ensemble sera en harmonie avec le site.

## CHAPITRE III : ZONES PARTICULIERES

### SECTION 1 : PREAMBULE

Généralités

**Art. 164** <sup>1</sup>Le territoire communal comporte deux types de zones particulières représentés graphiquement sur le plan de zones.

<sup>2</sup>Les zones particulières sont destinées à permettre une utilisation particulière du sol et constituent une affectation du sol à part entière.

### SECTION 2 : ZONE VERTE A (ZONE ZVA)

ZVA 1. Définition

**Art. 165** La zone verte ZVA est définie conformément à l'art. 54 LCAT.

ZVA 2. Effets

**Art. 166** <sup>1</sup>Aucune nouvelle construction n'est autorisée, à l'exception des constructions annexes au sens de l'art. 27 LCAT.

<sup>2</sup>Les constructions existantes peuvent être entretenues.

<sup>3</sup>Les aménagements extérieurs doivent mettre en valeur les caractéristiques paysagères et naturelles du site.

ZVA 3. Procédure

Sans objet.

### SECTION 3 : ZONE DE TRANSPORT (ZONE ZT)

#### ZT1. Définition

**Art. 167** La zone de transport recouvre les espaces de circulation et de stationnement public à l'intérieur de la zone à bâtir.

#### ZT2. Effets

**Art. 168** <sup>1</sup>La zone de transport A (ZTA) correspond à l'équipement technique de base à l'intérieur de la zone à bâtir au sens de l'article 85, al. 1 LCAT.

<sup>2</sup>La zone de transport B (ZTB) correspond à l'équipement technique de détail à l'intérieur de la zone à bâtir au sens de l'article 85, al. 2 LCAT.

#### ZT3. Procédure

Sans objet.

## TITRE TROISIÈME : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONTENUS SUPERPOSES

### CHAPITRE I : PERIMETRES PARTICULIERS

#### SECTION 1 : PREAMBULE

**Art. 169** <sup>1</sup>Le territoire communal comporte cinq types de périmètres particuliers représentés graphiquement sur le plan de zones.

<sup>2</sup>Les périmètres particuliers ne modifient pas l'affectation du sol mais apportent des précisions ou des restrictions quant à son usage.

#### SECTION 2 : PERIMETRE DE PROTECTION ARCHEOLOGIQUE ET PALEONTOLOGIQUE (PERIMETRE PA)

##### 1. Statut de protection

**Art. 170** Le périmètre PA désigne l'emprise liée aux sites d'intérêt archéologiques, historiques ou paléontologiques.

##### 2. Dispositions de protection

**Art. 171** Les dispositions de la loi cantonale du 27 mai 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (LPPAP)<sup>7</sup> sont applicables.

##### 3. Procédure

**Art. 172** Tout projet de construction, de terrassement, de viabilisation ou de défrichement qui touche le périmètre PA doit être soumis à l'OCC par la commune.

#### SECTION 3 : PERIMETRE DE PROTECTION DE LA NATURE (PN)

---

<sup>7</sup> RSJU 445.4

**PN1. Objets protégés**

**Art. 173** <sup>1</sup>Le périmètre PN a pour but de protéger les espaces naturels présentant une valeur particulière du point de vue des milieux et des espèces ou présentant un potentiel pour la biodiversité.

<sup>2</sup>Le périmètre PN contient les sous-périmètres suivants :

- a) PNf : correspond à des surfaces forestières en lien avec des formations géologiques remarquables ou des zones humides et dont les qualités écologiques sont avérées.  
L'objectif est de conserver les caractéristiques actuelles des formations forestières liées aux particularités stationnelles en présence ;
- b) PNm : correspond à des herbages présentant une flore particulière en lien avec des zones humides ou des milieux bocagers.  
L'objectif est de conserver les qualités écologiques et paysagères des herbages et des zones humides en veillant à éviter leur fermeture par l'avancée des lisières forestière, mais en maintenant des éléments boisés de qualité ;
- c) PNs : correspond à des prairies ou pâturages secs dont la diversité floristique est remarquable.  
L'objectif est de conserver la diversité floristique des prairies et pâturages, notamment les espèces rares ou menacées selon les listes rouges éditées par la Confédération, et éviter un embuissonnement trop conséquent.

**PN2. Dispositions de protection**

**Art. 174** <sup>1</sup>Les actions suivantes sont interdites dans les périmètres PN :

- a) les constructions et installations, à l'exception de celles qui servent à l'entretien, à la protection et à la valorisation du périmètre ;
- b) les modifications du terrain naturel (en particulier les creusages, déblais et remblais), à l'exception de celles qui servent à la valorisation du périmètre ;
- c) les modifications du régime hydrique, notamment par l'installation ou l'entretien d'un drainage ou par l'irrigation, à l'exception de celles qui servent à la valorisation du périmètre ;
- d) l'introduction d'espèces végétales non indigènes et non adaptées au site, ainsi que les reboisements ;
- e) la fumure, à l'exception de celle liée au pacage extensif ;
- f) l'apport de produits phytosanitaires. Le traitement plante par plante peut être autorisé pour les plantes à problème s'il est impossible de les combattre raisonnablement par des moyens mécaniques ;
- g) le labour et le pacage intensif ;
- h) le camping.

<sup>2</sup>Les constructions et installations existantes bénéficient en principe de la garantie de la situation acquise. L'autorité compétente peut autoriser la rénovation de telles constructions et installations, leur transformation partielle, leur agrandissement mesuré ou leur reconstruction, pour autant que les bâtiments aient été érigés ou transformés légalement.

<sup>3</sup>L'exploitation agricole et sylvicole conforme aux buts de protection est autorisée.

**PN3. Procédure**

Sans objet.

**SECTION 4 : PERIMETRE DE PROTECTION DU PAYSAGE (PP)**

**PP1. Statut de protection**

**Art. 175** <sup>1</sup>Le périmètre PP a pour but de protéger les paysages et les

géotopes ainsi que leurs éléments constitutifs.

<sup>2</sup>Les caractéristiques globales des éléments naturels et paysagers doivent être conservées à long terme. Des interventions ponctuelles sur des objets particuliers peuvent avoir lieu, pour autant que celles-ci soient conformes aux objectifs généraux de protection.

**PP2. Dispositions de protection**

**Art. 189** <sup>1</sup>Les actions suivantes sont interdites dans les périmètres PP :

- a) les modifications du terrain naturel (en particulier les creusages, déblais et remblais) ;
- b) l'introduction d'espèces végétales non adaptées au site ;
- c) les reboisements importants ;
- d) l'abattage d'arbres isolés, sauf s'ils sont directement remplacés par de jeunes arbres et sous réserve de l'alinéa 3.

<sup>2</sup>Les constructions et installations utiles à la conservation du site ou à l'exploitation agricole et sylvicole sont autorisées, à condition qu'elles ne portent pas atteinte aux buts de protection et s'intègrent dans le paysage.

<sup>3</sup>L'exploitation agricole et sylvicole est autorisée.

**PP3. Procédure**

Sans objet.

**SECTION 5 : PERIMETRE DE PROTECTION DES VERGERS (PV)**

**PV1. Statut de protection**

**Art. 190** <sup>1</sup>Le périmètre PV a pour but de conserver et de revaloriser les fonctions naturelles, culturelles et paysagères des vergers à haute tige.

<sup>2</sup>Les vergers compris dans les périmètres PV sont à conserver. Les arbres à haute tige sont à maintenir et des mesures d'entretien sont à prendre.

**PV2. Dispositions de protection**

**Art. 191** <sup>1</sup>Tout arbre à haute tige abattu doit impérativement être remplacé par le propriétaire, respectivement l'exploitant. Les arbres habitats doivent être conservés jusqu'à leur écroulement.

<sup>2</sup>Lorsque des arbres à haute tige doivent être remplacés, on plantera des essences de fruitiers à haute tige adaptées à la région.

<sup>3</sup>L'utilisation agricole du terrain se fera sous forme d'herbage permanent, jardin potager ou toute forme permettant un bon développement des arbres fruitiers et le respect de leur système racinaire.

<sup>4</sup>Dans la zone à bâtir, les constructions conformes à l'affectation du sol sont autorisées à condition que le but de protection ne soit pas remis en cause. Dans ces secteurs, les vergers pourront être regroupés ou déplacés pour garantir une utilisation rationnelle du sol.

**PV3. Procédure**

**Art. 192** Avant toute construction ou aménagement, le propriétaire fournira au Conseil communal un plan de situation indiquant les arbres à hautes tiges conservés, les nouvelles plantations et les arbres à hautes-tiges dont l'abattage est prévu.

**SECTION 6 : PERIMETRE RESERVE AUX EAUX (PRE)**

**PRE1. Définition**  
a) définition et types de

**Art. 193** <sup>1</sup>Le PRE correspond à l'espace réservé aux eaux de surface



périmètre mentionné dans la loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux)<sup>8</sup> et de son ordonnance d'application (OEaux)<sup>9</sup>.

<sup>2</sup>Le terme « eaux de surface » désigne tous les écosystèmes d'eau courante ou stagnante : les cours d'eau (permanents et non permanents), respectivement les étendues d'eau (étangs et mares).

b) buts **Art. 194** Le PRE vise à garantir :

- a) les fonctions naturelles des eaux de surface ;
- b) la protection contre les crues ;
- c) l'utilisation des eaux.

**PRE2. Délimitation des périmètres PRE**

**Art. 195** Aussi longtemps que le plan spécial cantonal « Périmètre réservé aux eaux » (PSc « PRE ») n'est pas en vigueur, les dispositions transitoires de l'OEaux s'appliquent (cf. dispositions transitoires de la modification du 4 mai 2011 de l'OEaux), et les prescriptions régissant les constructions et installations visées à l'art. 196 ci-après s'appliquent le long des eaux à une bande de chaque côté large de :

- a) 8 m + la largeur du fond du lit existant concernant les cours d'eau dont le fond du lit mesure jusqu'à 12 m de large ;
- b) 20 m concernant les cours d'eau dont le fond du lit existant mesure plus de 12 m de large ;
- c) 20 m concernant les étendues d'eau d'une superficie supérieure à 0.5 ha.

**PRE3. Effets**

**Art. 196** <sup>1</sup>Seules les constructions et installations dont l'implantation est imposée par leur destination et qui servent des intérêts publics, tels que les chemins pour piétons et de randonnée pédestre, les centrales en rivière et les ponts, sont autorisées. Si aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose, l'autorité peut autoriser les installations conformes à l'affectation de la zone sur des parcelles isolées non construites situées entre plusieurs parcelles construites. Pour le surplus, il est renvoyé à l'article 41c OEaux.

<sup>2</sup>Les constructions et installations existantes bénéficient en principe de la garantie de la situation acquise si elles ont été mises en place légalement et peuvent être utilisées conformément à leur destination. Lorsque la situation acquise est reconnue, l'entretien nécessaire des constructions et installations existantes est permis. En cas de remplacement, de renouvellement, d'agrandissement important ou de changement d'affectation, l'ENV procède à une pesée des intérêts et examine si la construction ou l'installation doit être déplacée hors du PRE.

**PRE4. Procédure**

**Art. 197** Toutes les constructions et installations dans le PRE, y compris les conduites souterraines, sont soumises à autorisation de l'ENV.

## **SECTION 7 : PERIMETRE DE DANGERS NATURELS (PDN)**

**PDN1. Définition**

**Art. 198** <sup>1</sup>Les PDN comprennent les secteurs de dangers suivants :

- a) secteur de danger élevé (zone rouge) : secteur d'interdiction dans lequel les personnes sont en danger aussi bien à l'intérieur qu'à

---

<sup>8</sup> RS 814.20

<sup>9</sup> RS 814.201



l'extérieur des bâtiments. Ces derniers sont susceptibles d'être détruits ;

- b) secteur de danger moyen (zone bleue) : secteur de réglementation dans lequel de sévères dommages peuvent être réduits par des mesures de précaution appropriées. Les personnes sont en danger à l'extérieur des bâtiments, mais peu ou pas à l'intérieur. Des dégâts aux bâtiments sont attendus mais ils ne sont en principe pas menacés de destruction ;
- c) secteur de danger faible (zone jaune) : secteur de sensibilisation dans lequel les dommages peuvent être limités par des mesures de préventions appropriées ;
- d) secteur de danger résiduel (zone jaune hachurée blanc) : secteur de sensibilisation désignant les territoires exposés à des phénomènes dangereux de très faible probabilité mais pouvant avoir une intensité allant de faible à forte ;
- e) secteur d'indication de danger (zone rose) : secteur attestant la présence d'un danger sans que son degré n'ait été évalué ;
- f) aléa de ruissellement (zones rose clair, rose et rose foncé – hors PDN mais visible sur le géoportail cantonal) : secteur potentiellement exposé à du ruissellement lors de fortes précipitations pendant un court laps de temps. Secteurs de sensibilisation, les dommages peuvent y être limités par des mesures de prévention appropriées.

<sup>2</sup>Les objets dits sensibles sont les bâtiments, infrastructures ou installations :

- a) fréquentés par un grand nombre de personnes (hôpitaux, homes, écoles, centres d'achat, stades, etc.) ou soumis à des risques particuliers comme les places de camping ;
- b) ayant une fonction importante ou vitale (service d'ambulance ou du feu, police, télécommunications, installations d'approvisionnement et d'évacuation en eau et énergie, voies de communication et ouvrages d'art fondamentaux, bâtiments de l'administration, etc.) ;
- c) présentant un risque important pour les personnes, l'environnement et les biens de grande valeur (décharges, installations de stockage, centre de production disposant de stocks de matières dangereuses).

<sup>3</sup>Les secteurs de dangers naturels sont représentés graphiquement dans un plan des dangers naturels en complément au plan de zones.

#### **PDN2. Effets**

##### **a) secteur de danger élevé**

**Art. 199** <sup>1</sup>Dans le secteur de danger élevé, sont interdites :

- a) les nouvelles constructions et installations, les reconstructions ;
- b) les transformations, agrandissements et changements d'affectation sur les bâtiments existants avec augmentation significative du potentiel de dommages ;
- c) toute intervention susceptible d'augmenter :
  - 1. la surface brute utilisable ;
  - 2. le nombre de personnes pouvant être mises en danger ;
  - 3. sensiblement la valeur des biens exposés.

<sup>2</sup>Moyennant des mesures appropriées de protection des objets, peuvent être autorisés à titre d'exception et en dérogation au principe général d'interdiction de construire, et sous réserve des conditions émises par les instances compétentes :

- a) les constructions et installations imposées par leur destination, présentant un intérêt supérieur ou public prépondérant et ne mettant en danger ni des personnes, ni des biens de grandes valeurs ;

- b) les travaux d'entretien, de réparation et de rénovation des bâtiments existants ;
  - c) les travaux d'assainissement et de protection entrepris en vue de diminuer le degré de danger ou d'augmenter le degré de protection.
- b) secteur de danger moyen  
**Art. 200** Dans le secteur de danger moyen, les constructions sont autorisées sous réserve qu'elles soient assorties de mesures permettant de ramener le risque à un niveau acceptable pour les personnes et biens de grandes valeurs.
- c) secteur de danger faible  
**Art. 201** <sup>1</sup>Dans le secteur de danger faible, les constructions et installations sont autorisées. Des mesures permettant de prévenir et de réduire les risques pour les personnes et l'ampleur des dommages potentiels peuvent être exigées.  
<sup>2</sup>Pour les objets sensibles, il appartient au requérant d'apporter la preuve :
  - a) qu'il existe un intérêt supérieur ou public prépondérant justifiant la construction ;
  - b) qu'il n'y a pas d'autre site approprié ;
  - c) que la construction est suffisamment protégée.
- d) secteur de danger résiduel  
**Art. 202** <sup>1</sup>Dans le secteur de danger résiduel, les constructions et installations sont généralement possibles sans condition.  
<sup>2</sup>La construction d'objets sensibles est soumise aux mêmes règles que celles définies pour la zone de danger faible.
- e) secteur d'indication de danger – en général  
**Art. 203** <sup>1</sup>Le degré de danger est à déterminer par la réalisation d'une étude appropriée, à charge du requérant, avant toute construction ou autre action menant à une augmentation du risque, sauf cas particuliers. Les mesures correspondant au degré de danger ainsi déterminé sont ensuite applicables.  
<sup>2</sup>La commune, de même que les organes et services compétents peuvent édicter des restrictions d'utilisation pour les bâtiments existants.
- f) aléa de ruissellement  
**Art. 204** <sup>1</sup>Dans les secteurs d'aléa de ruissellement, les constructions et installations sont autorisées. Des mesures permettant de prévenir et de réduire les risques pour les personnes et l'ampleur des dommages potentiels peuvent être exigées. L'ECA Jura est chargé de fixer ces conditions.  
<sup>2</sup>La construction d'objets sensibles est soumise aux mêmes règles que celles définies pour la zone de danger faible.
- PDN3. Procédure**
  - a) en général  
**Art. 205** <sup>1</sup>Il appartient au requérant d'apporter la preuve que des mesures appropriées ont été prises pour se prémunir contre les dangers naturels identifiés et de démontrer leur efficacité.  
<sup>2</sup>Lorsqu'une modification de la situation de danger est constatée, la commune met à jour le plan des dangers naturels.
  - b) préavis  
**Art. 206** Pour les projets situés en secteur de danger élevé ou moyen ainsi que pour les objets sensibles, un préavis doit être demandé auprès de

l'ENV avant d'engager une procédure.

c) mesures complémentaires

**Art. 207** <sup>1</sup>Les organes et services compétents, ainsi que l'ECA Jura, peuvent exiger du requérant qu'il réalise, sur la base d'une expertise détaillée à sa charge, des mesures complémentaires de protection technique ou opérationnelle.

<sup>2</sup>Lorsque des mesures appropriées permettent de réduire le risque à un niveau acceptable, le projet de planification ou le permis de construire est assorti des conditions nécessaires. S'il s'avère que le risque est trop élevé, l'autorisation d'aménager ou de construire est refusée par l'autorité compétente.

d) ouvrages de protection

**Art. 208** <sup>1</sup>Dans sa pesée d'intérêt, l'autorité compétente vérifie qu'aucun ouvrage de protection collectif ne permette de ramener avantageusement le risque à un niveau acceptable dans le périmètre considéré.

<sup>2</sup>Les ouvrages de protection sont à réaliser en même temps ou préalablement à un projet de planification ou de construction. Ils sont à soumettre, pour approbation, à l'ENV.

## CHAPITRE II : INFORMATIONS INDICATIVES

### SECTION 1 : PREAMBULE

Généralités

**Art. 209** <sup>1</sup>Le territoire communal comporte cinq types d'informations indicatives représentés graphiquement sur le plan de zones.

<sup>2</sup>Les informations indicatives ne modifient pas l'affectation du sol mais apportent des précisions ou des restrictions quant à son usage. Elles désignent les mesures prises en vertu d'autres dispositions légales et qui grèvent la propriété foncière.

### SECTION 2 : AIRE FORESTIERE

1. Statut de protection

**Art. 210** <sup>1</sup>La forêt et les pâturages boisés sont soumis à la législation forestière, notamment la loi cantonale du 20 mai 1998 sur les forêts (LFor). Leur constatation est de la compétence de l'ENV.

<sup>2</sup>Les réserves forestières sont protégées par contrat sur la base de la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur les forêts.

2. Dispositions de protection

Sans objet

3. Procédure

**Art. 211** Les limites forestières constatées, données en annexe IV et portées au plan de zones, font l'objet d'un relevé sur place par le géomètre conservateur en collaboration avec l'ENV.

### SECTION 3 : PERIMETRE DE PROTECTION DES EAUX (PERIMETRE PE)

1. Statut de protection

**Art. 212** Les périmètres PE représentent les zones et périmètres de protection des eaux souterraines au sens de la législation sur la protection

des eaux. Ils ont pour but d'assurer la protection des captages et des eaux souterraines destinées à l'alimentation en eau potable de la population.

**2. Dispositions de protection**

**Art. 213** <sup>1</sup>La législation sur la protection des eaux, en particulier la loi cantonale sur la gestion des eaux (LGEaux)<sup>12</sup> et l'OEaux, est applicable.

<sup>2</sup>Les restrictions d'utilisation du sol sont définies dans le règlement pour la zone de protection des sources de Develier et de la ville de Delémont adopté par le Conseil exécutif du Canton de Berne le 14 novembre 1978.

**3. Procédure**

**Art. 214** <sup>1</sup>Tout projet de construction ou d'aménagement situé à l'intérieur du périmètre PE doit être soumis à autorisation de l'ENV.

<sup>2</sup>Une étude relative à la protection des eaux peut être requise. Des conditions particulières peuvent être fixées si la protection des eaux souterraines l'exige.

## **SECTION 4 : CHEMINS DE RANDONNEE PEDESTRE**

**1. Statut de protection**

**Art. 215** Les chemins de randonnée pédestre sont régis par le plan sectoriel des chemins de randonnée pédestre approuvé par le Gouvernement le 10 septembre 2002 et par la loi cantonale du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre<sup>13</sup>.

**2. Dispositions de protection**

**Art. 216** Toute intervention ou modification sur le réseau inscrit au plan sectoriel doit faire l'objet d'une coordination avec le SDT.

**3. Procédure**

Sans objet

## **SECTION 5 : ITINERAIRES CYCLABLES**

**1. Statut de protection**

**Art. 217** Les itinéraires cyclables sont régis par le plan sectoriel des itinéraires cyclables approuvé par le Gouvernement le 4 juillet 2017 et par la loi cantonale du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables<sup>14</sup>.

**2. Dispositions de protection**

**Art. 218** Toute intervention ou modification sur le réseau inscrit au plan sectoriel doit faire l'objet d'une coordination avec le SDT.

**3. Procédure**

Sans objet

## **CHAPITRE III : PATRIMOINE ARCHITECTURAL, HISTORIQUE, ARCHEOLOGIQUE ET PALEONTOLOGIQUE**

**1. Bâtiments protégés**

**Art. 219** <sup>1</sup>Les bâtiments mentionnés au répertoire des biens culturels (RBC) et les bâtiments reportés au plan de zones sont protégés pour leur valeur

---

<sup>12</sup> RS 814.21

<sup>13</sup> RSJU 722.41

<sup>14</sup> RSJU 722.31

historique et artistique.

<sup>2</sup>Le but de protection vise à préserver l'intégrité de l'objet et de ses abords ainsi que la manière dont il est perçu dans son environnement.

<sup>3</sup>Les bâtiments protégés doivent être conservés intacts ou, en tout cas, respectés dans leurs caractères typologiques, constructifs et morphologiques. Leur entretien est assuré par les propriétaires respectifs.

<sup>4</sup>La commune peut soutenir les actions et mesures ayant pour but la conservation, l'entretien et la réhabilitation des bâtiments protégés.

<sup>5</sup>Tout projet de nouvelle construction, démolition, transformation, rénovation ou d'aménagement touchant ou étant voisin de ces bâtiments, doit être soumis à l'OCC pour préavis.

<sup>6</sup>A titre indicatif, la liste des bâtiments mentionnés au RBC lors de l'entrée en vigueur du présent RCC est fournie en annexe I.

## 2. Objets protégés

**Art. 220** <sup>1</sup>Les objets cités ci-après sont protégés pour leur valeur historique et artistique.

<sup>2</sup>L'ensemble du petit patrimoine mentionné au plan de zones est protégé, soit :

- a) les croix et les oratoires ;
- b) les fontaines ;
- c) les lavoirs.

<sup>3</sup>Sont également protégés sur l'ensemble du territoire communal :

- a) les éléments caractéristiques de l'architecture rurale traditionnelle (portes de granges, pierres taillées, signes lapidaires, inscriptions sur les linteaux, fours à pain, charpentes, corniches et menuiseries anciennes, etc.) ;
- b) les pierres de portail ;
- c) les objets artistiques (sculptures, fresques, etc.) ;
- d) les bornes historiques ;
- e) les ferronneries ;
- f) les anciens aménagements hydrauliques ou industriels.

<sup>4</sup>A l'exception des travaux courants de gestion agricole et sylvicole, tous travaux concernant l'objet ou son environnement proche sont soumis à l'approbation de l'OCC.

<sup>5</sup>La commune peut soutenir les actions et mesures ayant pour but la conservation et l'entretien des objets protégés.

<sup>6</sup>Les objets protégés sont entretenus par les propriétaires respectifs.

## 3. Vestiges historiques, archéologiques et paléontologiques

**Art. 221** <sup>1</sup>Toute mise à jour d'éléments d'intérêt historique, archéologique ou paléontologique lors de travaux (construction, transformation, démolition, terrassements, etc.) entraîne l'arrêt immédiat des travaux.

<sup>2</sup>La découverte sera immédiatement portée à la connaissance de l'autorité communale et de l'OCC. Ce dernier est autorisé à procéder à des sondages, voire à des fouilles, avant et pendant les travaux à condition de remettre les lieux en état.

## 4. Voies de communication

**Art. 222** <sup>1</sup>Les voies de communication historiques sont régies par l'ordonnance concernant l'inventaire fédéral des voies de communication



historiques

historiques de la Suisse (OIVS)<sup>15</sup>. La conservation des éléments IVS d'importance nationale est prescrite. Les éléments d'importance locale ou régionale doivent également être ménagés. Ceci s'applique essentiellement aux éléments « avec beaucoup de substance » (conservation intégrale souhaitée) et aux éléments avec « substance » (conservation des abords immédiats souhaitée).

<sup>2</sup>Sont concernés, sur le territoire de la commune de Develier :

- a) le chemin IVS JU 8.1 (objet d'importance nationale avec, par endroit, "substance") ;
- b) les chemins IVS JU 357, 358, 364, et 365 (objets d'importance locale avec, par endroit, "substance").

<sup>3</sup>Les abords immédiats des éléments « avec substance » sont, dans la mesure du possible, à conserver dans leur état.

## CHAPITRE IV : PATRIMOINE NATUREL

### 1. Généralités

**Art. 223** <sup>1</sup>Les surfaces et objets désignés au plan de zones sont protégés de manière spécifique selon les indications du présent règlement.

<sup>2</sup>Le présent règlement fixe les buts et les mesures de protection en matière de construction, d'utilisation et d'exploitation pour les différentes surfaces et objets protégés.

<sup>3</sup>La protection du patrimoine naturel est assurée par la protection individuelle d'objets ainsi que par des surfaces à protéger.

<sup>4</sup>Le Conseil communal veille à la conservation du patrimoine naturel et paysager.

<sup>5</sup>Les compétences de l'ENV, chargé de l'application du droit fédéral et cantonal régissant la protection de la nature et du paysage, et du Département auquel est rattaché l'ENV, autorité de surveillance en la matière (art. 5, al. 2 et 3 de la loi cantonale du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage - LPNP<sup>16</sup>), sont réservées.

<sup>6</sup>L'exécution par substitution aux frais du responsable est du ressort du Conseil communal si le propriétaire ou les exploitants n'entretiennent ou n'exploitent pas les surfaces dans le sens recherché par la protection, ou s'ils se soustraient à leurs obligations de reconstitution ou de remplacement de milieux. Le droit du Département de se substituer au Conseil communal si celui-ci ne remplit pas ses obligations est réservé.

### 2. Bosquets, haies

#### a) statut de protection

**Art. 224** <sup>1</sup>En vertu des législations fédérales et cantonales sur la protection de la nature et du paysage, respectivement sur la chasse, toutes les haies et tous les bosquets situés sur le territoire communal en zone agricole sont protégés et reportés au plan de zones.

<sup>2</sup>A l'intérieur des autres zones, sont protégés les haies et bosquets mentionnés au plan de zones.

#### b) dispositions de protection

**Art. 225** <sup>1</sup>Les actions suivantes sur les haies et bosquets protégés sont interdites :

- a) réduire la surface de l'objet ou le déplacer ;

---

<sup>15</sup> RS 451.13

<sup>16</sup> RSJU 451



- b) déraciner, brûler tout ou partie de l'objet ;
- c) opérer des coupes rases ;
- d) changer la structure de la haie (haie haute en haie basse par exemple);
- e) entreprendre des constructions et des modifications du terrain naturel dans un rayon de 5 m minimum autour de l'objet protégé, excepté dans la zone à bâtir où cette distance est évaluée de cas en cas ;
- f) épandre des engrais ou des produits de traitement des plantes sur l'objet et dans la bande herbeuse adjacente de 3 m ; les traitements plante par plante est autorisé pour les plantes posant des problèmes, s'il est impossible de les combattre raisonnablement par des moyens mécaniques.

<sup>2</sup>Une bande herbeuse permanente de 3 m de large au minimum doit être respectée autour des haies et des bosquets protégés.

<sup>3</sup>Les clôtures sont obligatoires pour la pâture des chèvres. Elles ne le sont pas pour les autres catégories de bétail, pour autant que la végétation buissonnante soit préservée.

c) entretien

**Art. 226** <sup>1</sup>L'entretien courant des haies et des bosquets protégés s'effectue et tend vers un entretien sélectif adéquat visant à favoriser les espèces à croissance lente. Il peut être effectué par tronçon sur un tiers de la longueur au maximum.

<sup>2</sup>L'entretien des haies et des bosquets protégés est interdit du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet.

d) procédure

**Art. 227** <sup>1</sup>Le Conseil communal ordonne la replantation des haies ou partie de haies éliminées ou détériorées de façon illicite. Les modalités de replantation sont définies d'entente avec l'ENV.

<sup>2</sup>En principe, la replantation s'opère au même endroit, éventuellement dans une zone voisine, à l'aide d'essences indigènes adaptées à la station. Les travaux incombent à l'auteur du dommage.

<sup>3</sup>Lorsqu'un intérêt prépondérant le justifie, le Conseil communal peut autoriser, après avoir requis l'avis de l'ENV, la suppression d'une haie ou d'une partie de haie, à condition qu'une plantation au moins équivalente soit effectuée au préalable à titre de compensation.

**3. Arbres isolés et allées d'arbres**

a) statut de protection

**Art. 228** Les arbres isolés et allées d'arbres portés au plan de zones sont protégés pour leur valeur biologique et paysagère remarquable. Ils doivent être conservés et entretenus.

b) disposition de protection

**Art. 229** <sup>1</sup>Dans un rayon de 3 m autour du pied de l'arbre protégé, le labour et l'épandage d'engrais et de produits de traitement des plantes (PTP) sont interdits.

<sup>2</sup>L'épandage d'engrais et l'utilisation de PTP pour cultures fruitières sont autorisés pour les arbres fruitiers protégés.

c) entretien

**Art. 230** La taille des arbres protégés se fait de façon adéquate, de manière à préserver un port proche de l'état naturel et à favoriser ses qualités écologiques et paysagères.

d) procédure

**Art. 231** <sup>1</sup>Lorsqu'un intérêt prépondérant le justifie, le Conseil communal

peut autoriser l'abattage d'arbres protégés, à condition que ceux-ci soient remplacés au préalable par un nombre au moins équivalent d'arbres de même essence ou par des espèces indigènes adaptées à la station et d'au moins 2.5 m de hauteur au moment de la plantation.

<sup>2</sup>En principe, la replantation s'opère au même endroit, éventuellement dans une zone voisine. Les travaux incombent aux propriétaires.

#### **4. Dolines / Empoisseurs**

##### **a) statut de protection**

**Art. 232** Toutes les dolines situées sur le territoire communal sont protégées, qu'elles soient ou non portées au plan de zones. Elles doivent être conservées et entretenues.

##### **b) dispositions de protection**

**Art. 233** Les actions suivantes sur les dolines sont interdites :

- a) les constructions et installations à une distance inférieure à 10 m ;
- b) le comblement ;
- c) le dépôt de déchets ou autres matériaux ;
- d) l'épandage d'engrais et de produits phytosanitaires à une distance inférieure à 6 m du bord de la doline.

##### **c) entretien**

Sans objet.

##### **d) procédure**

Sans objet.

#### **5. Grottes**

##### **a) statut de protection**

**Art. 234** L'ensemble des sites souterrains, leur accès et leur environnement sont protégés qu'ils soient ou non portés au plan de zones.

##### **b) disposition de protection**

Sans objet.

##### **c) entretien**

Sans objet

##### **d) procédure**

Sans objet.

#### **6. Eaux de surface**

##### **a) définition**

**Art. 235** Le terme « eaux de surface » désigne tous les écosystèmes d'eau courante ou stagnante : les cours d'eau (permanents et non permanents), respectivement les plans d'eau (étangs et mares).

##### **b) statut de protection**

**Art. 236** <sup>1</sup>Les eaux de surface portées au plan de zones sont protégées en raison de leur valeur biologique et paysagère. Elles doivent être conservées et entretenues.

<sup>2</sup>Les cours d'eau et plans d'eau concernés par le périmètre réservé aux eaux (PRE) sont soumis aux dispositions propres à ce périmètre (Section 5 du chapitre I).

##### **c) disposition de protection**

Sans objet.

##### **d) entretien**

**Art. 237** L'entretien et la gestion des eaux de surface sont de la responsabilité de la commune. Ils sont réglés par le règlement communal sur la gestion des eaux de surface (RGES).

e) procédure Sans objet.

**7. Berges**  
a) définition

**Art. 238** Les berges et leur végétation correspondent aux espaces situés entre le cours d'eau et la zone à bâtir.

b) disposition de protection

**Art. 239** Pour les berges comprises dans le PRE, les dispositions relatives à ce périmètre sont applicables.

c) entretien

Sans objet.

d) procédure

Sans objet.

## **TITRE QUATRIÈME : PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE CONSTRUCTIONS**

### **CHAPITRE I : CONSTRUCTIONS**

**1. Alignements et distances**  
a) généralités

**Art. 240** <sup>1</sup>Lorsque deux distances ou un alignement accessoire au sens de l'art. 64 al. 2 LCAT et une distance à la limite se superposent, la mesure la plus grande est applicable.

<sup>2</sup>Les plans spéciaux peuvent établir des alignements ou d'autres dispositions spécifiques qui priment alors sur toute autre distance, y compris sur les alignements définis à l'art. 241.

<sup>3</sup>En règle générale et en l'absence d'autres réglementations, les distances énoncées ci-après doivent être respectées sur l'ensemble du territoire communal.

b) par rapport aux équipements

**Art. 241** Sous réserve des dispositions applicables aux zones et des prescriptions définies par les plans spéciaux, les distances à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation, par rapport aux équipements, sont les suivants :

- a) voies publiques (équipements de base) : 5.00 m
- b) voies publiques (équipements de détail) : 3.60 m
- c) chemins piétons ou pistes cyclables : 2.00 m

c) par rapport à la forêt

**Art. 242** Sous réserve des dispositions applicables aux zones, la distance à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation par rapport à la forêt est fixé à 30.00 m, conformément à l'art. 21 LFOR.

d) par rapport aux lignes électriques à haute tension

**Art. 243** La distance à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation par rapport aux lignes à haute tension est définie à l'article 38 et à l'annexe 8 de l'Ordonnance fédérale du 30 mars 1994 sur les lignes électriques (OLEI)<sup>17</sup>.

e) par rapport aux cours d'eau

**Art. 244** La distance à respecter pour tout ouvrage, construction ou installation par rapport aux cours d'eau correspond au périmètre réservé

---

<sup>17</sup> RS 734.31

aux eaux qui est reporté au plan de zones.

f) par rapport à l'autoroute A16

**Art. 245** Des alignements sont établis tout au long de l'emprise de l'autoroute A16. Ils sont reportés à l'annexe III du présent règlement.

**2. Caractéristiques des parcelles**

**Art. 246** Le découpage parcellaire doit permettre une utilisation optimale des surfaces de terrains disponibles.

**3. Constructions dans les terrains en pente**

**Art. 247** La hauteur à la gouttière de la façade aval d'un bâtiment peut être majorée de 1.00 m si la pente du terrain naturel entre la façade amont et la façade aval excède 10%. Dans tous les cas, la hauteur totale sera respectée.

**4. Toiture plate**

**Art. 248** Pour les bâtiments à toiture plate sans attique, la hauteur à la gouttière est applicable.

**5. Attique**

**Art. 249** <sup>1</sup>Un étage en attique peut être édifié au-delà de la hauteur de façade à la gouttière admise si les murs extérieurs de l'attique, cages d'escaliers et cages d'ascenseur exceptées, sont en retrait d'au moins 1.5 m de la façade de l'étage inférieur sur au moins 3 côtés.

<sup>2</sup>Le point le plus élevé de la couverture de l'attique ne dépassera en aucune manière la hauteur totale admise à l'exception des cheminées, ventilations et superstructures techniques de minime importance (art. 65 al.2 OCAT).

**6. Antennes extérieures**

**Art. 250** <sup>1</sup>Les antennes extérieures nécessitent un permis de construire. La couleur et la position des antennes sont définies en fonction des caractéristiques du bâtiment.

<sup>2</sup>Les antennes sont installées en priorité sur les façades secondaires et les constructions annexes non visibles depuis l'espace public.

**7. Sites pollués**

**Art. 251** Tout projet de construction portant sur une parcelle répertoriée au cadastre jurassien des sites pollués doit faire l'objet d'un examen préalable et être soumis à l'ENV pour approbation.

## CHAPITRE II : AMENAGEMENT DES ESPACES

**1. Aménagement des espaces publics**

**Art. 252** <sup>1</sup>Les voies et espaces publics sont aménagés de manière à mettre en valeur les caractéristiques architecturales et urbanistiques de la commune.

<sup>2</sup>Les aménagements devront permettre de modérer la vitesse de la circulation automobile et assurer la sécurité de tous les usagers (automobilistes, cyclistes, piétons, etc.). Une attention particulière est à porter aux circulations piétonnes et aux espaces de détente.

<sup>3</sup>Les aménagements publics et privés devront s'harmoniser entre eux tant dans leur conception que dans leur réalisation.

<sup>4</sup>Dans la mesure du possible, les espaces de détente existants sont mis en valeur ou de nouveaux espaces sont créés (espaces verts et places publiques).

**2. Aménagement extérieurs**

**Art. 253** <sup>1</sup>Les aménagements extérieurs doivent mettre en valeur le site (rues, chemins, places, jardins, cours) en conformité avec le type et la vocation de la construction. Ils doivent être en cohérence avec les espaces publics ou privés qui les bordent de manière à obtenir une bonne intégration au site.

<sup>2</sup>Les matériaux et les essences végétales sont à choisir dans le répertoire de la campagne traditionnelle (prés de fauche, groise, pavage naturel, verger, haies taillées d'essences indigènes, etc.).

<sup>3</sup>Le revêtement des surfaces doit être réalisé en privilégiant les matériaux perméables.

**3. Plan d'aménagement des abords**

**Art. 254** <sup>1</sup>Un plan d'aménagement des abords est joint à toute demande de permis de construire.

<sup>2</sup>Pour la ou les parcelles concernées et en mentionnant les terrains voisins, il rend compte à l'échelle 1:200 :

- a) de l'emplacement des places de stationnement (voitures et vélos) et de leur accès;
- b) des modifications du terrain, mur de soutènement, talus;
- c) des plantations;
- d) du revêtement des surfaces et de leurs niveaux;
- e) de l'aménagement des espaces de détente;
- f) de l'emplacement des clôtures, haies, murs et bordures;
- g) des raccordements de terrains avec les parcelles voisines ;
- h) du niveau de référence (fond fini du rez-de-chaussée) par rapport à une borne existante ou par une cote absolue.

**4. Terrain de référence**

**Art. 255** <sup>1</sup>Le terrain de référence correspond en général au terrain naturel.

<sup>2</sup>S'il ne peut être déterminé en raison d'excavations ou de remblais réalisés antérieurement et que le niveau du terrain réaménagé correspond à celui des parcelles voisines, on considère le niveau du terrain réaménagé comme terrain de référence.

<sup>3</sup>Pour des motifs liés à l'aménagement du territoire ou à l'équipement, le terrain de référence peut être déterminé différemment dans le cadre d'une procédure de plan spécial ou de permis de construire.

**5. Topographie**

**Art. 256** <sup>1</sup>D'une manière générale, le terrain de référence ne peut pas être surélevé de plus de 1.20 m.

<sup>2</sup>Dans les terrains présentant une pente supérieure à 10%, les plans spéciaux peuvent autoriser des modifications plus importantes.

<sup>3</sup>Les murs de soutènement dont la hauteur dépasse 1.20 m doivent être décalés horizontalement.

**6. Petites constructions et constructions annexes**

**Art. 257** L'article 59 OCAT est applicable.

**CHAPITRE III : EQUIPEMENTS ET RESEAUX**

**1. Réseaux d'alimentation et d'évacuation**

**Art. 258** <sup>1</sup>Dans la zone d'approvisionnement définie par le Plan général d'alimentation en eau potable (PGA), le raccordement au réseau d'alimentation en eau potable est obligatoire.



<sup>2</sup>Dans le périmètre des égouts défini par le Plan général d'évacuation des eaux (PGEE), le raccordement au réseau d'évacuation des eaux usées est obligatoire.

**2. Réalisation des équipements**

**Art. 259** En vertu des dispositions de l'article 4 LCAT, les équipements sont à réaliser par le biais d'un plan spécial tandis que les équipements privés sont réalisés par le biais d'un permis de construire.

**3. Contribution des propriétaires fonciers**

**Art. 260** Les contributions des propriétaires fonciers aux frais d'équipement sont réglées par le Décret concernant les contributions des propriétaires fonciers<sup>18</sup> (DCPF).

**4. Stationnement**

**Art. 261** <sup>1</sup>Les dispositions des articles 16 à 19 OCAT sont applicables.

<sup>2</sup>L'aire de stationnement ne peut dépasser en aucun cas 1'800 m<sup>2</sup>. Tout excédent doit être intégré dans un bâtiment à plusieurs niveaux.

## CHAPITRE IV : ENERGIE

**1. Sondages géologiques et sondes géothermiques**

**Art. 262** <sup>1</sup>Les résultats de sondages géologiques, réalisés lors de l'étude du sol nécessaire à la réalisation d'une construction, doivent être communiqués à l'ENV.

<sup>2</sup>L'implantation de sondes géothermiques doit faire l'objet d'une demande préalable auprès de l'ENV conformément à l'article 41, al. 1 de la loi cantonale du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux).

**2. Installations solaires**

**Art. 263** La pose de panneaux solaires est régie par l'article 32a OAT.

**3. Assainissement énergétique et distances aux limites**

**Art. 264** <sup>1</sup>En application de l'art. 9 al. 3 de la Loi fédérale sur l'énergie (LEne)<sup>19</sup>, un dépassement de 20 cm au plus pour l'isolation thermique ou l'installation visant une meilleure utilisation des énergies renouvelables indigènes n'est pas pris en compte lors du calcul des distances, longueurs, hauteurs et alignements pour les bâtiments chauffés satisfaisant au moins aux normes Minergie, MoPEC ou à une norme analogue.

<sup>2</sup>Le Conseil communal peut autoriser un dépassement supérieur pour des bâtiments respectant le label Minergie P ou équivalent.

---

<sup>18</sup> RSJU 701.71

<sup>19</sup> RS 730.0







District: Delémont  
 Commune: Develier  
 N° fédéral de la commune : 6712  
 Type de recherche: Époques: toutes, familles: toutes

n°	Objet	PB	SAR	CH	JU	RBC	ISOS
12 00	* village						Loc.
12 01	- borne milliaire	*			1978	*	
12 02	- borne milliaire	*			1978	*	
12 03	- Champ la Méras : rom./mér.		*			*	
12 04	- Sur Cré : tumuli pro.		*			*	
12 05	* Develier-Dessus, hameau						Rég.
12 06	- église	*				Loc.	E18
12 07	- fontaine	*				Loc.	
12 08	- restaurant du Cerf	*				Loc.	E43
12 09	- école	*			1998	Loc.	E17
12 10	- Develier-Dessus : chapelle	*			1995	Loc.	E12
12 11	- Develier-Dessus : maison paysanne	*				Loc.	E04
12 12	- ancien restaurant du Soleil	*				Loc.	
12 13	- maisons d'ouvriers-paysans	*				Loc.	
12 14	- ancien moulin	*				Loc.	E39
12 15	- monastère du Carmel Notre Dame de l'Unité	*				Loc.	
12 16	- collection Chappuis-Fähndrich	*				Rég.	
12 17	- ferrier		*			*	

Dernière mise à jour : 12.09.2012

Page 1

District: Delémont  
 Commune: Develier  
 Nom: \* village  
 NOCC de l'objet: 12.00

CH:  
 JU:  
 RBC:  
 ISOS: Loc.

Famille: 300 SITES  
 Matière: 320 Villages  
 Époque: -  
 Parcelle: 000  
 Coordonnées: X: -Y: -  
 IdBat: -  
 Adresse: -

**Description:**

Le village s'est développé le long de la route principale, sur un site de peuplement ancien. Nombreux vestiges romains et mérovingiens découverts en 1841 et en 1972 au lieu-dit Champ la Méras. Les transformations récentes et la construction de quartiers résidentiels ont épargné quelques bâtiments isolés de valeur.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue du nord-ouest / 24.04.2003



District: Delémont  
Commune: Develier  
Nom: - borne milliaire  
NOCC de l'objet: 12.01

CH:  
JU: 1978  
RBC: \*  
ISOS:

Famille: 230 BORNES  
Matière: 230 Bornes  
Epoque: 1801 / 1850  
Parcelle: 67  
Coordonnées: X: 588.912Y: 244.888  
IdBat: -  
Adresse: Carrefour Route de Bourrignon - Route de Porrentruy

**Description:**

Inscription : XVIII LIEUES DE BERNE Nettoyée et mise en valeur à proximité de l'église. Placée à cet endroit lors du réaménagement de la place en 1987.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue de l'est / 24.04.2003

District: Delémont  
Commune: Develier  
Nom: - borne milliaire  
NOCC de l'objet: 12.02

CH:  
JU: 1978  
RBC: \*  
ISOS:

Famille: 230 BORNES  
Matière: 230 Bornes  
Epoque: 1801 / 1850  
Parcelle: 1326  
Coordonnées: X: 585.650Y: 247.313  
IdBat: -  
Adresse: Route des Rangiers

**Description:**

Inscription : XIX LIEUES DE BERNE



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue du sud / 08.05.2003

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - champ la Méras : rom./mér.  
**NOCC de l'objet:** 12.03

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** \*  
**ISOS:**

**Famille:** 000 ARCHEOLOGIE  
**Matière:** 006 Epoque romaine et Haut Moyen Age  
**Epoque:** Epoque romaine et Haut Moyen Age  
**Parcelle:** 000  
**Coordonnées:** X: Y:  
**IdBat:** -  
**Adresse:** aux environs des parcelles N° 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152 et 3153 > terrains agricoles.

**Description:**

De nombreux restes d'édifices romains ont été relevés depuis plus d'un siècle sans que l'on puisse savoir aujourd'hui s'il n'y a là qu'une seule villa avec ses dépendances ou s'il faut y voir un vicus avec plusieurs maisons. Une nécropole mérovingienne fut installée dans les ruines de ces établissements au VIIe siècle.



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue du sud / 14.10.1986

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - sur Cré : tumuli pro.  
**NOCC de l'objet:** 12.04

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** \*  
**ISOS:**

**Famille:** 000 ARCHEOLOGIE  
**Matière:** 003 Protohistoire (Néolithique et Ages des métaux)  
**Epoque:** Protohist. (Néolit. et A. métaux)  
**Parcelle:** 000  
**Coordonnées:** X: Y:  
**IdBat:** -  
**Adresse:** lotissement Pré Saint-Imier

**Description:**

Auguste Quiquerez signale sur ce bord de plateau un champ de tumuli compris dans un "camp". Il peut s'agir d'un site partiellement fortifié, comme il en existe beaucoup dans une telle situation topographique. De nouvelles fouilles sont indispensables pour compléter les données à disposition.

Pas d'image pour l'instant!

**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** \* Develier-dessus, hameau  
**NOCC de l'objet:** 12.05

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:**  
**ISOS:** Rég.

**Famille:** 300 SITES  
**Matière:** 330 Hameaux  
**Epoque:** -  
**Parcelle:** 000  
**Coordonnées:** X: -Y: -  
**IdBat:** -  
**Adresse:** -

**Description:**

Hameau constitué de deux groupes de maisons bien conservées datant principalement du XIXe siècle.



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue du sud-est / 24.04.2003

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - église  
**NOCC de l'objet:** 12.06

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:** E18

**Famille:** 050 EGLISES / CLOCHERS  
**Matière:** 050 Eglises / Clochers  
**Epoque:** 1751  
**Parcelle:** 68  
**Coordonnées:** X: 588.880Y: 244.881  
**IdBat:** -  
**Adresse:** Rue de l'Eglise 10

**Description:**

Eglise paroissiale Saint-Imier, reconstruite en 1751. Restauration en 1831, 1912 et 1958/1959. Sarcophages mérovingiens déposés au Musée lapidaire à Saint-Ursanne. Bâtiment aux proportions harmonieuses. Riche ensemble de statues du milieu du XVIIIe siècle. Crucifix miraculeux de 1600. Vitraux de 1958, par Roger Bissière.



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue du sud / 24.04.2003



**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - fontaine  
**NOCC de l'objet:** 12.07

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:**

**Famille:** 190 FONTAINES  
**Matière:** 190 Fontaines  
**Epoque:** 1851 - 1900  
**Parcelle:** 28  
**Coordonnées:** X: 588.760Y: 244.830  
**IdBat:** -  
**Adresse:** Route de Porrentruy

**Description:**

Fontaine néo-classique avec croix, XIXe siècle



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue du nord / 24.04.2003

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - restaurant du Cerf  
**NOCC de l'objet:** 12.08

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:** E43

**Famille:** 110 RESTAURANTS, HOTELS  
**Matière:** 110 Restaurants, hôtels  
**Epoque:** 1670 env.  
**Parcelle:** 64  
**Coordonnées:** X: 589.023Y: 244.947  
**IdBat:** 974238  
**Adresse:** Rue de la Liberté 61

**Description:**

Imposant bâtiment construit aux environs de 1670 et transformé ultérieurement, comptant deux niveaux sous un toit à la Mansart. Rénovation intérieure en 1981/1982.



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue du sud-ouest / 24.04.2003

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - école  
**NOCC de l'objet:** 12.09

**CH:**  
**JU:** 1998  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:** E17

**Famille:** 100 ECOLES  
**Matière:** 100 Ecoles  
**Epoque:** 1841  
**Parcelle:** 44  
**Coordonnées:** X: 588.848Y: 244.849  
**IdBat:** 974423  
**Adresse:** Rue de l'Eglise 8

**Description:**

Ancienne école construite en 1841 et rénovée en 1880. Le bâtiment compte deux niveaux sous un toit à croupes faîtières et égout retroussé. Restauration extérieure en 1998, adjonction d'une annexe de style moderne.



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue du sud-est / 24.04.2003

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - Develier-Dessus : chapelle  
**NOCC de l'objet:** 12.10

**CH:**  
**JU:** 1995  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:** E12

**Famille:** 060 CHAPELLES  
**Matière:** 060 Chapelles  
**Epoque:** 1837 / 38  
**Parcelle:** 3472  
**Coordonnées:** X: 587.520Y: 246.091  
**IdBat:** -  
**Adresse:** Route de Bourignon 144

**Description:**

Chapelle de l'Immaculée-Conception et Sainte-Philomène, construite en 1837/1838. Riche ornementation en stuc de style néo-classique. Rebaptisée chapelle de l'Unité, elle est restaurée intérieurement de 1996 à 1999.



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue du sud-ouest / 24.04.2003



**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - Develier-Dessus : ferme  
**NOCC de l'objet:** 12.11

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:** E04

**Famille:** 160 FERMES  
**Matière:** 161 Type Haut-Jura (2 pans / entrée en pignon)  
**Epoque:** 1801 - 1850  
**Parcelle:** 3406  
**Coordonnées:** X: 587.666Y: 246.082  
**IdBat:** 974443  
**Adresse:** Route de Bourrignon 122

**Description:**

Ferme N° 122, à façade principale à pignon. C'est la ferme la plus ancienne du hameau. Elle se distingue des autres bâtiments qui ont généralement leur façade principale du côté gouttereau.



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue du sud / 24.04.2003

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - ancien restaurant du Soleil  
**NOCC de l'objet:** 12.12

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:**

**Famille:** 110 RESTAURANTS, HOTELS  
**Matière:** 110 Restaurants, hôtels  
**Epoque:** 1615 env.  
**Parcelle:** 60  
**Coordonnées:** X: 588.936Y: 244.870  
**IdBat:** 974408  
**Adresse:** Place du Soleil 1

**Description:**

Bâtiment comptant deux niveaux sous un toit à demi-croupe. Linteau de l'entrée ouest daté de 1615. Four à pain hors-œuvre. Situation importante au centre du village.



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue du nord / 24.04.2003

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - maisons d'ouvriers-paysans  
**NOCC de l'objet:** 12.13

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:**

**Famille:** 160 FERMES  
**Matière:** 163 Type maison-bloc  
**Epoque:** 1851 - 1900  
**Parcelle:** 1101  
**Coordonnées:** X: 589.419Y: 245.370  
**IdBat:** 974334  
**Adresse:** Route de Delémont 20-28 (parcelles 1

**Description:**

Le long de la route principale, plusieurs maisons d'ouvriers-paysan de la fin du XIXe siècle, dont certaines ont conservé leur rural d'origine en bois. Maison retenue à titre d'exemple.



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue de l'ouest / 24.04.2003

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - ancien moulin  
**NOCC de l'objet:** 12.14

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:** E39

**Famille:** 140 MOULINS  
**Matière:** 140 Moulins  
**Epoque:** 1722 env.  
**Parcelle:** 3129  
**Coordonnées:** X: 588.725Y: 244.982  
**IdBat:** 974434  
**Adresse:** Route de Bourrignon 20

**Description:**

Moulin construit vers 1722, en fonction jusqu'en 1916. Grande bâtisse à deux niveaux sous un toit croupes faitières. Linteaux de fenêtres cintrés.



**Dernière mise à jour:** 30.03.2007

**Photo / Date:** Vue du sud / 24.04.2003



**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - monastère du Carmel Notre-Dame-de-la-Solitude  
**NOCC de l'objet:** 12.15

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Loc.  
**ISOS:**

**Famille:** 150 MAISONS PARTICULIERES  
**Matière:** 150 Maisons particulières  
**Epoque:** 1978 / 80  
**Parcelle:** 1597  
**Coordonnées:** X: 588.698Y: 245.441  
**IdBat:** 974466  
**Adresse:** Rue du Carmel 40

**Description:**

Bâtiment en béton apparent construit en 1978/1980 par André Brahier pour une communauté de Carmélites. Dans la chapelle, tableau de 1752 représentant la Vierge de Pitié, par François-Ignace Tavanne.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue de l'est / 24.04.2003

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - collection Chappuis-Fähndrich  
**NOCC de l'objet:** 12.16

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** Rég.  
**ISOS:**

**Famille:** 250 COLLECTIONS  
**Matière:** 250 Collections  
**Epoque:** 1650 - 1950  
**Parcelle:** 883  
**Coordonnées:** X: 588.941Y: 244.708  
**IdBat:** 974407  
**Adresse:** La Fin 18

**Description:**

Importante collection d'objets (environ 10'000) de la vie courante et des métiers d'autrefois couvrant la période de 1650 à 1950. Elle illustre particulièrement l'artisanat et la proto-industrie régionale ainsi que les traditions populaires.



Dernière mise à jour: 30.03.2007

Photo / Date: Vue intérieure / 24.04.2003

**District:** Delémont  
**Commune:** Develier  
**Nom:** - ferrier  
**NOCC de l'objet:** 12.17

**CH:**  
**JU:**  
**RBC:** \*  
**ISOS:**

**Famille:** 000 ARCHEOLOGIE  
**Matière:** 008 Epoques postérieures seules  
**Epoque:** Epoques postérieures seules  
**Parcelle:** 000  
**Coordonnées:** X: 586.100Y: 247.365  
**IdBat:** -  
**Adresse:**

**Description:**

Fer à Cheval (13e siècle)

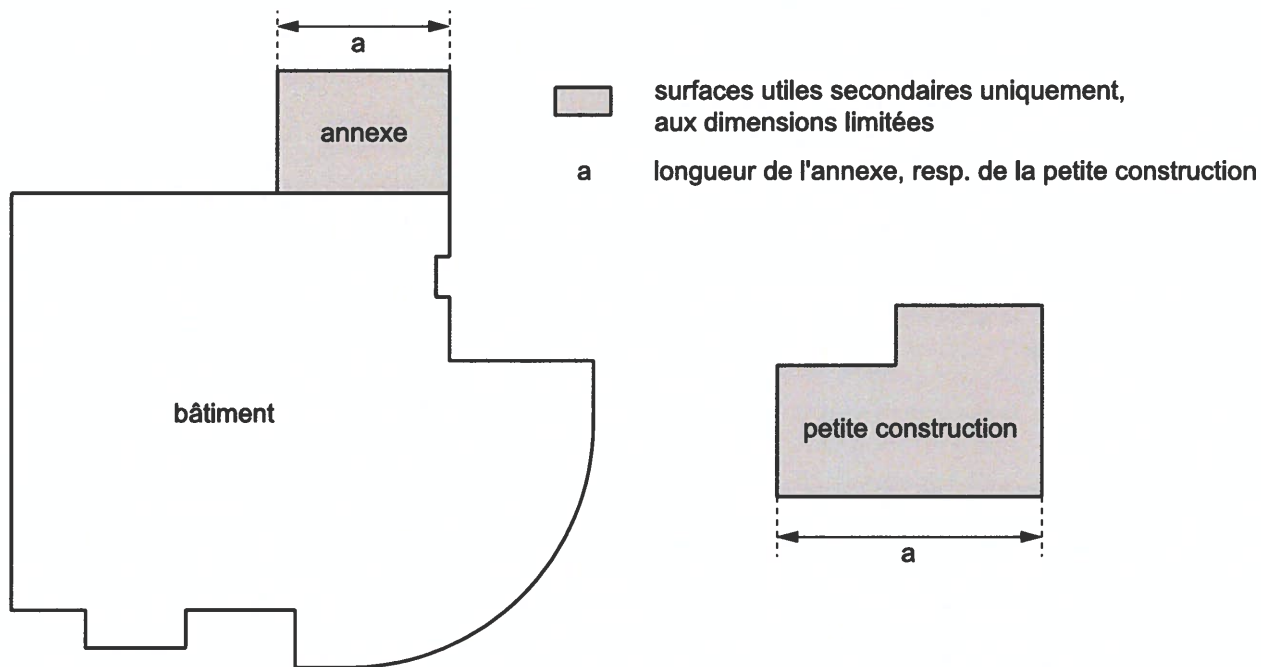
Pas d'image pour l'instant!

Dernière mise à jour: 05.04.2007

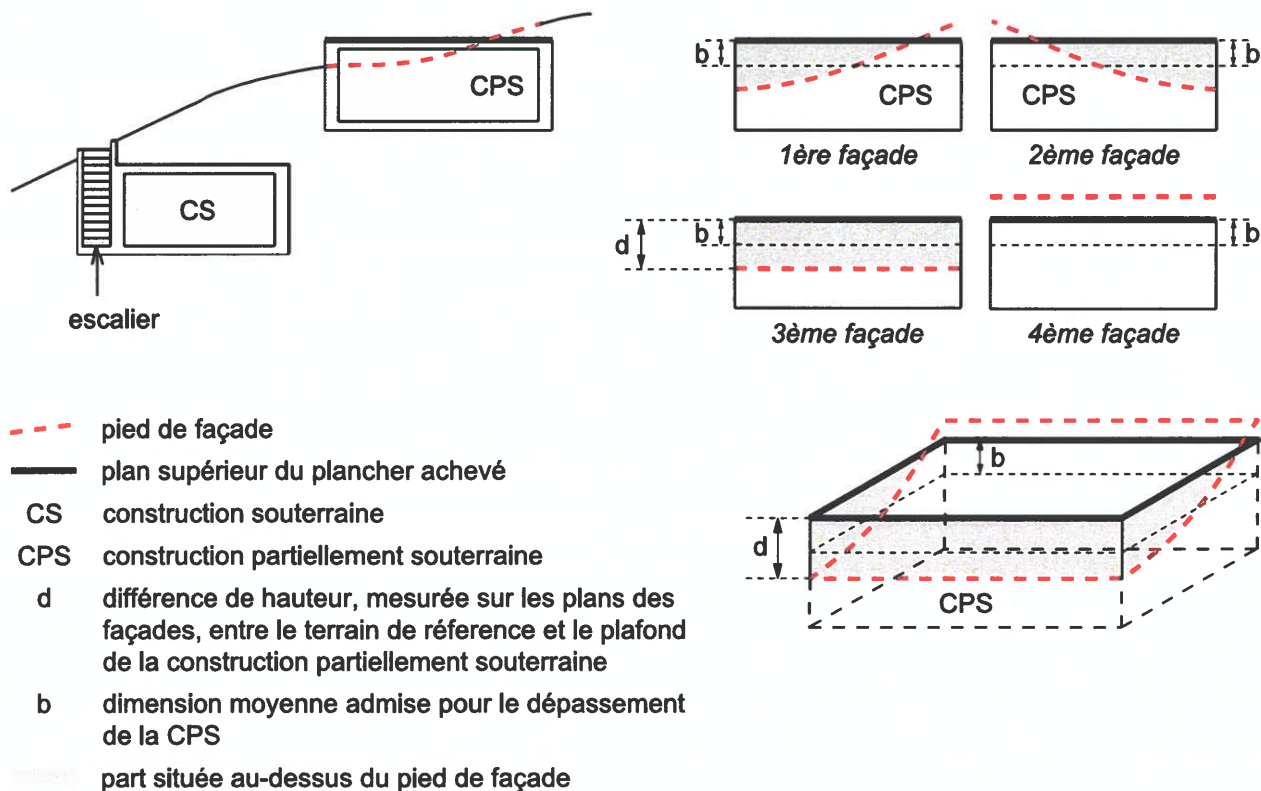


## Croquis

## Relatif au chiffre 2: CONSTRUCTIONS

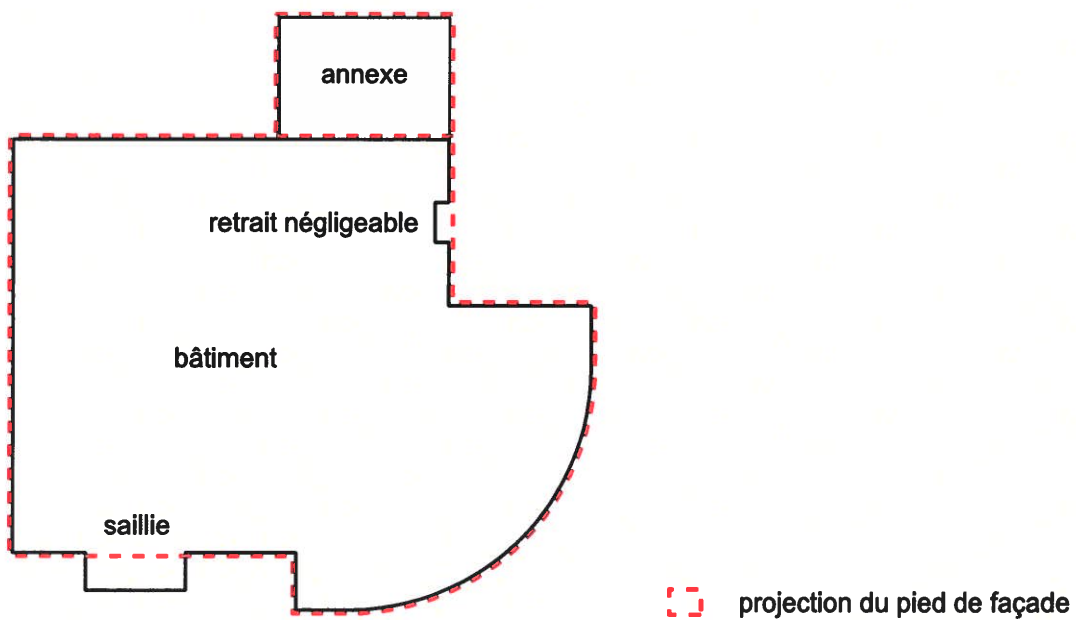


**Figure 2.1 - 2.3 Bâtiments, petites constructions et annexes**



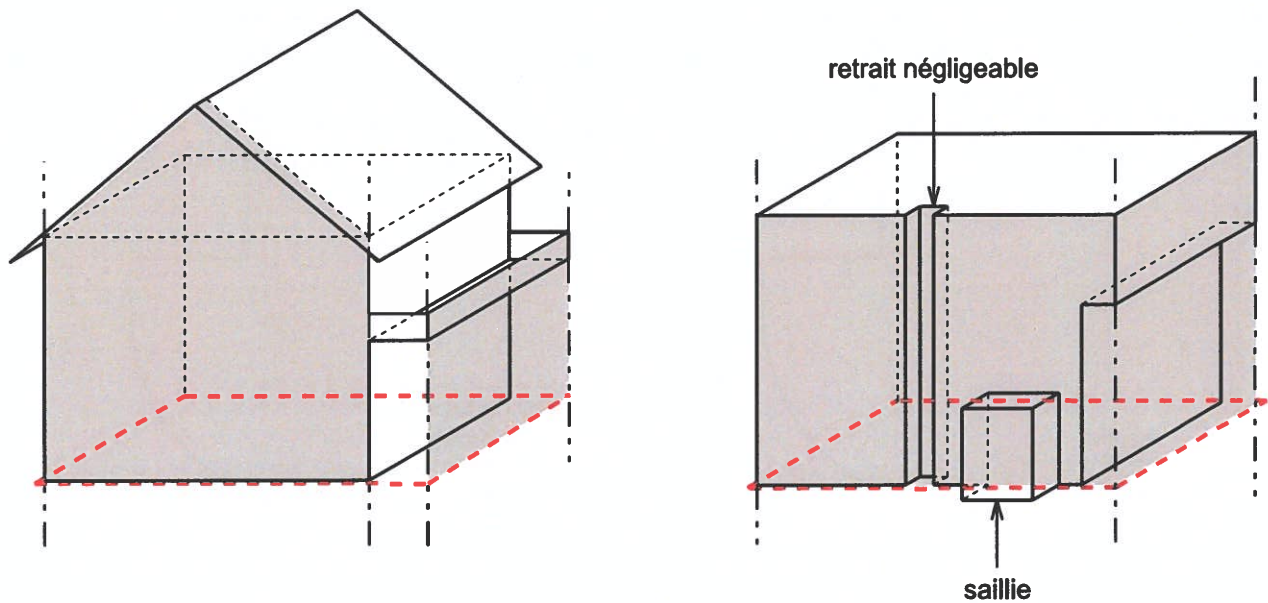
**Figure 2.4 et 2.5 Constructions souterraines, constructions partiellement souterraines**

### Relatif au chiffre 3: ÉLEMENTS DE BÂTIMENTS



**Figure 3.3** *Projection du pied de façade*

terrain plat: (pied de façade = projection du pied de façade)



terrain en pente: (pied de façade  $\neq$  projection du pied de façade)

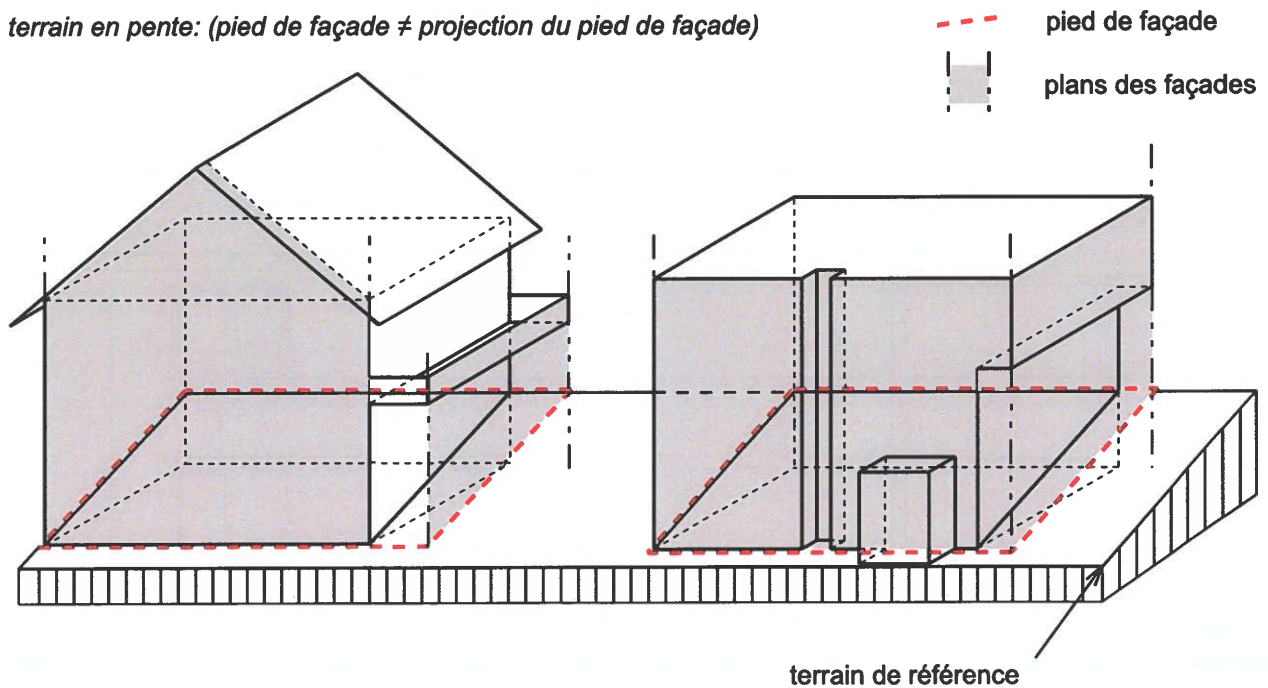


Figure 3.1 - 3.3 Plans des façades et projection du pied de façade

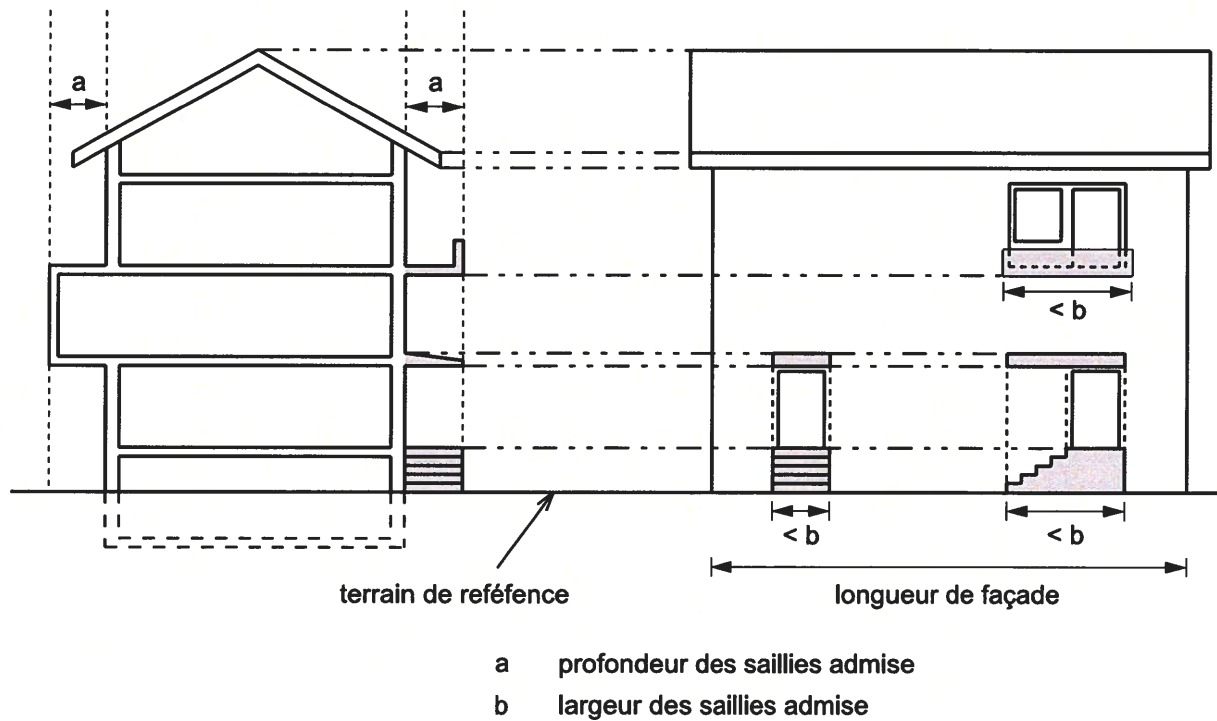
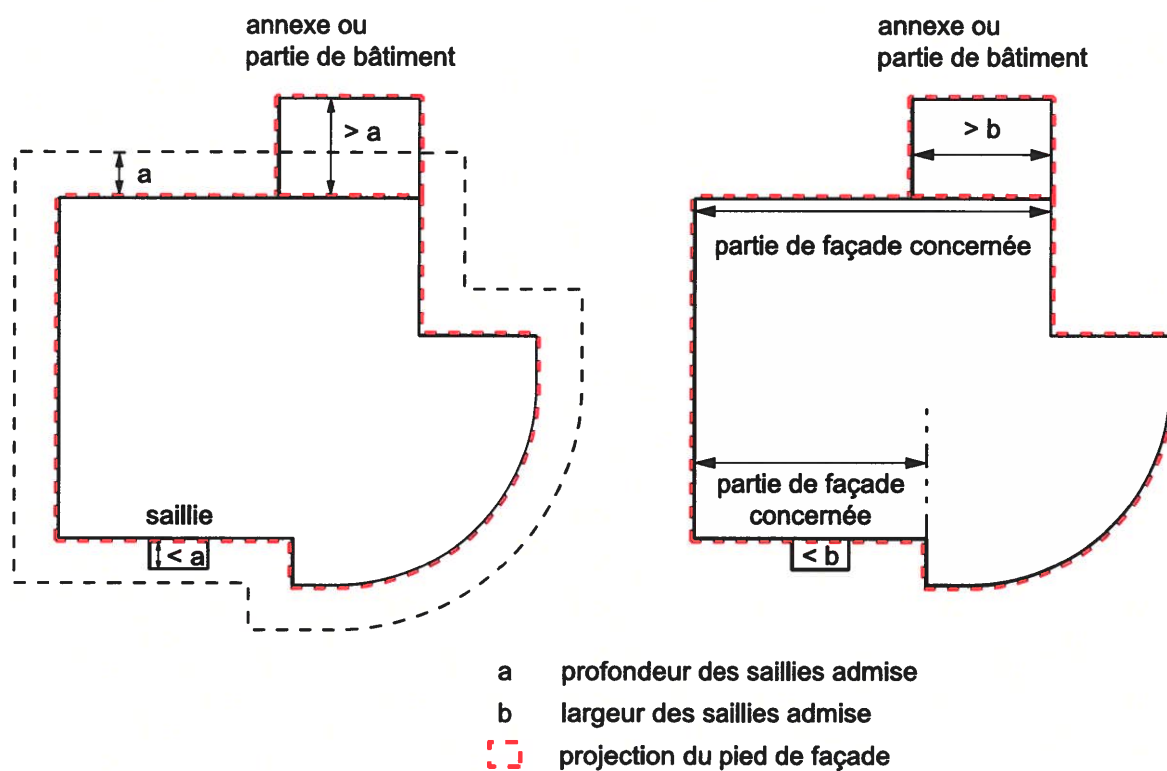
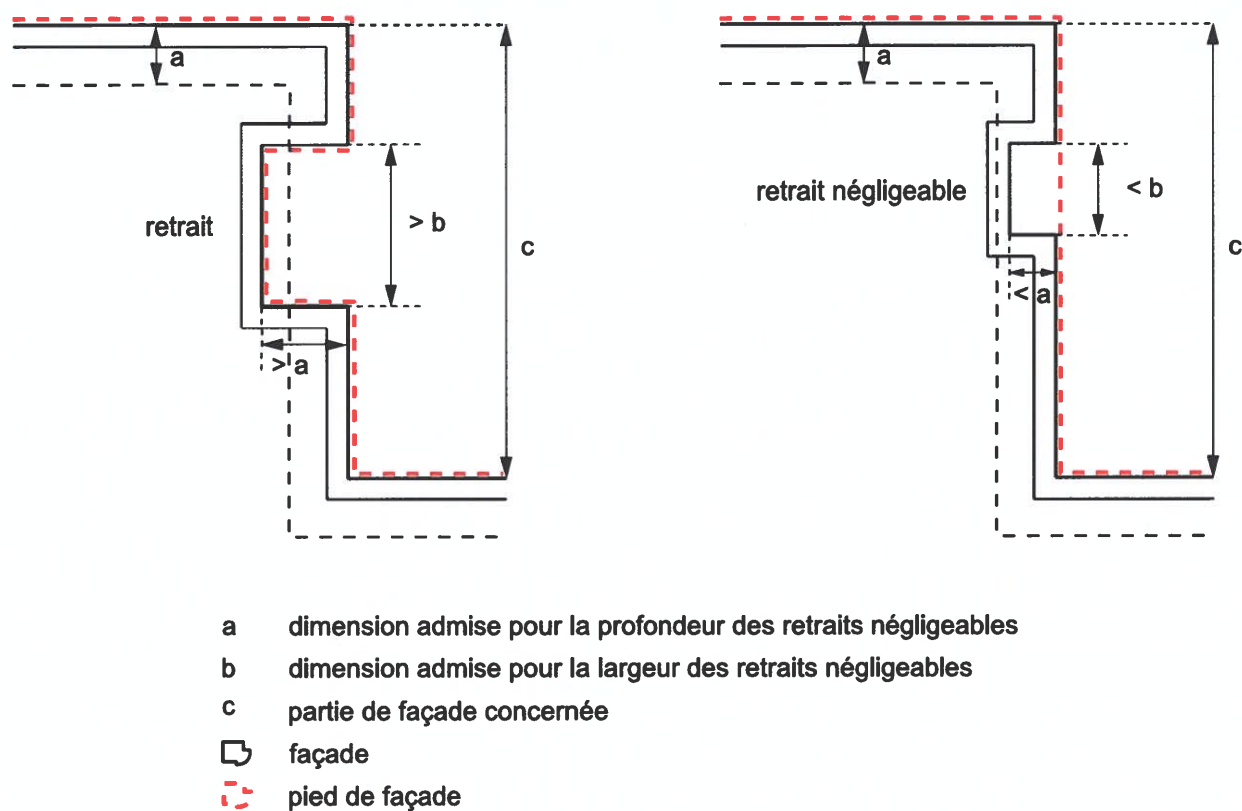
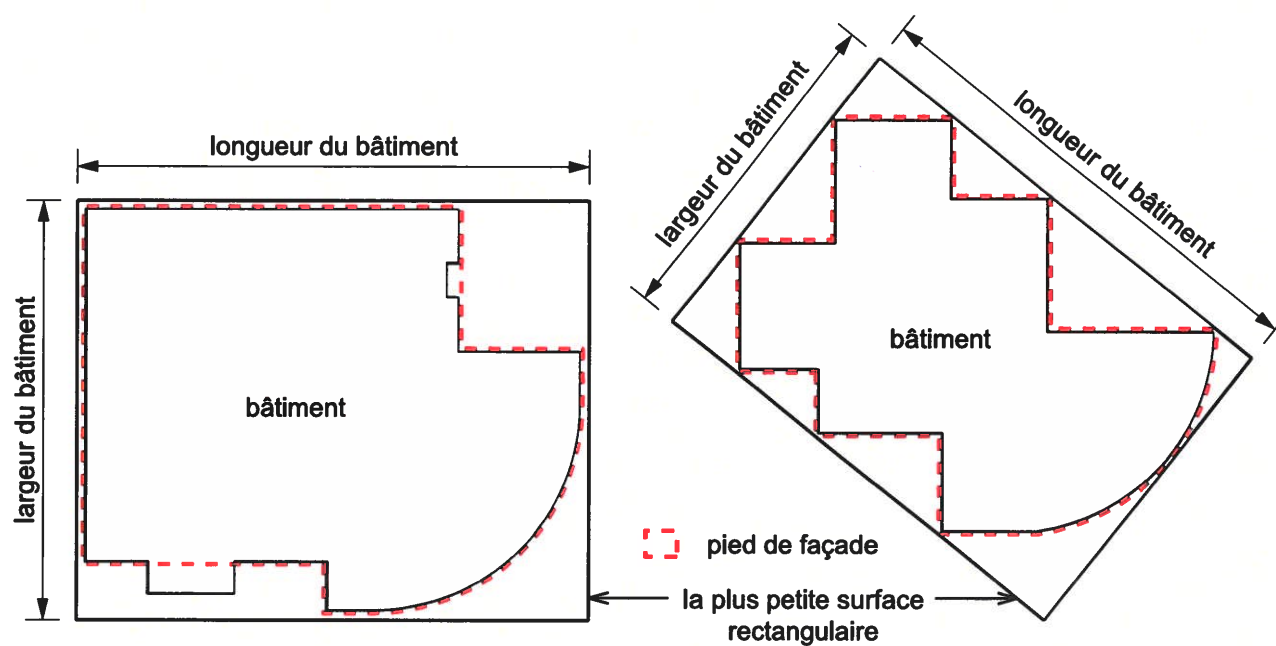


Figure 3.4 Saillies (coupe et façade)



**Figure 3.5 Retraits et retraits négligeables**

**Relatif au chiffre 4: LONGUEUR ET LARGEUR****Figure 4.1 et 4.2 Longueur du bâtiment, largeur du bâtiment**



## Relatif au chiffre 5: HAUTEURS

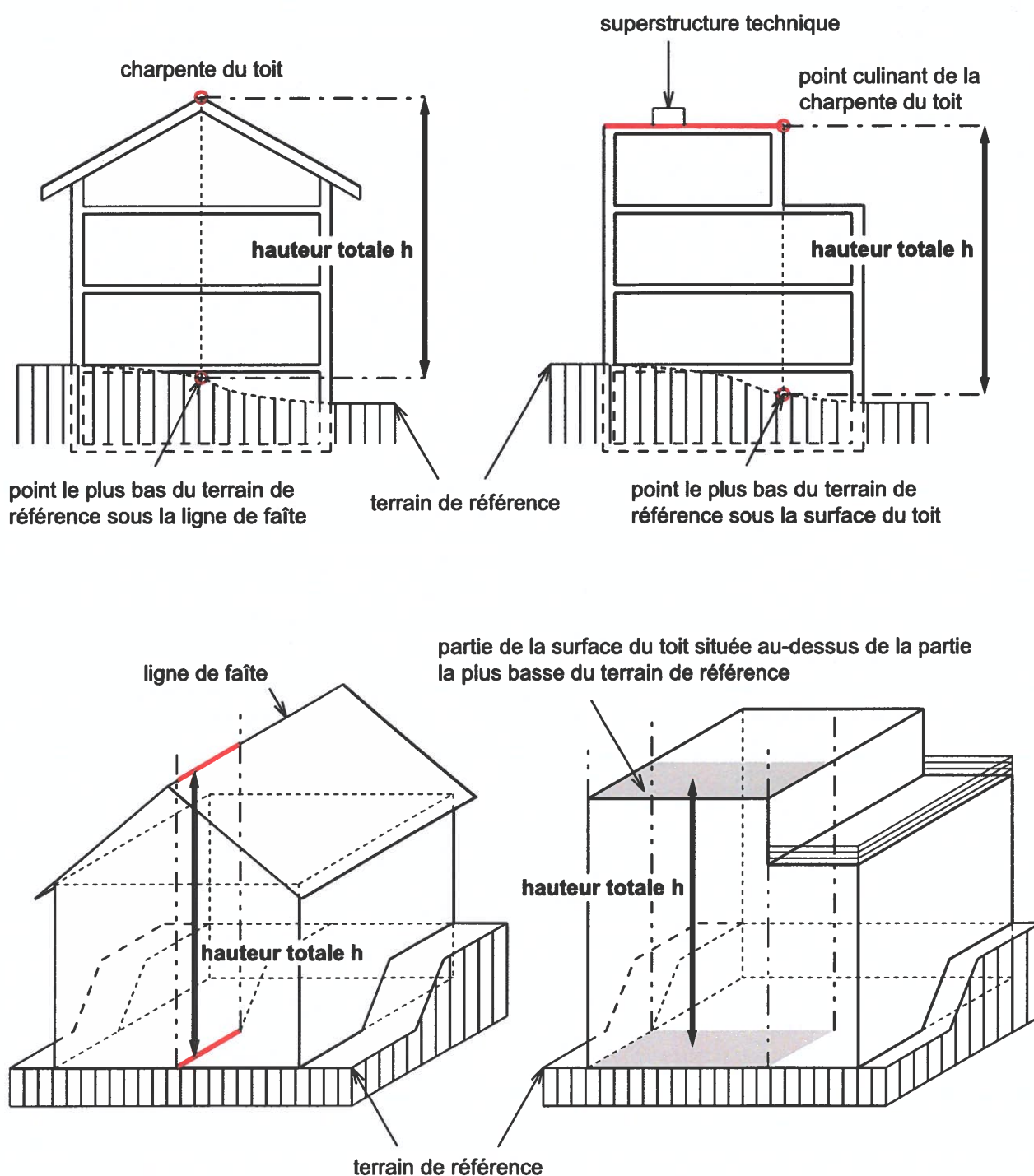
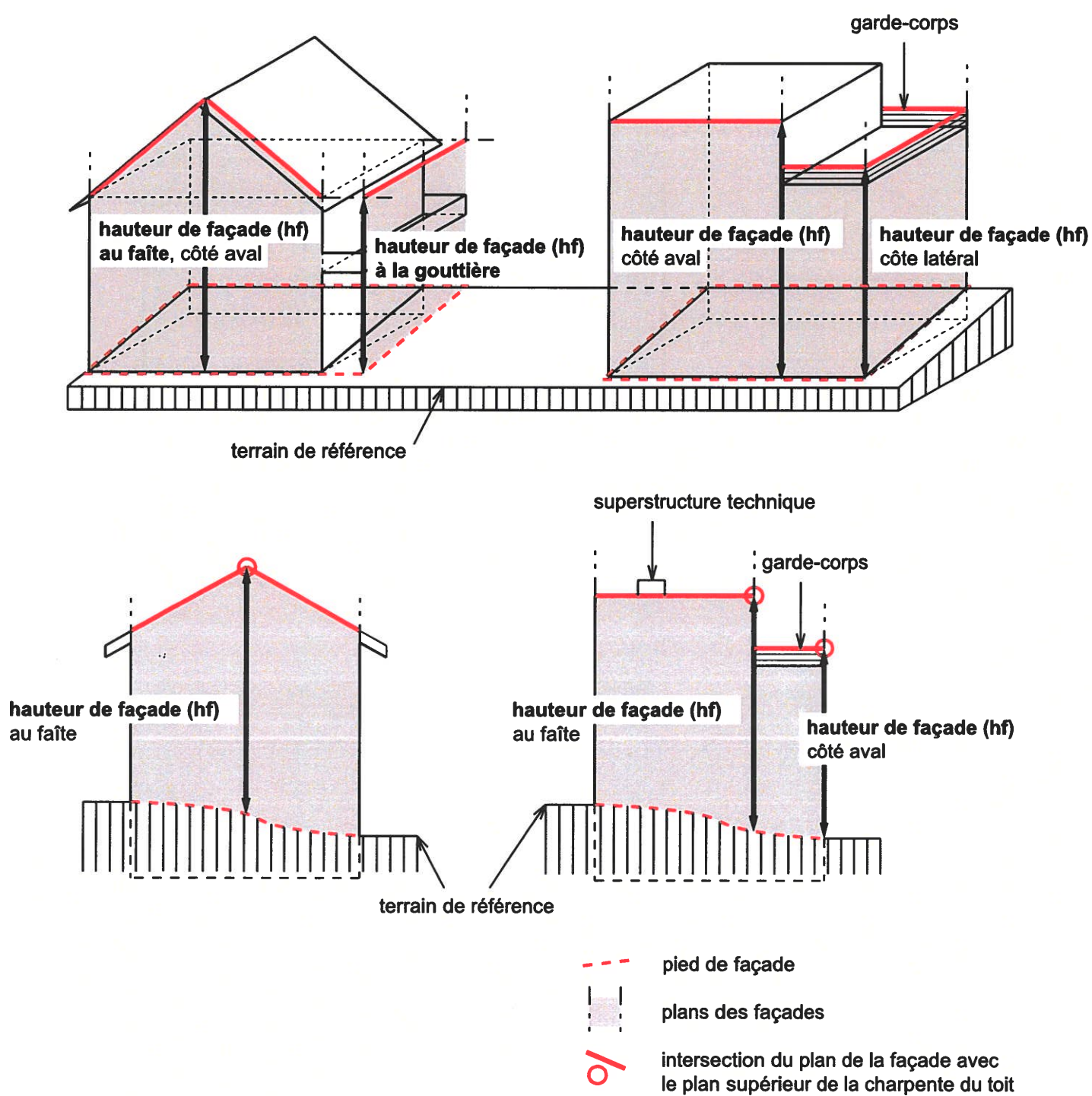
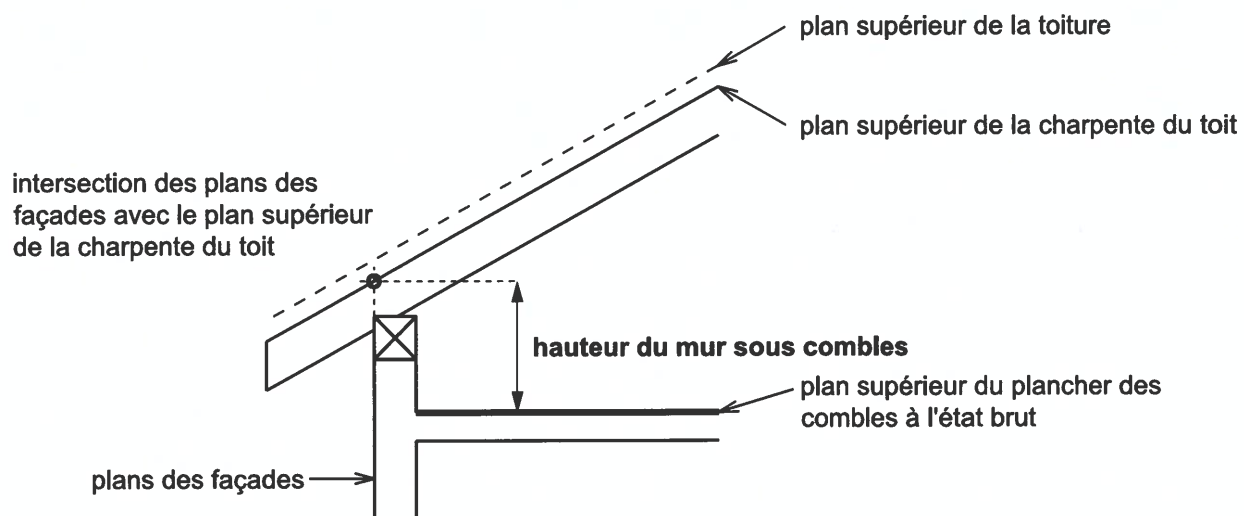


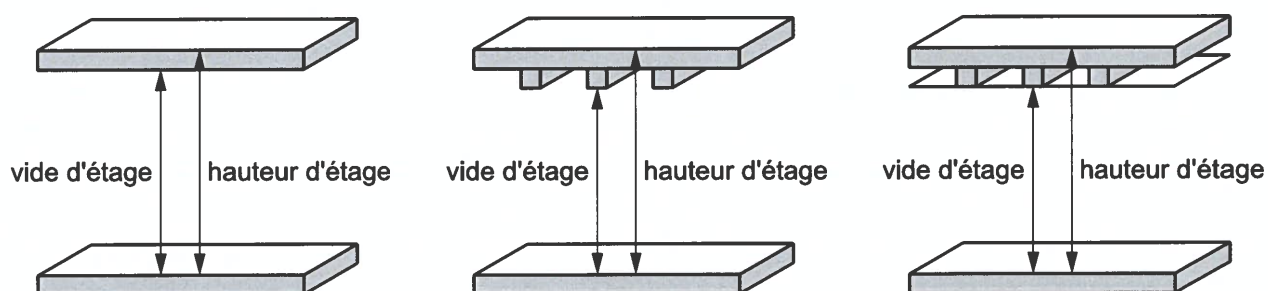
Figure 5.1 Hauteur totale



Figur 5.2 Hauteur de façade



**Figure 5.3 Hauteur du mur de combles**



**Figure 5.4 Vide d'étage**

# Relatif au chiffre 6: NIVEAUX

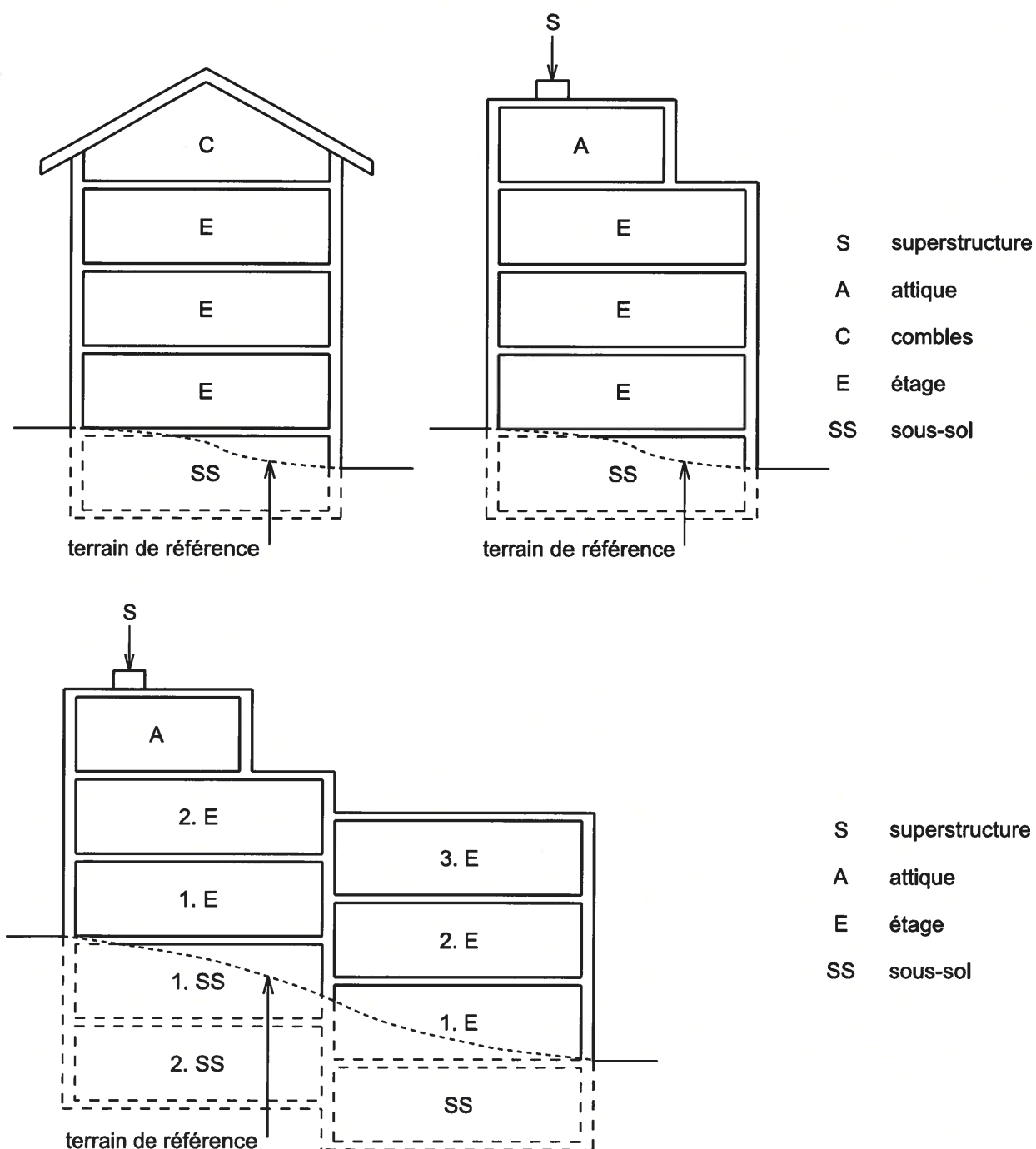


Figure 6.1 Etages et nombre d'étages

- - - pied de façade
- a dimension admise pour saillies du plan de façade
- b dimension moyenne admise pour le dépassement de la construction partiellement souterraine
- c dimension admise pour les sous-sols
- part des étages au-dessus du pied de façade
- SS sous-sol
- CS construction souterraine

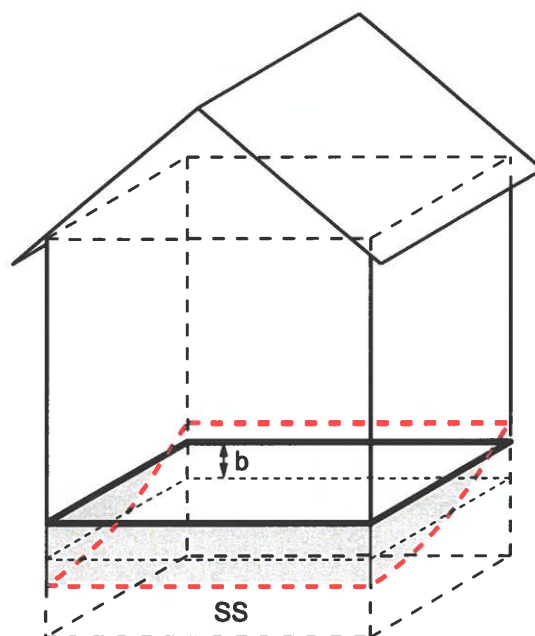
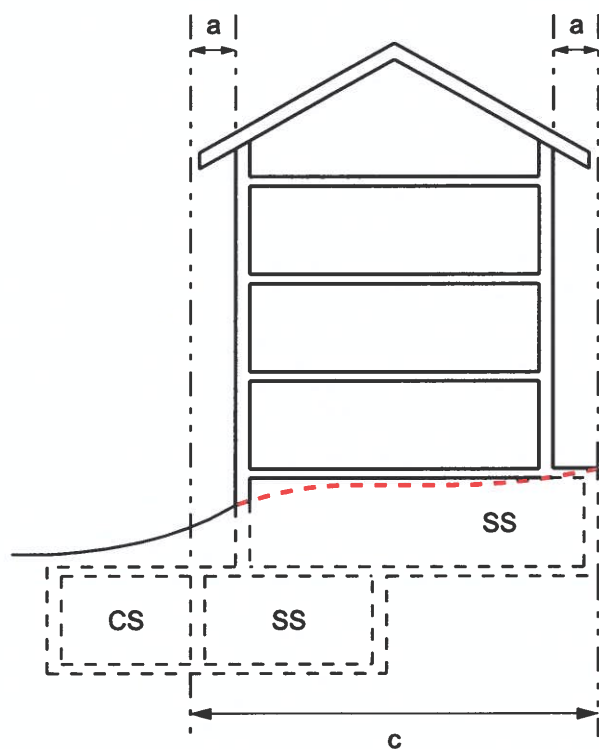
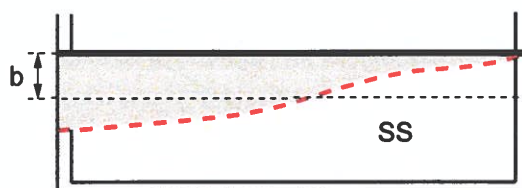
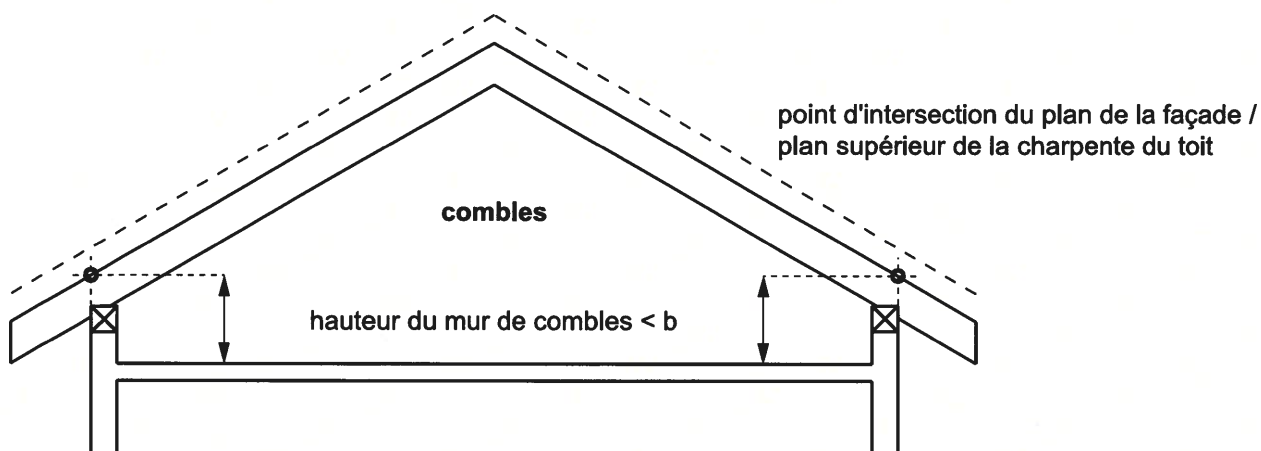
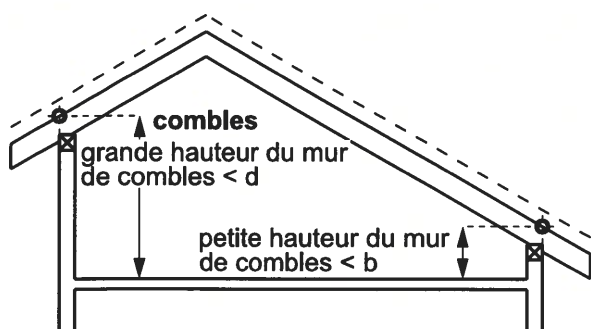


Figure 6.2 Sous-sol



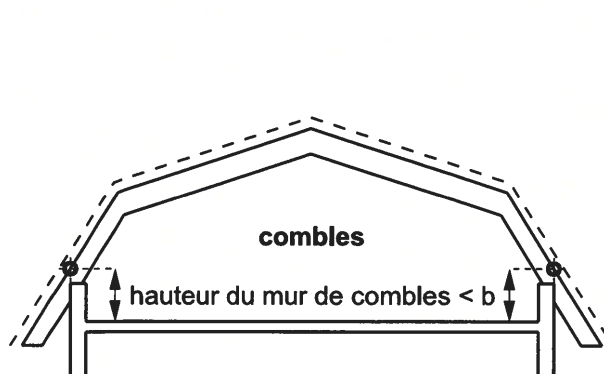
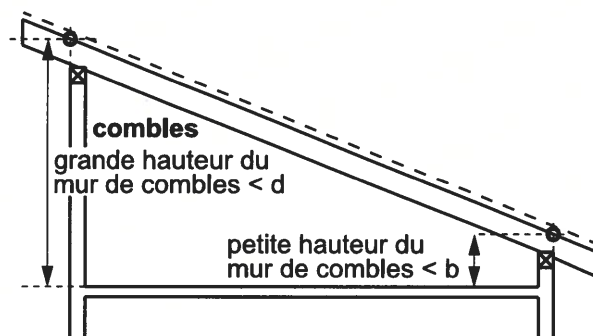


b hauteur du mur de combles admise

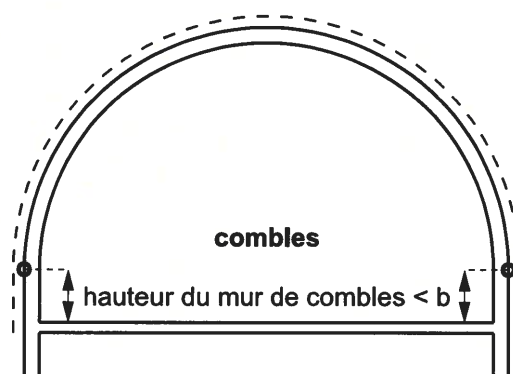


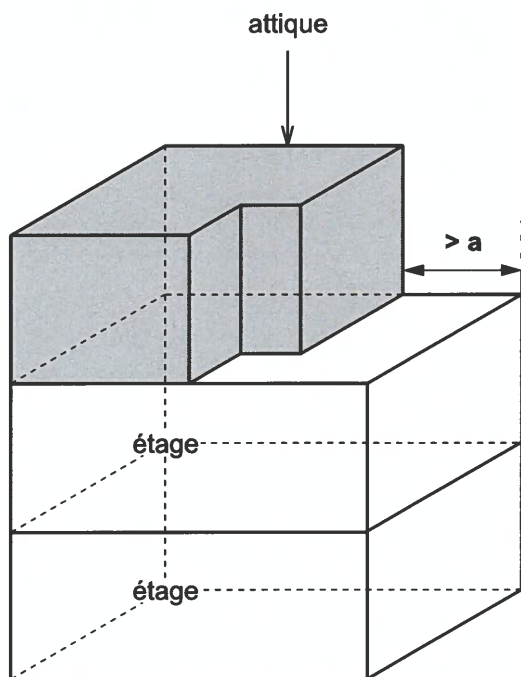
b petite hauteur du mur de combles admise

d grande hauteur du mur de combles admise



b hauteur du mur de combles admise

**Figure 6.3 Combles**



a retrait minimal de l'attique par rapport à la façade de l'étage entier situé au-dessous

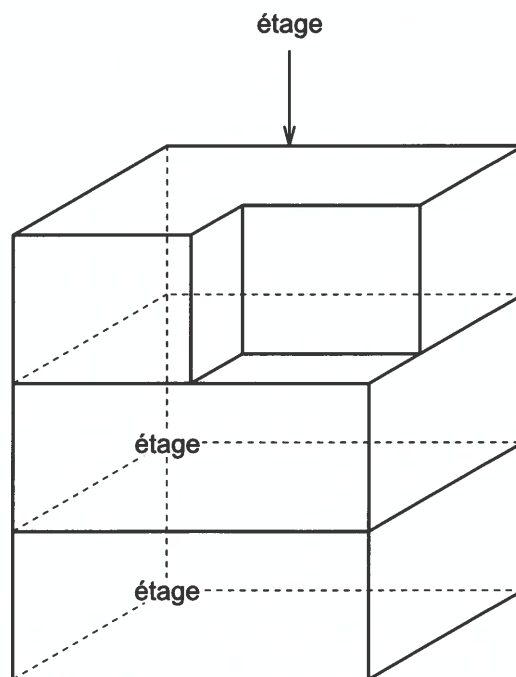
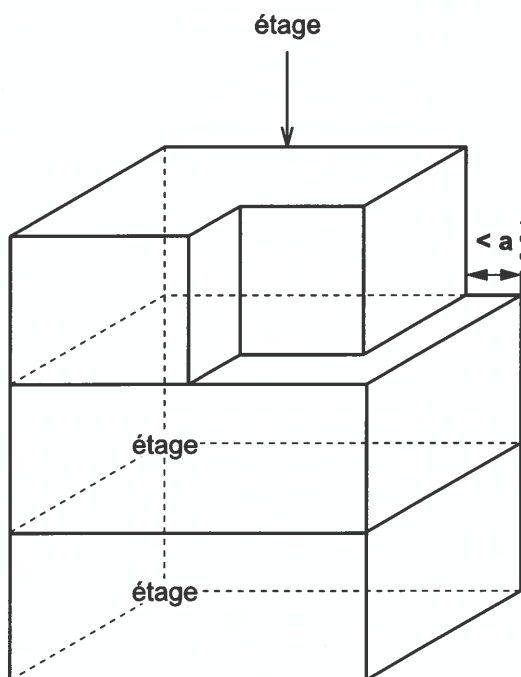
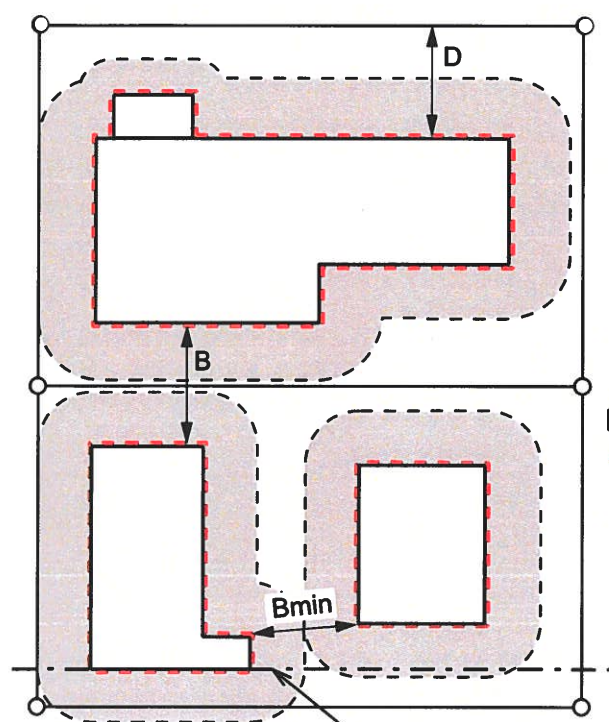


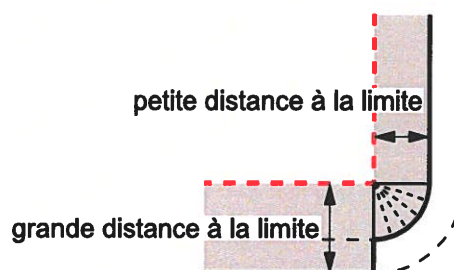
Figure 6.4 Attiques

## Relatif au chiffre 7: DISTANCES



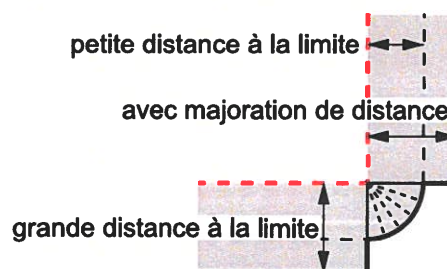
- D distance à la limite
- B distance à respecter entre les bâtiments
- Bmin distance minimale entre bâtiments
- — — surface minimale résultant des distance à la limite
- - - alignement
- - - pied de façade
- ○ limite de parcelle

## petite et grande distance à la limite



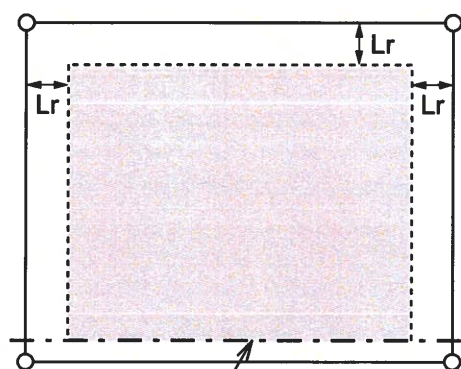
- — — surface minimale résultant des distances à la limite
- - - pied de façade

## grande distance à la limite et supplément de distance

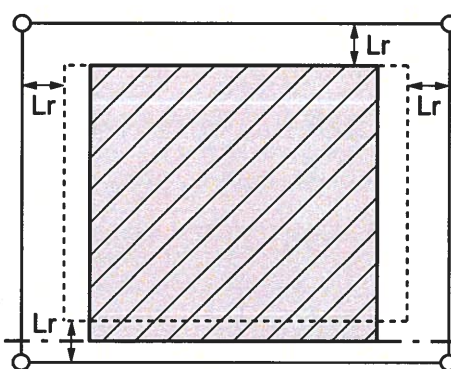


- — — surface minimale résultant des distances à la limite
- - - pied de façade

Figure 7.1 - 7.3 Distances



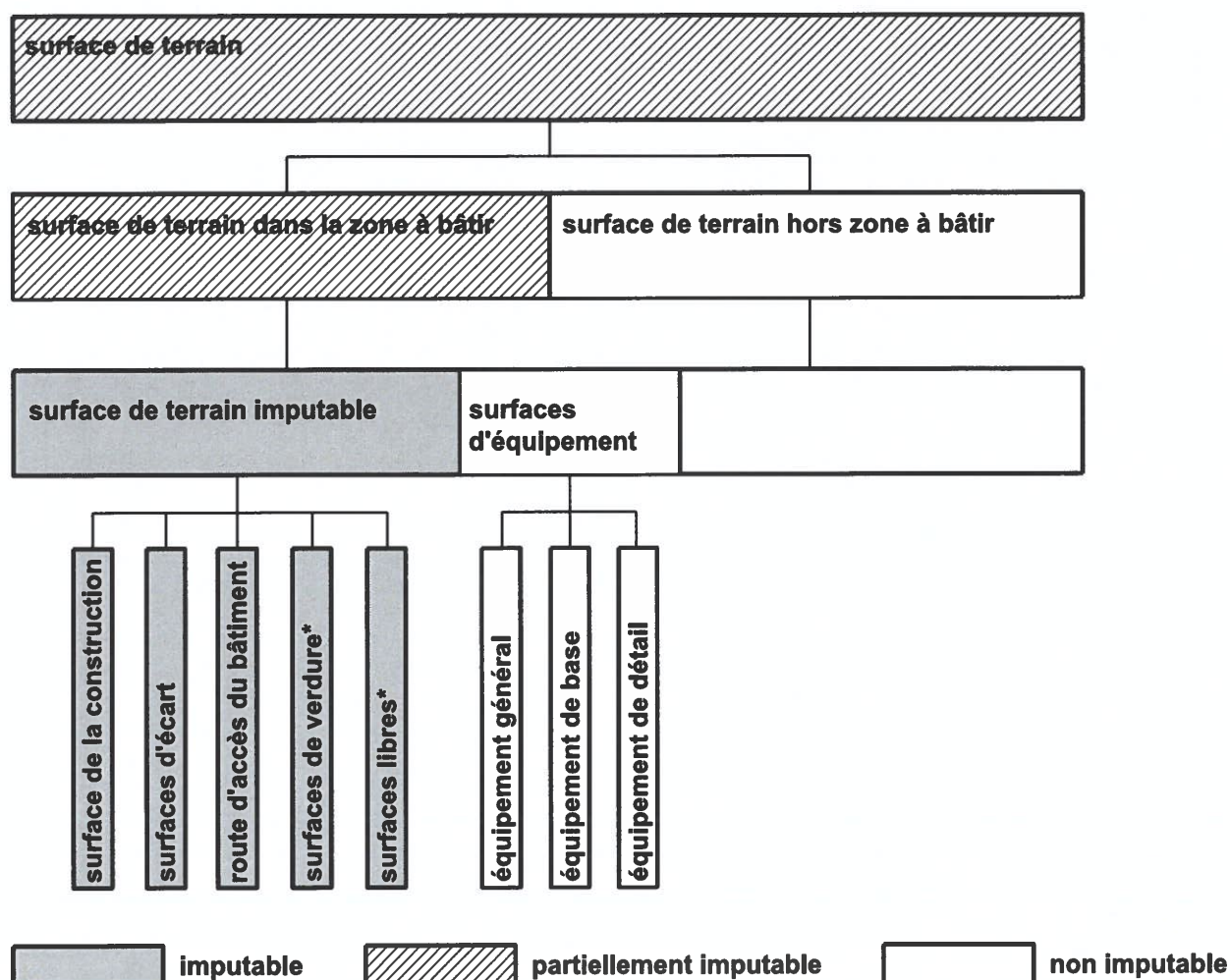
l'alignement prend la place de la prescription de distance



- Lr distance à respecter
- — — surface constructible
- — — périmètre constructible
- - - alignement
- ○ limite de la parcelle

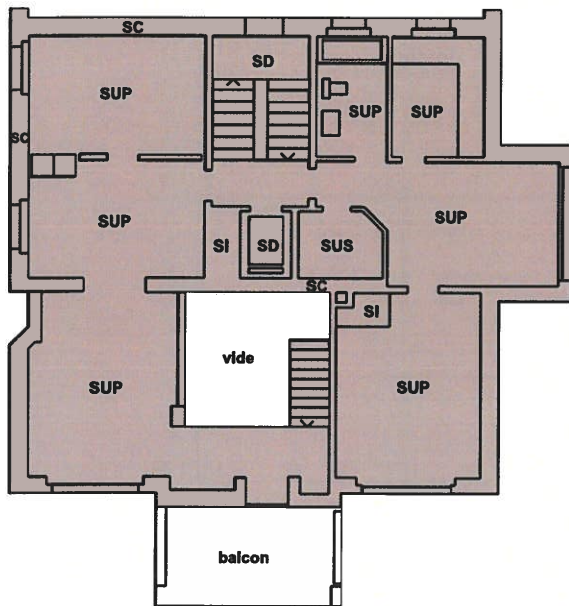
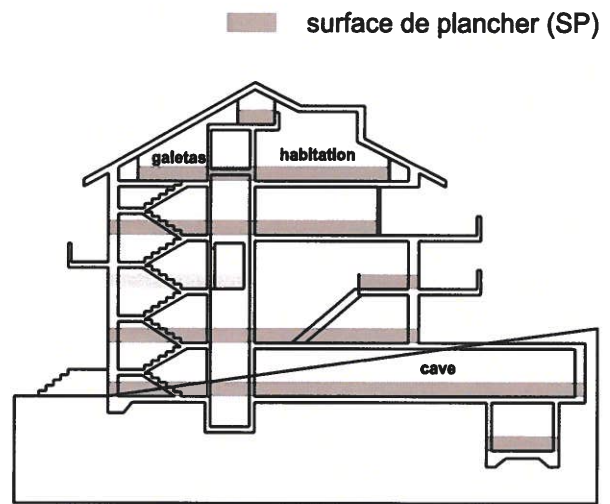
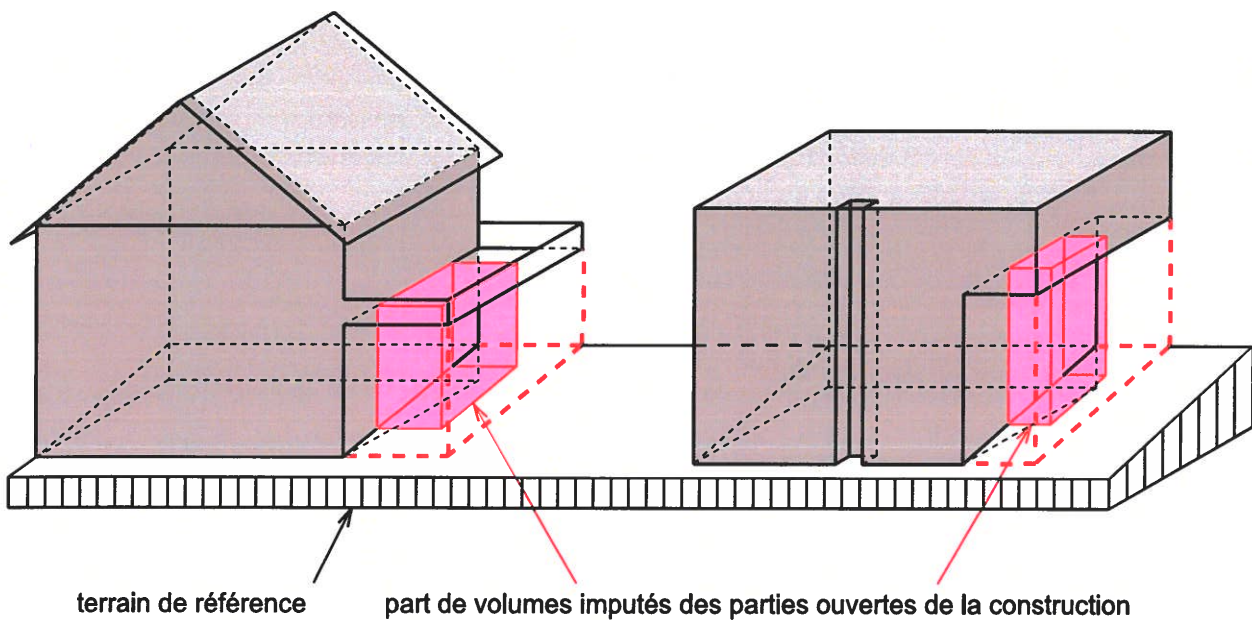
Figure 7.4 Périmètre d'évolution

## Relatif au chiffre 8: MESURES D'UTILISATION DU SOL

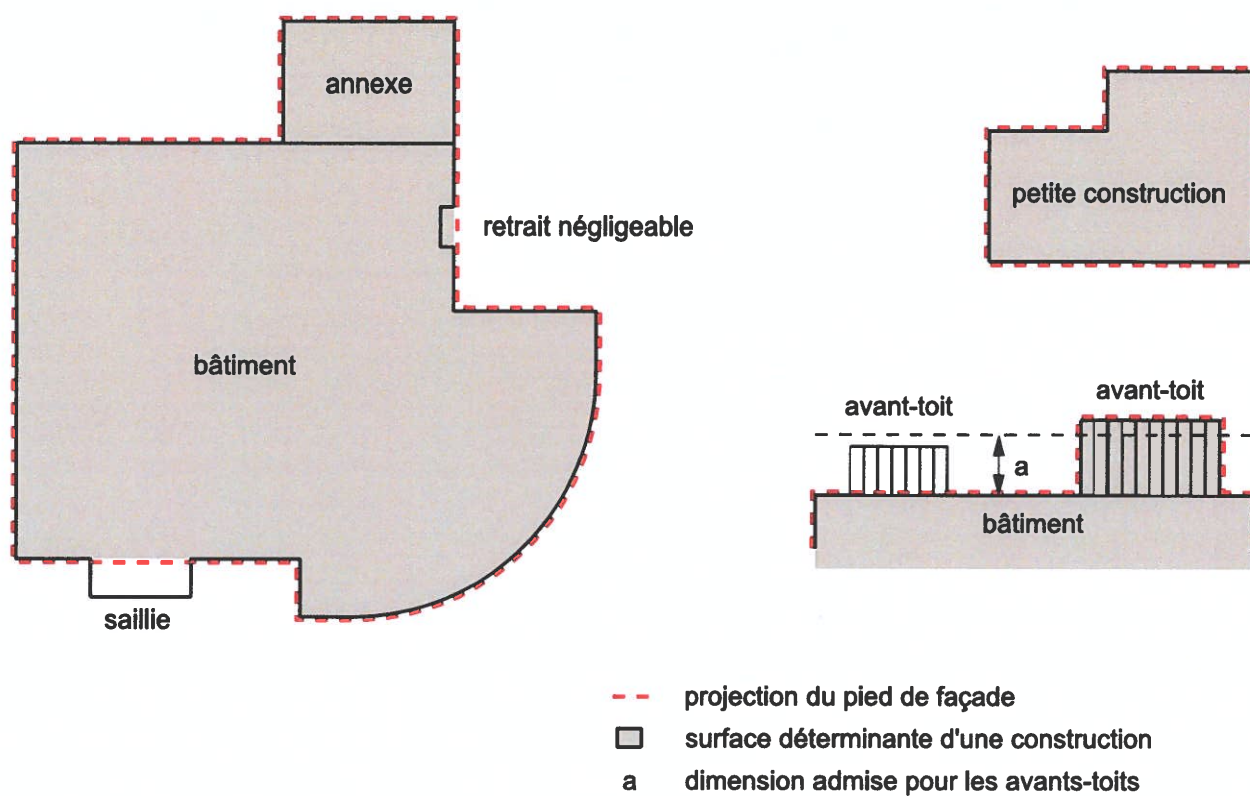


\* Surfaces libres et surfaces de verdure, pour autant qu'elles soient situées dans la zone à bâtir et qu'elles soient dotées de l'indice d'utilisation correspondant

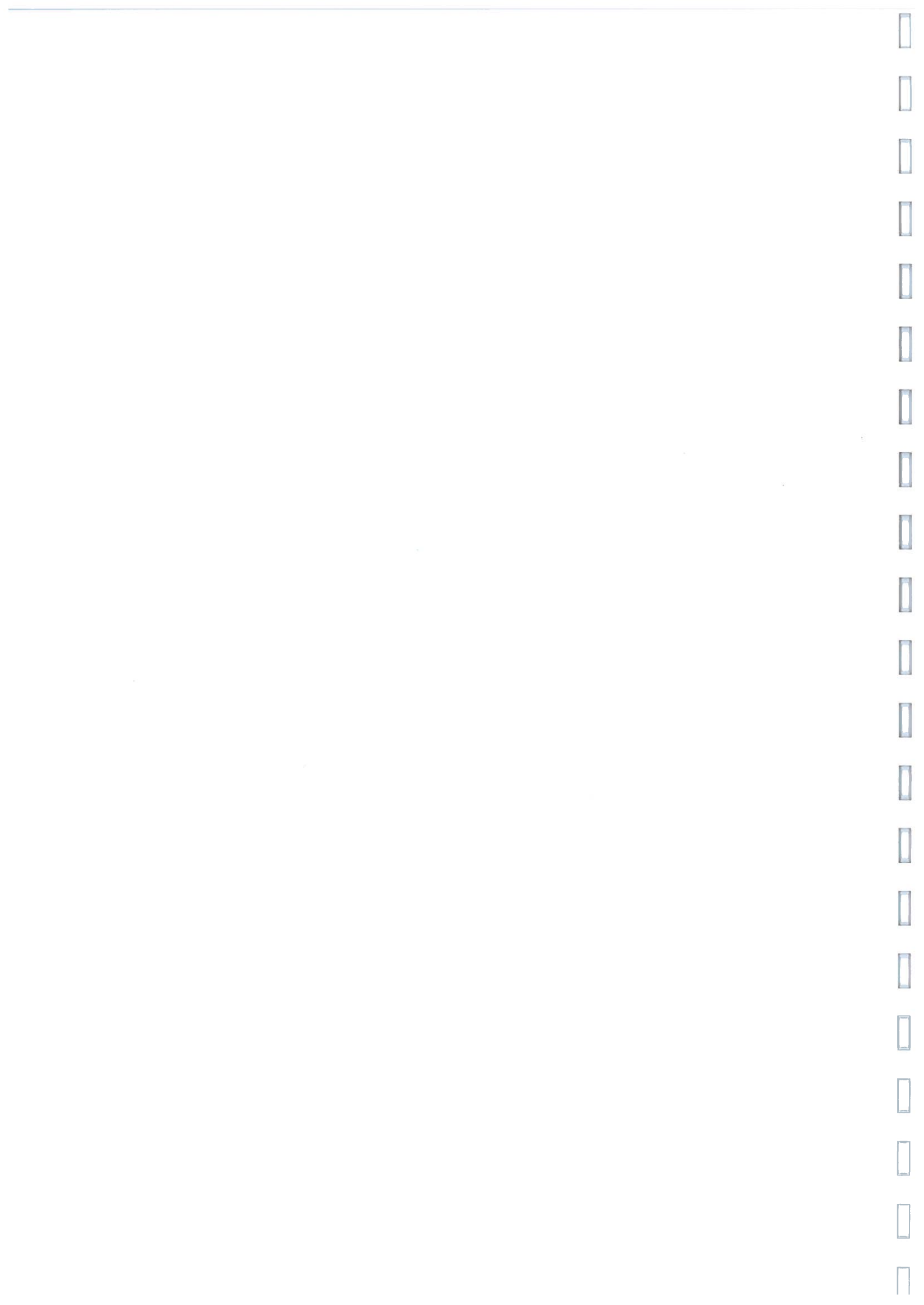
**Figure 8.1 Surface de terrain déterminante**

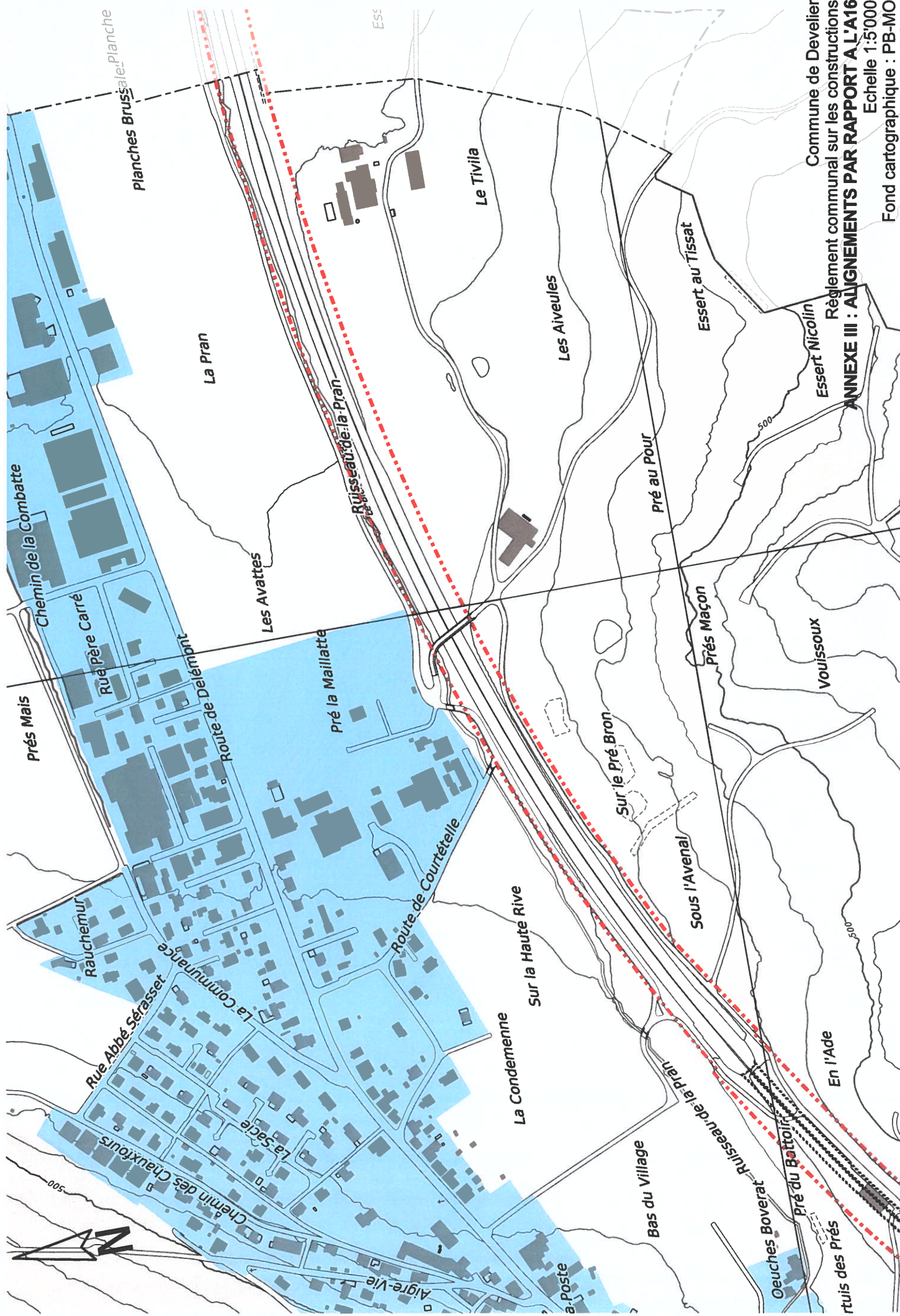
**plan 1<sup>er</sup> étage:****coupe:****Figure 8.2 Indice brut d'utilisation du sol****Figure 8.3 Indice de masse**



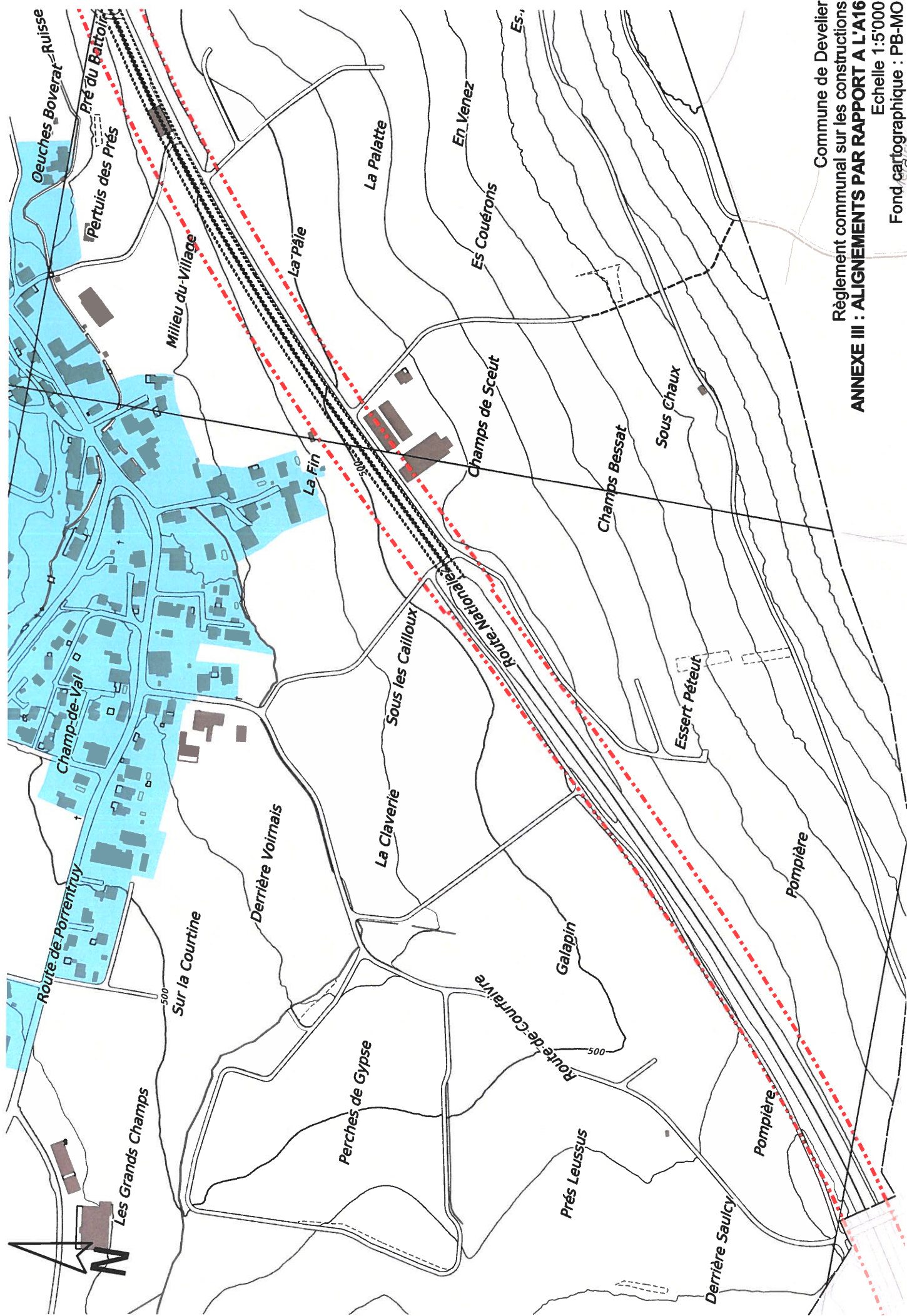


**Figur 8.4 Surface déterminante d'une construction**









Commune de Develier  
Règlement communal sur les constructions  
**ANNEXE III : ALIGNEMENTS PAR RAPPORT A L'A16**  
Echelle 1:5'000  
Fond cartographique : PB-MO

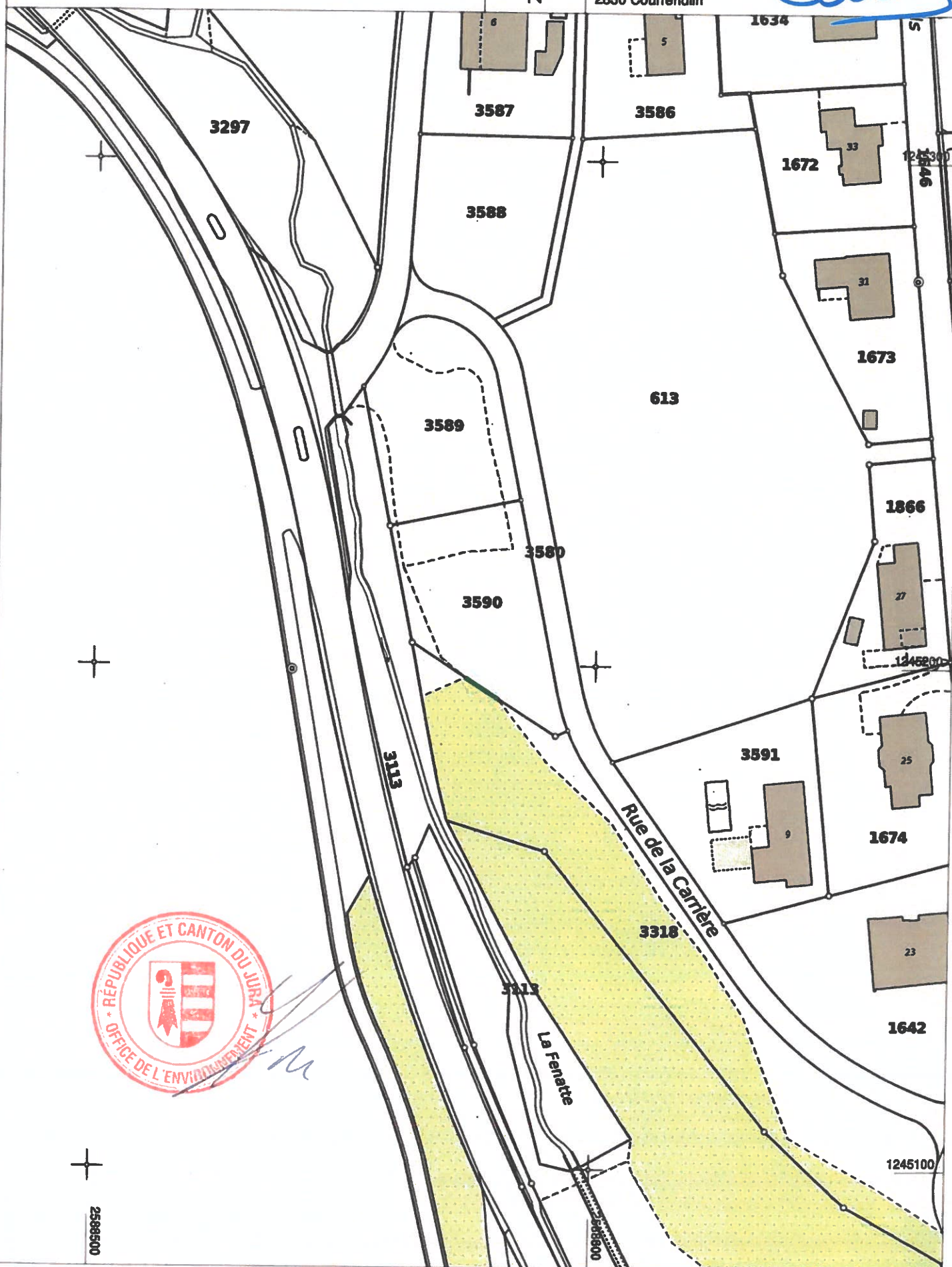


## Règlement communal sur les constructions, annexe IV

## Commune de Develier

**Courrendlin, le 5 février 2021**

**Rolf Eschmann SA**  
**Bernard Studer, géomètre o**  
**2830 Courrendlin**







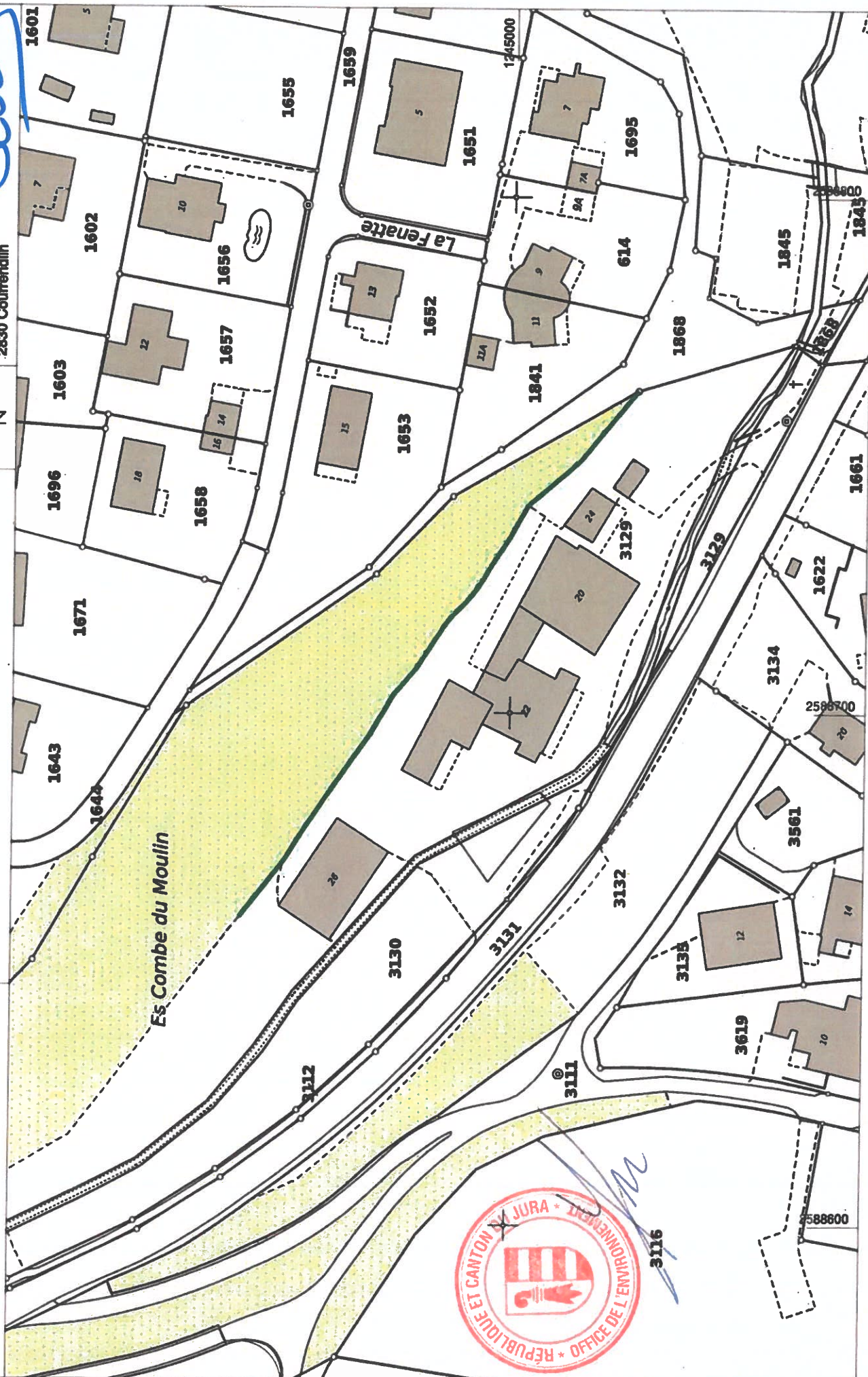
## Commune de Develier

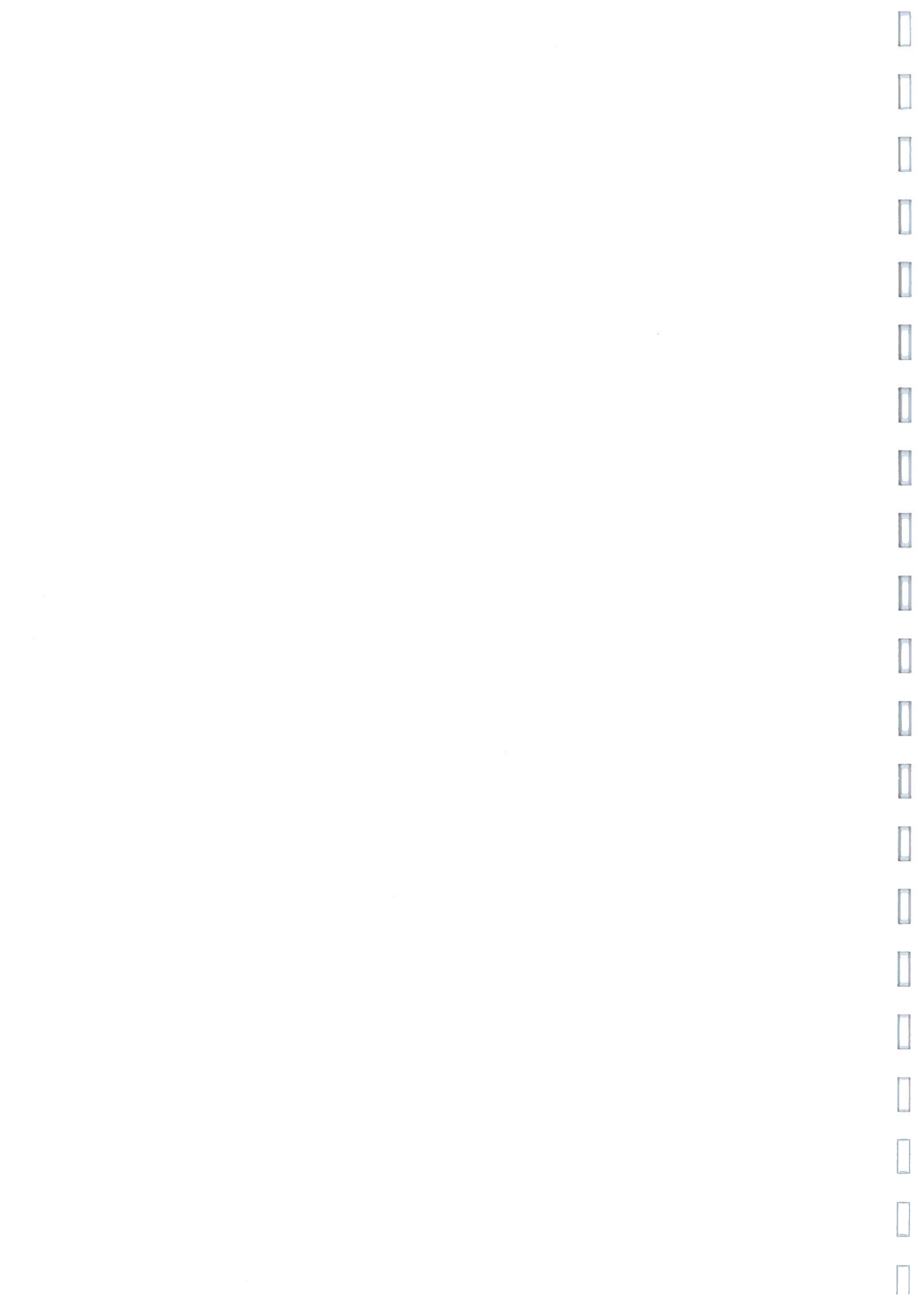
**1:1000**

# Règlement communal sur les constructions, annexe IV

**Courrendlin, le 5 février 2021**

**Rolf Eschmann SA  
Bernard Studer, géc  
2830 Courrendlin**







# LIMITE FORESTIERE CONSTATEE

Règlement communal sur les constructions, annexe IV

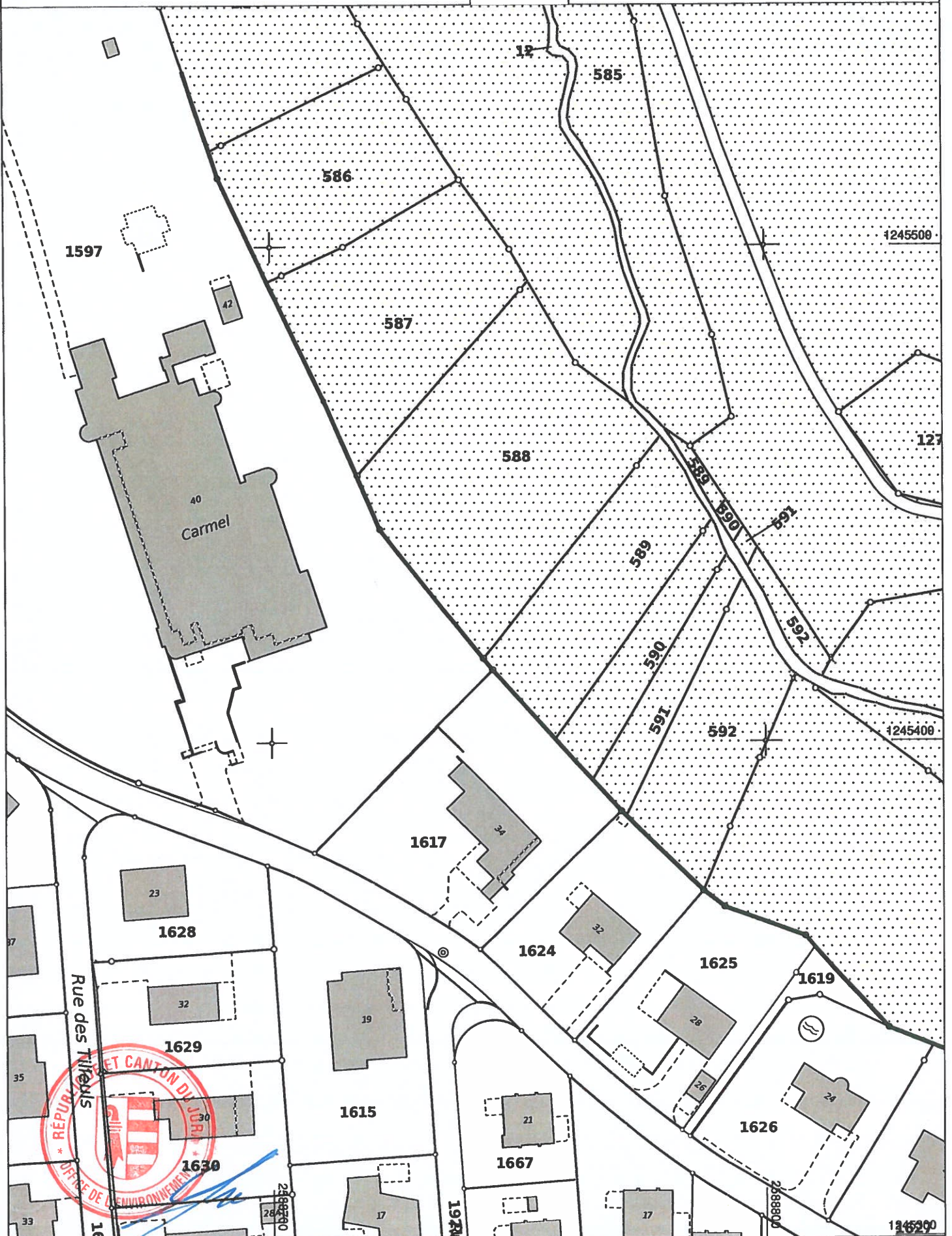
1:1000

Commune de Develier

Courrendlin, le 30 mars 2020

Rolf Eschmann SA  
Bernard Studer, géomètre officiel  
2830 Courrendlin

*Sad*





## Commune de Develier

## Règlement communal sur les constructions, annexe IV

Courrendlin, le 30 mars 2020

**Rolf Eschmann SA**  
**Bernard Studer, géomètre officiel**  
**2830 Courrendlin**





# LIMITE FORESTIERE CONSTATEE

Règlement communal sur les constructions, annexe IV

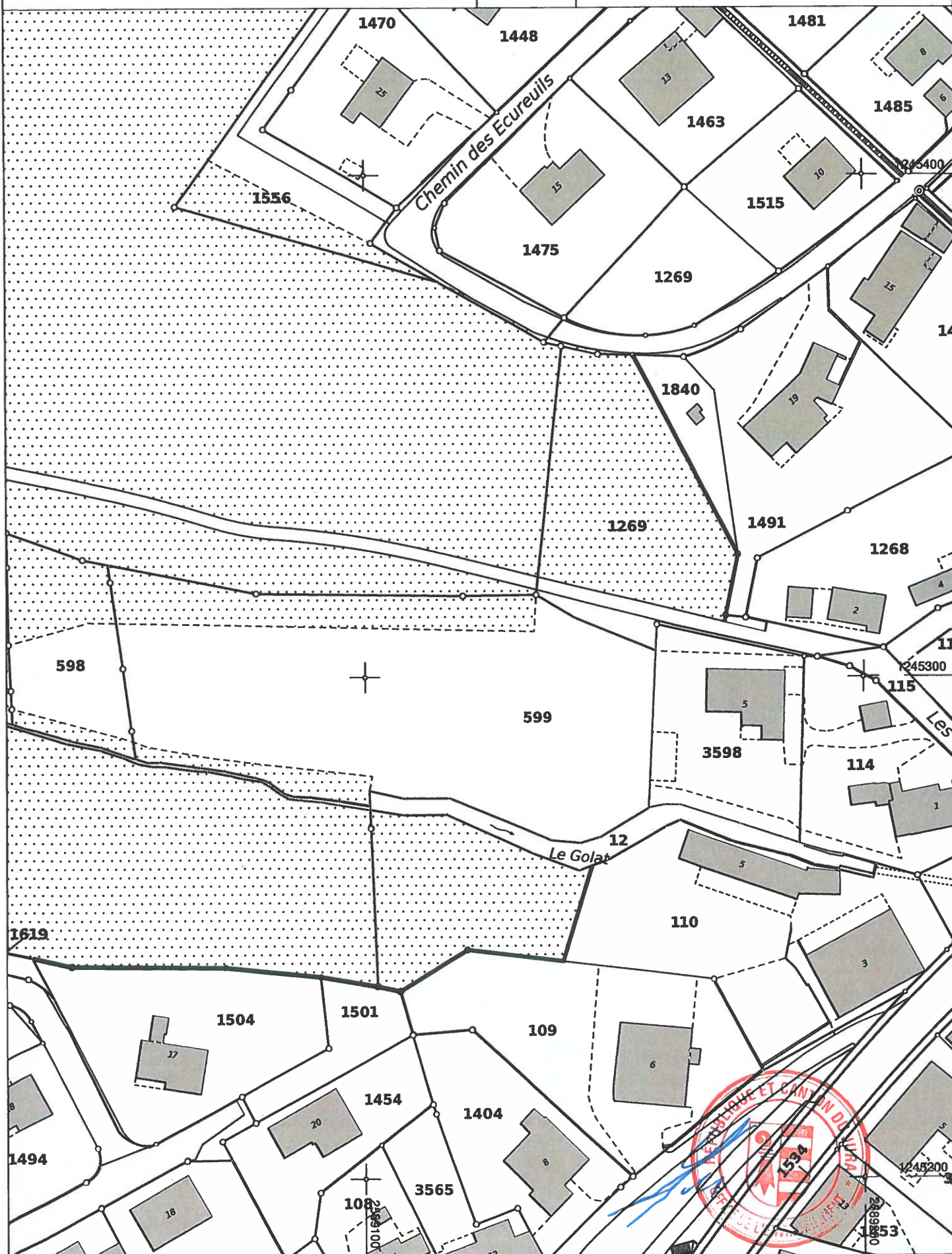
1:1000

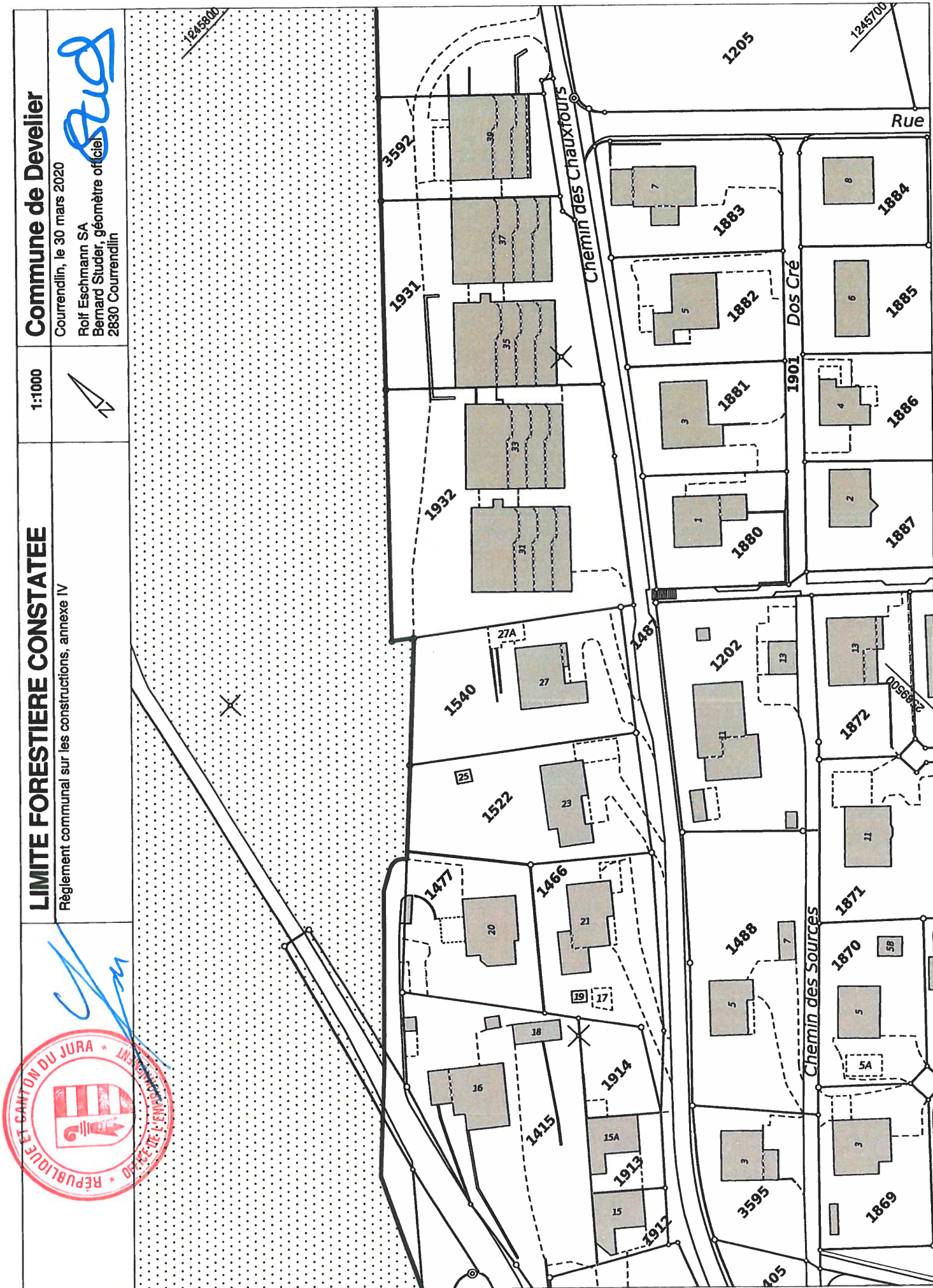
Commune de Develier

Courrendlin, le 30 mars 2020

Rolf Eschmann SA  
Bernard Studer, géomètre officiel  
2830 Courrendlin

*Studer*





**Commune de Develier**

Courrendlin, le 30 mars 2020

Rolf Eschmann SA  
Bernard Studer, géomètre officiel  
2830 Courrendlin

1:1000

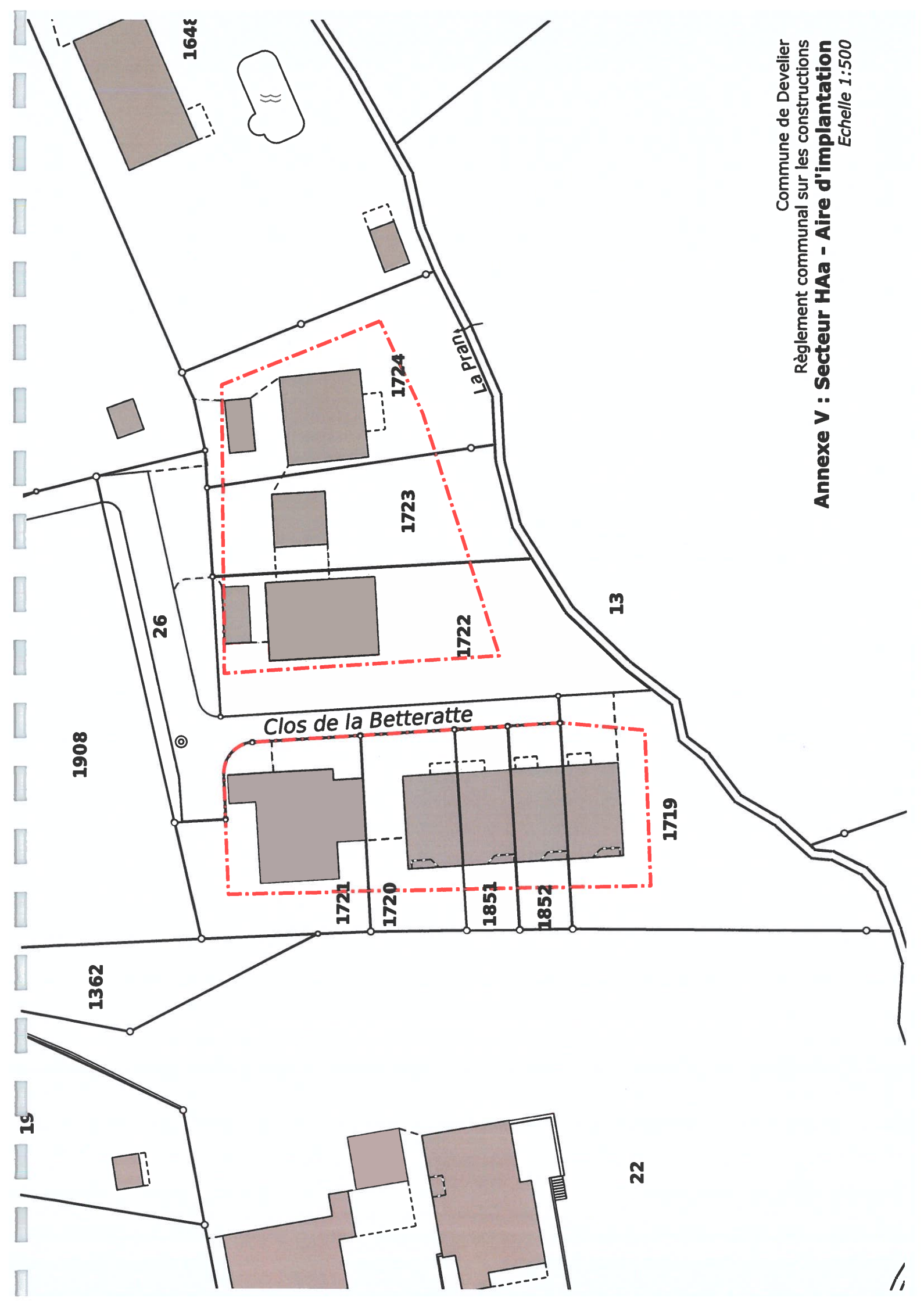


**LIMITE FORESTIERE CONSTATEE**

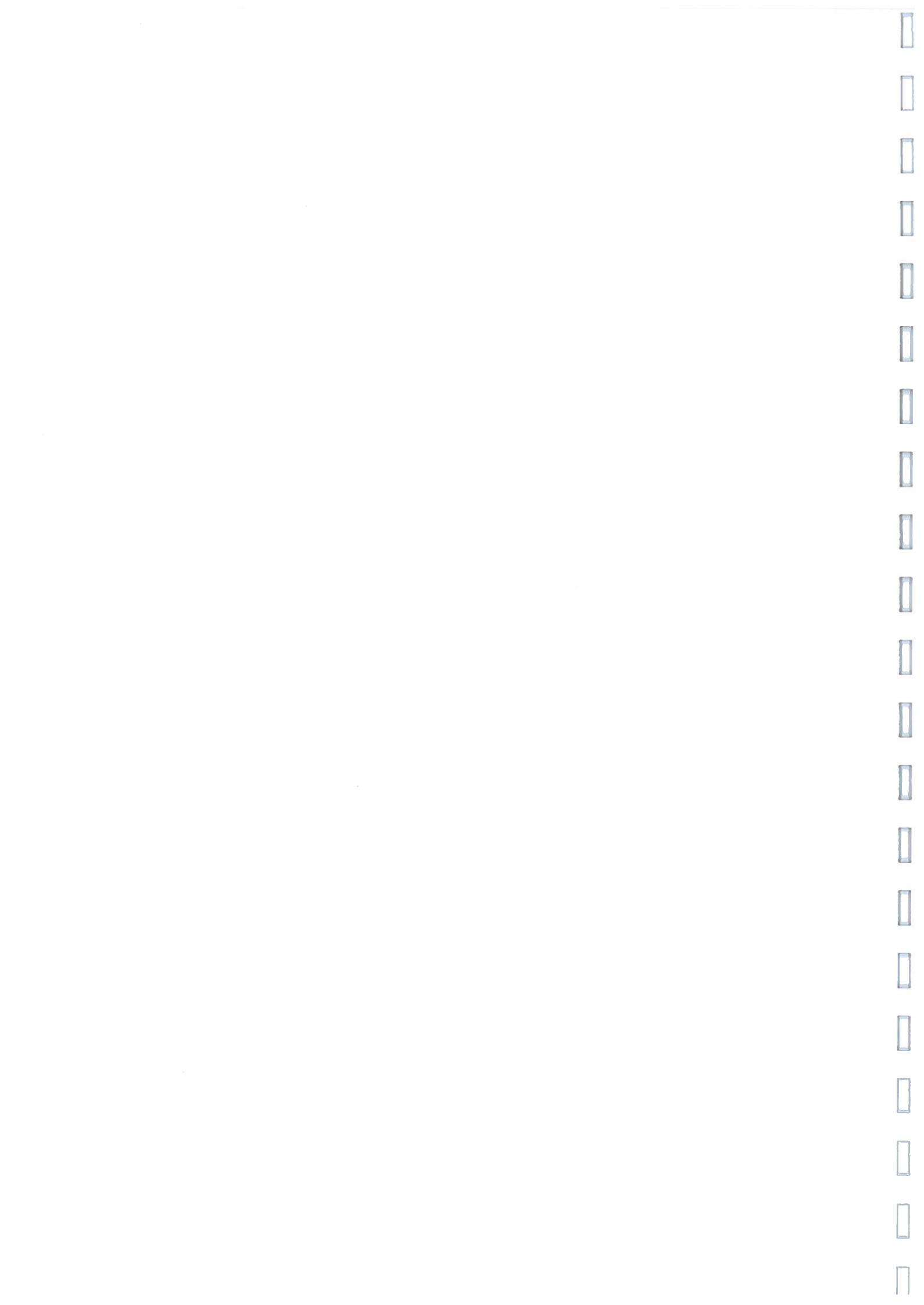
Règlement communal sur les constructions, annexe IV







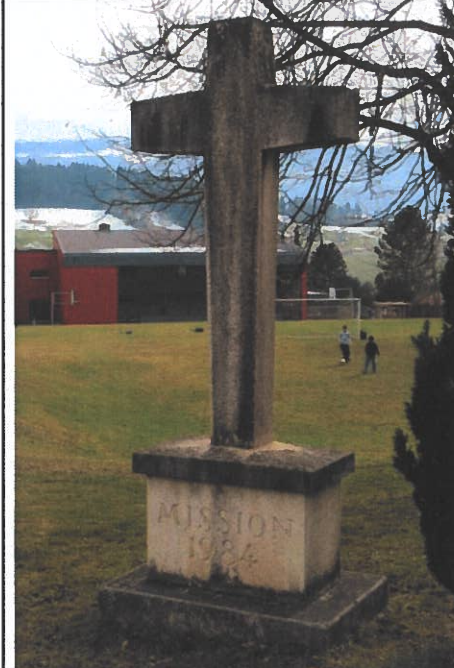





Commune de Develier  
Règlement communal sur les constructions  
**Annexe V : Secteur HAa - Aire d'implantation**  
Echelle 1:500








## ANNEXE VI : CROIX

<p><b>ROUTE DE DELEMONT 15</b></p> <p>Parcelle 1698 2589380 / 1245361</p> 	<p><b>AIGRE-VIE 35</b></p> <p>Parcelle 1506 2589345 / 1245571</p> 	<p><b>RUE DU CARMEL 9</b></p> <p>Parcelle 1846 2588854 / 1245265</p> 
<p><b>ROUTE DE COURFAIVRE 5</b></p> <p>Parcelle 22 2588714 / 1244718</p> 	<p><b>DEVELIER-DESSUS (CHAPELLE)</b></p> <p>Parcelle 3453 2587503 / 1246081</p> 	<p><b>HAUT DU BOIS DE ROBE</b></p> <p>Parcelle 1375 2586988 / 1245611</p> 



ROUTE DE BOURRIGNON 20	ROUTE DE PORRENTUY 22	SUR LE CIMETIERE
Parcelle 3129 2588764 / 1244943	Parcelle 3116 2588559 / 1244862	Parcelle 67 2588855 / 1244871
		



## ANNEXE VI : FONTAINES

### RUE XAVIER CHAPPUIS / LA MONTE

Parcelle 8  
2588975 / 1244977



### PLACE DU SOLEIL

Parcelle 67  
2588909 / 1244886



### ROUTE DE PORRENTUUY 17

Parcelle 28  
2588762 / 1244822



### ROUTE DE COURFAIVRE 3

Parcelle 4  
2588712 / 1244768



### PLACE DE LA POSTE

Parcelle 113  
2589223 / 1245265





### RUE DE LA LIBERTE 51

Parcelle 951  
2589084 / 1245028





<p><b>CENTRE DE DEVELIER-DESSUS</b> Parcelle 3453 2587559 / 1246029</p> 	<p><b>DEVELIER-DESSUS (CHAPELLE)</b> Parcelle 3453 2587498 / 1246087</p> 
<p><b>DEVELIER-DESSUS, CHEMIN LA LOUVIERE</b> Parcelle 3469 2587440 / 1246110</p> 	



## ANNEXE VI : BORNES

### CHEMIN DE LA PRAN (LIMITE COMMUNALE SUD/EST)

Parcelle 3172  
2590594 / 1245404



### RUE BRULEE

Parcelle 7  
2589180 / 1245206



### HAUT DU BOIS DE ROBE BORNE N°15 (LIMITE COMMUNALE)

Parcelle 1333  
2586712 / 1245443



### FRAIDEVA (FER A CHEVAL)

Parcelle 1326  
2585927 / 1247357





### PLACE DU SOLEIL

Parcelle 67  
2588910 / 1244892





## ANNEXE VI : PIERRES COMMÉMORATIVES

<p><b>SYNDICAT AMÉLIORATIONS FONCIÈRES FONDS DU PECAL</b> Parcelle 3412 590594 / 1245404</p>	<p><b>OCCUPATION DES FRONTIÈRES CRAS DES FOURNEAUX</b> Parcelle 1340 2589180 / 1245206</p>
	
<p><b>BEZOUT (CABANE FORESTIÈRE) FANFARE BAT. 232</b> Parcelle 3360 2586712 / 1245443</p>	
